

Université de Montréal

**Étude comparative de la pensée économique canadienne-française et
canadienne-anglaise durant l'entre-deux-guerres**

Par Christian BELHUMEUR-GROSS

Département d'histoire, Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences en vue de l'obtention du
grade de maître en histoire avec option enseignement collégial

Avril 2014

© Christian Belhumeur-Gross, 2014

Université de Montréal
Faculté des arts et des sciences

Ce mémoire intitulé :
Étude comparative de la pensée économique canadienne-française et canadienne-
anglaise durant l'entre-deux-guerres

Présenté par :
Christian Belhumeur-Gross

à été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Michèle Dagenais
Présidente-rapporteuse

Jacques Rouillard
Codirecteur de recherche

Michael Huberman
Codirecteur de recherche

Denyse Baillargeon
Membre du jury

Résumé

L'entre-deux-guerres représente une période charnière dans l'évolution de la pensée économique au Canada. Le contexte économique et social des années 1920-1940 est des plus favorables au foisonnement de nouvelles idées et de nouvelles approches. Face à la crise et à l'urgence d'en sortir, les économistes, les intellectuels et les milieux politiques commencent à se questionner sérieusement sur les dysfonctions du capitalisme et de l'économie de marché. Pénétrée par des courants émergents, dont le keynésianisme et le corporatisme, et en parallèle avec une discipline économique en pleine formation, la pensée économique évolue considérablement durant ces années alors que les économistes s'interrogent sur les orientations des politiques gouvernementales. L'étude des deux grandes revues d'économie-politique, *L'Actualité économique* et le *Canadian Journal of Economics and Political Sciences*, ainsi que l'analyse des travaux des principaux économistes de l'époque, incarnés par Harold A. Innis, W. A. Mackintosh, Esdras Minville et Édouard Montpetit, révèlent les nouvelles orientations face aux problèmes qui confronte le Canada.

Mots clés : Canada; histoire économique; pensée économique; Édouard Montpetit; Esdras Minville; Harold A. Innis; W. A. Mackintosh; corporatisme; keynésianisme; *L'Actualité économique*; *Canadian Journal of Economics and Political Science*.

Abstract

The interwar period represents a period of transition in the evolution of the economic thought in Canada. The economic and social context of the 1920-1940's was highly favorable to the expansion of new ideas and new approaches. In the face of the crisis, economists and intellectuals began to question the fundamentals of capitalism and the market economy. Under the influence of Keynesianism and Corporatism in conjunction with the professionalization of the discipline, economists' approach to issues of public policy changed considerably during the period. I study the two major political-economy journals, *L'Actualité économique*, and the *Canadian Journal of Economics and Political Science*, as well as the work of leading economists of the time, Harold A. Innis, W. A. Mackintosh, Esdras Minville and Édouard Montpetit, to showcase new economic approaches to the changing social and economic realities of Canada.

Keyword: Canada; Economic History; Economic Thought; Édouard Montpetit; Esdras, Minville, Harold A. Innis, W. A. Mackintosh; Corporatism; Keynesianism; *L'Actualité économique*; *Canadian Journal of Economics and Political Science*.

Remerciements

Je tiens d'abord à remercier mes codirecteurs, les professeurs Jacques Rouillard et Michael Huberman qui m'ont guidé et appuyé tout au long de la réalisation du présent mémoire. Leur soutien, leur disponibilité et leurs avis furent des plus utiles tout au long de la maîtrise. Je souhaite aussi remercier Mme Ruth Dupré, professeure à l'École des Hautes Études commerciales. Elle a généreusement mis à ma disposition les bases de données issues de ses travaux sur *L'Actualité économique*, ce qui me fut des plus bénéfiques. Je tiens également à souligner l'appui et l'aide, autant sur le plan académique que moral, de mes amis et collègues, dont Julien Carrière, qui a lu et révisé le présent mémoire. En terminant, il m'est impossible de passer sous silence le soutien constant de ma famille, et surtout, en période difficile, les encouragements de ma compagne, Jessica Barthe.

Christian Belhumeur-Gross

Liste des abréviations

AE : *L'Actualité économique*

CCE : *Contribution to Canadian Economics*

CJEPS : *Canadian Journal of Economics and Political Science*

HEC : *École des Hautes Étude commerciales*

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ/ABSTRACT.....	i
REMERCIEMENTS.....	iii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	iv
INTRODUCTION.....	1
I : PROBLÉMATIQUE.....	2
II : CADRE D'ANALYSE.....	3
III : HISTORIOGRAPHIE.....	6
CHAPITRE I : LES DEUX PRINCIPALES REVUES D'ÉCONOMIE.....	12
1.1 : LA SCIENCE ÉCONOMIQUE DURANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES.....	12
1.2 : <i>L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE</i> (1925-1939).....	17
1.2.1 : LES ORIGINES ET LE CARACTÈRE DE LA REVUE.....	18
1.2.2 : LES THÈMES.....	22
1.2.3 : L'ORIENTATION IDÉOLOGIQUE.....	24
1.3 : LE <i>CONTRIBUTION TO CANADIAN ECONOMICS</i> ET LE <i>CJEPS</i> (1928-1939).....	28
1.3.1 : LES ORIGINES ET LE CARACTÈRE DE LA REVUE.....	29
1.3.2 : LES THÈMES.....	32
1.3.3 : L'ORIENTATION IDÉOLOGIQUE.....	35
CHAPITRE II : LES PRINCIPAUX ÉCONOMISTES.....	40
2.1 : LES ÉCONOMISTES CANADIENS-FRANÇAIS : À LA RECHERCHE D'UNE DOCTRINE.....	41
2.1.1 : ÉDOUARD MONTPETIT : POUR UNE RÉFORME MORALE DU LIBÉRALISME.....	42
2.1.2 : ESDRAS MINVILLE : L'ALTERNATIVE CORPORATISTE.....	47
2.2 : LES ÉCONOMISTES CANADIENS-ANGLAIS : LE PROBLÈME CANADIEN.....	53
2.2.1 : HAROLD A. INNIS : LA THÉORIE DU « STAPLE ».....	53
2.2.2 : W.A. MACKINTOSH : LE PRÉLUDE AU KEYNÉSISME CANADIEN.....	60
CHAPITRE III : LES ENJEUX DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES.....	66
3.1 : LE CANADA FACE À LA CRISE.....	66
3.2 : LA QUESTION BANCAIRE ET MONÉTAIRE.....	70
3.3 : LE RÔLE DE L'ÉTAT.....	79
CONCLUSION.....	88
BIBLIOGRAPHIE.....	94

INTRODUCTION

L'entre-deux-guerres représente une période charnière dans l'évolution de la pensée économique. Mises à mal par la Première Guerre mondiale et la crise des années 1930, la pensée classique et l'orthodoxie libérale qui l'incarne sont remises en question dans les milieux intellectuels et politiques¹. Le contexte économique et social de cette période est des plus favorables au foisonnement de nouvelles idées et de nouvelles approches. Face à la crise et à l'urgence d'en sortir, les économistes et les intellectuels de tout acabit commencent à se questionner sérieusement sur les dysfonctions du capitalisme. De nouveaux courants, tels le corporatisme et le keynésianisme émergent et proposent des solutions à la crise du libéralisme. C'est durant ces années que seront d'ailleurs tracées les prémises de l'État providence, modèle qui caractérisera la plupart des États occidentaux dans l'après-guerre. Pénétrée par les courants émergents, la pensée économique au Canada évolue considérablement durant cette période, en parallèle avec une discipline économique en pleine formation. Se détachant graduellement de la science politique et s'éloignant de l'histoire, l'analyse économique devient un objet d'étude en lui-même. La discipline économique et les économistes qui l'incarnent se professionnalisent et se perfectionnent. On délaisse graduellement l'étude des tarifs et des politiques économiques pour se concentrer sur l'analyse des problèmes économiques présents et leurs causes profondes. Essentiellement, on assiste au démarrage de la science économique. Ce démarrage a eu une influence considérable sur l'articulation d'une pensée économique issue des milieux universitaires.

¹ Le terme « classique » est utilisé ici dans un sens large. La pensée classique englobe à la fois les premiers penseurs libéraux, tels Adam Smith, David Ricardo et Jean-Baptiste Say, mais aussi ceux issus de la révolution marginaliste de la fin du XIXe siècle et regroupés au sein de l'école néoclassique. Ainsi, nous regroupons sous cette catégorie, les Léon Walras (*Éléments d'économie politique pure, ou théorie de la richesse sociale* (1874)), William Stanley Jevons (*The Theory of Political Economy* (1871) et Alfred Marshall (*Principles of Economics : An Introductory Volume* (1890)). L'école néoclassique considère l'économie comme un mécanisme naturel dont l'équilibre est assuré et maintenu par la libre interaction des agents économiques. L'ajout de facteurs exogènes, telle l'intervention étatique, serait nuisible et compromettrait l'équilibre général (voir Michel Beaud et Gilles Dostaler, *La pensée économique depuis Keynes : historique et dictionnaire des principaux auteurs*, Paris, Édition du Seuil, 1993, 598 pages).

I : Problématique

L'objectif de ce mémoire est précisément d'étudier la pensée économique issue des milieux universitaires. Il s'agit de comparer la pensée propre au milieu universitaire canadien-français par rapport à celle issue des milieux anglophones durant les années 1920 et 1930. Cette étude comparative a pour but de déterminer, à travers l'étude des deux grandes revues canadiennes d'économie et les ouvrages des principaux économistes de l'époque, les caractéristiques, les fondements, les divergences ainsi que les points de vue convergents d'une pensée économique propre à l'univers universitaire francophone et anglophone et d'en faire ressortir les principaux thèmes. Plus précisément, il s'agit d'identifier quels sont les facteurs déterminants dans le développement de la pensée économique chez les économistes canadiens durant l'entre-deux-guerres.

Cette analyse se divise en trois parties. Dans un premier temps, nous allons nous pencher sur l'évolution de la science économique au Canada durant la période étudiée. Nous procéderons à un bref survol des principaux départements d'économie et nous analyserons les deux revues d'économie les plus importantes de l'époque, *L'Actualité économique* et le *Canadian Journal of Economics and Political Science*. À travers une brève analyse de ces revues, le premier chapitre présente une image d'ensemble de la science économique au Canada et des courants de pensée qui s'en dégagent. Dans le deuxième chapitre, nous allons nous attarder à la pensée des quatre principaux économistes de la période. Du côté francophone, il s'agit d'Esdras Minville de l'École des Hautes Études commerciales et d'Édouard Montpetit de l'Université de Montréal et, du côté anglophone, d'Harold A. Innis de l'Université de Toronto et de W. A. Mackintosh de Queen's University. Dans ce chapitre, nous traçons les grandes lignes de la pensée de ces économistes, qui s'inscrivent, chacun à leur façon, dans des courants de pensée bien précis. L'objectif est de mettre de l'avant les divergences, mais aussi les points de convergences entre ces quatre penseurs, et surtout, d'éviter le piège de concevoir les économistes anglophones et francophones comme formant des groupes homogènes et en totale divergence. Finalement, dans la dernière portion du mémoire, nous allons nous pencher sur certains enjeux spécifiques au Canada de l'entre-deux-guerres. Il s'agit de voir en quoi la crise économique et les problématiques qui en découlent ont influencé la pensée des économistes de l'époque. Nous allons nous pencher sur le débat

concernant la création de la Banque du Canada et sur la question de l'interventionnisme étatique. Ce chapitre va permettre de mettre en relief les tendances idéologiques propres aux économistes retenus.

II : Cadre d'analyse

Avant d'aller plus loin, il importe d'apporter quelques précisions concernant notre cadre d'analyse. Tout d'abord, il nous apparaît nécessaire de définir ce que nous entendons par « économiste ». Ce qui distingue l'économiste scientifique des autres penseurs selon Joseph Schumpeter, c'est sa capacité à analyser l'économie en fonction d'un ensemble de techniques regroupés selon quatre catégories précises : l'histoire économique, la statistique, la théorie et la sociologie économique. L'ensemble de ces différents domaines forme ce que Schumpeter appelle l'analyse économique². Cette définition nous semble un point de départ fort intéressant. Cependant, dans un contexte de démarrage et de formation de la science économique, il n'est pas aisé d'identifier qui est économiste de qui ne l'est pas. D'ailleurs, pouvons-nous réellement parler d'économiste pour la période qui nous intéresse? L'historiographie fait généralement remonter l'apparition des premiers économistes professionnels à la période située entre 1870 et 1930³. C'est durant cette fenêtre de temps, à l'instar du reste du monde occidental, que les universités canadiennes auraient produit leurs premiers spécialistes en la matière. Bien sûr, ces premiers spécialistes d'une science encore à ses balbutiements sont bien loin des économistes d'aujourd'hui, portés vers l'économétrie et la modélisation mathématique.

Afin de clairement définir ce qu'on entend par économiste durant la période étudiée, nous pouvons nous référer aux définitions proposées par certains historiens ayant étudié la pensée économique au Canada. Selon Robin Neill, l'économiste professionnel est essentiellement une personne payée pour étudier des faits et produire des théories

² Joseph Schumpeter, *History of Economic Analyses*, London, Taylor and Francis Library, 2006 (1954), p. 10.

³ Voir K. W. Taylor, « Economic Scholarship in Canada », *CJEPS*, Vol. 26, no 1 (1960), p. 6; Craufurd Goodwin, *Canadian Economic Thought : The Political Economy of a developing Nation, 1814-1914*, Durham, Duke University Press, 1961, p. 152-175 et Robin Neill, *A History of Canadian Economic Thought*, Routledge, London, New York, 1991, p. 109-128.

économiques⁴. Il poursuit en affirmant : « The professional economist is distinguished from professionals in other sciences by the unquestioned primacy with which he or she treats considerations of objective efficiency. Non-monetary factors, even non-economic factors such as political and sociological factors may be the subject of discourse in economics, but the economist's agenda, overt or hidden, bears on objective efficiency in human behaviour. »⁵ De son côté, Jonathan Fournier ratisse plus large en englobant les intellectuels intéressés principalement par les questions économiques, ayant une formation en économie ou en sciences sociales et étant rattachés à une institution universitaire⁶. Cette définition permet d'inclure des penseurs comme Esdras Minville, qui, malgré une formation en science commerciale et une carrière universitaire liée essentiellement au domaine de l'économie, ne s'est d'ailleurs jamais lui-même considéré comme un économiste⁷. Vu le contexte spécifique des années 1920-1930, la définition de Fournier nous apparaît la plus adaptée pour la présente étude.

En ce qui a trait à notre cadre analytique, nous nous sommes en partie inspirés de l'approche mise de l'avant par Gilles Dostaler et Michel Beaud dans leur ouvrage sur la pensée économique depuis Keynes⁸. Elle consiste à étudier la pensée, ou un penseur en particulier, à travers une méthode de « reconstruction historique ». Développée originalement par l'économiste anglais Mark Blaug, la « reconstruction historique » se définit comme étant une mise en contexte des idées du passé en fonction de l'époque dans laquelle elles s'inscrivent et de leur place dans l'évolution de la pensée économique. Blaug résume ainsi :

In contrast, historical reconstructions, which involve accounting for the ideas of past thinkers in terms that these thinkers and their contemporary followers would have accepted as a correct description of what they intended to say, are very difficult to carry out. They require careful reading not only of the texts of the economists that one is studying, but also of the previous generation of thinkers in order to understand the context in which the economists in question were writing. Historical reconstructions require us to

⁴ Neill, *op. cit.*, p. 119.

⁵ *Ibid.*, p. 119-120.

⁶ Jonathan Fournier, « Les économistes canadiens-français pendant l'entre-deux-guerres : entre la science et l'engagement », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, no 3, (2005), p. 396.

⁷ *Ibidem.*

⁸ Voir Beaud et Dostaler, *op. cit.*, p. 17-18.

travel backwards in time, to drive the intellectual vehicle of economics by looking in the rearview mirror⁹.

La tâche consiste donc à replacer la pensée de l'économiste dans le contexte intellectuel de l'époque afin d'éviter les pièges d'une analyse empreinte de présentisme et de juger sa pensée en fonction des courants de pensée actuels.

Au-delà du contexte intellectuel, il nous apparaît aussi primordial de replacer l'opinion des économistes dans le contexte social et économique de son époque. Dans le cas présent, la pensée d'un Minville ou d'un Innis doit être analysée en fonction du contexte intellectuel prévalent dans l'entre-deux-guerres certes, mais pour être réellement comprise, il faut tenir compte du climat social et de l'évolution économique du Canada et du Québec de l'époque.

Nous sommes pleinement conscients des limites découlant de nos choix d'analyse. La pensée économique est un domaine large et les économistes n'en ont pas nécessairement le monopole. Pour citer François-Albert Angers, la pensée économique n'attend pas les économistes pour naître¹⁰. De nombreux acteurs contribuent à son développement. On a qu'à penser aux milieux ouvriers, aux gens d'affaires, à la classe politique et à des penseurs venant d'autres horizons. Durant l'entre-deux-guerres, ces différents groupes ont tous articulé une réflexion économique qui leur était propre.

Il faut cependant limiter notre champ d'analyse, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, il faut éviter de noyer le sujet dans un océan de données. L'étude exhaustive de la pensée économique au Canada durant les décennies 1920 et 1930 pourrait faire l'objet de plusieurs volumes. Prétendre en faire l'analyse complète en une centaine de pages serait absurde et dangereusement simplificateur. Nous avons choisi d'analyser la pensée économique en parallèle avec l'évolution de la science économique en analysant la pensée d'économistes issus des milieux académiques. Même si les divers groupes mentionnés précédemment

⁹ Mark Blaug, « No history of ideas, please, we're Economists », *The Journal of Economic Perspectives*, Vol. 15, no 1 (2001), p. 151.

¹⁰ François-Albert Angers, « La naissance de la pensée économique au Canada Français », dans Gilles Paquet, *La pensée économique au Québec français: Témoignages et perspectives*, Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, 1989, p. 10.

s'inspirent bien souvent des travaux et des réflexions des économistes dans l'articulation de leur pensée, cette dernière n'est pas nécessairement le fruit d'une réflexion de fond ou de recherches scientifiques approfondies sur l'économie. C'est une pensée fondée sur les aprioris idéologiques du groupe en question. Ces derniers conçoivent l'économie à travers le prisme de leurs intérêts et des idéologies sous-jacentes à leurs mouvements. Ils ne cherchent pas nécessairement à réfléchir et à étudier le phénomène économique pour ce qu'il est, mais pour ce qu'il peut apporter. Il faut cependant éviter le piège de voir les économistes comme des chercheurs nécessairement désintéressés et leur pensée comme étant le fruit d'une recherche totalement objective. Outre la recherche scientifique, de nombreux éléments concourent à l'élaboration de la pensée chez un économiste, dont ses origines, sa formation, ses influences et son milieu, ce qui altère donc passablement son objectivité.

III : Historiographie

L'histoire et l'évolution de la pensée économique au Canada ont fait l'objet de plusieurs ouvrages et articles au cours des 50 dernières années¹¹. Cependant, il n'y a que deux monographies faisant office de grande synthèse sur le sujet, celles de Craufurd Goodwin¹² et Robin Neill¹³ où est présentée une vision d'ensemble de la pensée économique canadienne et de son évolution.

Étudiant les cent années précédant la Première Guerre mondiale, Goodwin soutient que le développement de la pensée économique au Canada fut intrinsèquement lié à la politique économique et au contexte particulier d'une nation en développement. Situation propre aux collectivités nouvelles, les premiers penseurs canadiens, qui ne furent en rien des économistes

¹¹ Voir à ce sujet : C. R. Fay, « The Toronto School of Economics » *Economic History*, Vol. 3 (1934), p. 168-171; W. T. Easterbrook, « Trends in Canadian Economic Thought », *South Atlantic Quarterly*, Vol. 58 (1959), p. 91-107; W. A. Mackintosh, « Adam Shortt », *CJEPS*, Vol. 4, no 2 (1938), p. 164-176; et « Innis on Canadian Economic Development », *Journal of Political Economy*, Vol. 61, no 3 (1953), p. 185-195; François-Albert Angers, « La naissance de la pensée économique au Canada Français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 15, no 2 (1961), p. 204-229; Douglas O'wram, « Economic Thought in the 1930 : The Prelude to Keynesianism » *The Canadian Historical Review*, Vol. 66, no 3 (1985), p. 344-377; et Robin Neill et Gilles Paquet, « L'économie hérétique: Canadian Economics before 1967 », *The Canadian Journal of Economics*, Vol. 26, no 1 (1993), p. 3-13.

¹² Craufurd Goodwin, *Canadian Economic Thought : The Political Economy of a Developing Nation, 1814-1914*, Durham, Duke University Press, 1961, 214 pages.

¹³ Robin Neill, *A History of Canadian Economic Thought*, Routledge, London, New York, 1991, 297 pages.

professionnels, n'ont fait qu'importer les théories étrangères, essentiellement en provenance d'Angleterre et des États-Unis, et dans une moindre mesure, de la France, pour ensuite les adapter à la situation canadienne¹⁴. Durant cette période, en s'intéressant aux questions de l'heure tels la politique de peuplement et de développement des terres, les débats sur la politique commerciale et le rôle des banques et de la monnaie, les Robert Gourlay, Edward Gibbon Wakefield, Étienne Parent, John Rae et autres ont développé les premiers axes d'une pensée encore embryonnaire et fragmentée. Cette pensée fut essentiellement articulée en fonction du contexte spécifique dans lequel s'inscrivent les colonies d'Amérique du Nord britanniques et par la suite le Dominion canadien. Les premiers penseurs furent préoccupés par le développement national de la collectivité nouvelle qu'est le Canada, ainsi que par la recherche de l'indépendance politique et économique. Malgré la pénétration des idées favorables au libre-échange, ils ont été, sauf quelques exceptions, plus sympathiques aux idées protectionnistes vu la nécessité de développer et protéger une industrie naissante. Ils font partie de ce que Robin Neill qualifiera plus tard de *Nationalist School*¹⁵.

Une trentaine d'années après les travaux de Goodwin, Robin Neill propose une nouvelle synthèse de l'histoire de la pensée économique au Canada. Étudiant la situation canadienne depuis la Nouvelle-France jusqu'aux années 1990, il tente de démontrer que la pensée économique représente le sous-produit d'un ensemble de facteurs structuraux, tels le régime économique, le cadre culturel et le milieu physique. Elle est le reflet du développement économique et de l'expérience historique: « With respect to our more general goal, which is to see the Canadian economy as reflected in its distinctive contributions to economic thought, and to see its contributions to economic thought insofar as they are a product of the distinctive aspects of its economy. »¹⁶. Neill ne rejette pas pour autant les influences étrangères, mais il croit que l'influence du milieu est prépondérante¹⁷.

¹⁴ Goodwin, *op. cit.*, p. xi-xii.

¹⁵ Dans son ouvrage, il consacre un chapitre complet sur les origines et fondements de cette école de pensée, surtout présente au Haut-Canada (Neill, *op. cit.*, p 72-91).

¹⁶ *Ibid.*, p. 56.

¹⁷ Il reconnaît l'influence européenne et américaine (École de Chicago) sur la pensée économique canadienne via les travaux de nature économique, les économistes venus d'ailleurs et les étudiants ayant étudié à l'étranger. Cependant, le contexte particulier du Canada est le facteur déterminant dans l'élaboration du discours chez les économistes canadiens (Neill et Paquet, *loc. cit.*, p. 4-5).

Pour la période située entre 1890 et le début de la Grande Dépression, Neill montre que quatre grands courants intellectuels ont influencé le développement de la pensée économique au Canada : l'histoire économique, l'économie néoclassique, le libéralisme positif et l'impérialisme¹⁸. Cependant, l'influence de ces courants fut conditionnée, d'une part, par le contexte économique de l'époque, et de l'autre, par le développement de la science économique¹⁹. Ainsi, entre 1870 et 1930, la pensée économique fut passablement influencée par l'expansion économique et politique du Canada, ainsi que par la forte croissance engendrée et soutenue par le *Wheat Boom*. Les facteurs d'ordre structurel sont alors déterminants dans son élaboration.

Selon Neill, deux courants de pensée économique distincts se sont développés durant la première moitié du XXe siècle. Une pensée anglophone, certes fragmentée en fonction des disparités régionales, mais réunie autour d'Harold Innis et des postulats de l'École de Toronto. Ce courant fut teinté par l'histoire économique, dont les fondements se trouvent dans l'historicisme allemand et l'École institutionnaliste américaine. La thèse des produits générateurs, *Staple Thesis*, a d'ailleurs modelé la pensée économique canadienne-anglaise durant l'entre-deux-guerres. La pensée économique francophone est concentrée sur la notion de survivance et de développement de la nation canadienne-française : « The distinct economics of Quebec, existing well into the twentieth century, was entirely a product of the historical experience of the French in Canada. Its theory of value was drawn from the collective aspirations of the French to survive as a distinct society. Its method was value-oriented »²⁰. Ce courant de pensée, influencé par les travaux de Frédéric Le Play²¹, s'incarne à

¹⁸ Selon Neill, les trois premiers courants sont propres à l'ensemble du monde industriel. Ils en sont essentiellement le sous-produit. En ce qui a trait à l'impérialisme, il est propre au contexte de l'Empire britannique (Neill, *op. cit.*, p. 109).

¹⁹ *Ibidem.*

²⁰ Neill, *op. cit.*, p. 227.

²¹ Neill attribue les fondements de la pensée économique francophone aux travaux de Frédéric Le Play qui a notamment influencé Antoine Gérin Lajoie et Eroll Bouchette (*ibid.*, p. 152). Les historiens francophones reconnaissent aussi cette influence, surtout chez les intellectuels et les économistes des années 1920-1930. Dans son ouvrage sur la pensée sociale et économique d'Esdras Minville, Dominique Foisy-Groffroy montre d'ailleurs la parenté idéologique entre Minville et les idées leplaysiennes (Dominique Foisy-Geoffroy, *Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, Québec, Septentrion, 2004, p. 33-36).

travers ceux de François-Albert Angers et de ce que Gilles Paquet considère comme l'école « milieusiste »²². Ainsi, malgré les influences étrangères, la pensée économique canadienne reste essentiellement le produit de son environnement et le reflet de l'économie d'une nation périphérique, dépendante des matières premières et soumise aux aléas des marchés internationaux.

Du côté spécifiquement canadien-français, François-Albert Angers, à travers son article de 1961, *La naissance de la pensée économique au Canada français*²³ trace les orientations de la pensée économique canadienne-française d'avant-guerre. Le célèbre économiste retrace les origines et l'éclosion d'une pensée économique dans l'univers franco-canadien et s'attaque à la vision agriculturiste développée par certains historiens²⁴. Il situe les origines de la pensée économique canadienne-française avec les textes d'Étienne Parent au XIXe siècle et considère Édouard Montpetit comme étant le premier à définir une pensée scientifique²⁵. À travers cet article, nous percevons les fondements d'une pensée économique étroitement liée à la question nationale. Loin de rejeter l'industrialisation et de se rabattre sur une vision agriculturiste, les précurseurs de cette pensée, tel Eroll Bouchette, ont cherché à développer une doctrine économique visant à assurer le développement et la survivance de la « nation » canadienne-française dans un contexte d'industrialisation. Pour Angers, ces penseurs n'ont pas cherché à étudier l'économie dans une perspective scientifique; ils ont simplement cherché à combler l'absence d'une politique économique nationale. Il souligne

Voir aussi, Catherine Pomeyrols, *Les intellectuels québécois : formation et engagements, 1919-1939*, Paris, l'Harmattan, 1996, 537 pages).

²² Gilles Paquet utilise le terme « milieusiste » pour qualifier les économistes regroupés autour de la tradition de l'École des HEC. Ce terme traduit fidèlement les orientations de leur pratique, qui fut essentiellement concentrée sur l'étude économique du milieu canadien-français (Gilles Paquet, « Le fruit dont l'ombre est la saveur : Réflexions aventureuses sur la pensée économique au Québec », dans Gilles Paquet, *La pensée économique au Québec français : Témoignages et perspectives*, Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, 1989, p. 329).

²³ François-Albert Angers, *loc. cit.*, p. 9-27. L'essai d'Angers fut originalement publié dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française* en 1961 (Vol. 15, no 2 (1961), p. 204-229).

²⁴ Sans totalement nier la présence d'un idéal agriculturiste chez certains penseurs, Angers réfute la théorie développée par Michel Brunet voulant que l'omniprésence de l'agriculturisme chez les Canadiens français aurait empêché l'éclosion d'entreprises francophones et serait l'une des causes du retard économique du Québec sur le reste de l'Amérique du Nord (Michel Brunet, « Trois dominantes de la pensée canadienne-française : L'agriculturisme, l'anti-étatisme et le messianisme » dans *La présence anglaise et les Canadiens*, Montréal, Beauchemin, 1958, p. 113-166).

²⁵ *Ibid.*, p. 25.

d'ailleurs en faisant référence à la création de la *Shawinigan Water and Power* par des intérêts économiques américains : « Ce qui a fait défaut à ce moment, en somme crucial de notre histoire économique, ce n'est pas la domination d'un sentiment agriculturiste, ni même l'absence d'une pensée économique scientifique, c'est l'absence d'une pensée nationale, qui aurait suggéré au gouvernement une politique d'appui et de soutien à des hommes d'affaires canadiens-français »²⁶. Ce sont là les fondements d'une orientation économique qui sera à la base de la pensée développée à l'École des HEC durant les années 1920-1930²⁷.

Le démarrage de la science économique au Canada fut passablement étudié au cours des dernières années. Au Canada anglais, cette question a fait l'objet de nombreuses études depuis 1960²⁸. L'historiographie anglophone attribue généralement le démarrage à la période de l'entre-deux-guerres. Suite aux travaux de pionniers tels Adam Shortt et O.D. Skelton, l'arrivée des Harold A. Innis et W. A. Mackintosh, ainsi que l'émergence des départements d'économie politique à Queen's et Toronto ont contribué à développer les premiers axes de la science économique²⁹. Du côté francophone, au-delà de l'ouvrage de Robert Rumilly sur l'histoire des HEC en 1966³⁰, il faut attendre les années 1990 avant que certains chercheurs se penchent sur le démarrage de la science économique au Québec³¹. Il ressort de ces travaux qu'il n'a réellement eu lieu que dans les années 1950-1960 avec la pénétration des idées keynésiennes. La contribution des pionniers dont Montpetit, Angers et Minville à

²⁶ Angers fait référence à l'échec d'un groupe d'investisseurs francophones dans leur tentative d'acquisition de la concession des chutes de Shawinigan en 1897. Le gouvernement l'aurait accordé au groupe Holt-Russel qui possédait de meilleurs appuis financiers et offrait ainsi de meilleures garanties (*ibid.*, p. 14).

²⁷ Dans son article de 2005, Jonathan Fournier a montré la « symbiose » entre les milieux nationalistes et l'École des HEC (Fournier, *loc. cit.*, p. 397-400).

²⁸ De nombreux chercheurs se sont intéressés au développement de la science économique durant cette période. Outre les ouvrages de Goodwin et Neill, on retrouve les travaux de K. W. Taylor, *loc. cit.*; Ian Drummond, *Political Economy at the University of Toronto : A History of the Department, 1888-1982*, Toronto : Faculty of Art and Science, University of Toronto, 1983, 189 pages; et Barry Ferguson, *The New Political Economy and Canadian Liberal Democratic Thought: Queen's University 1900-1925*, Thèse de doctorat, York University, 1982.

²⁹ Voir Taylor, *loc. cit.*; Doug Owrarn, « Economic Thought in the 1930 : The Prelude to Keynesianism », *The Canadian Historical Review*, Vol. 66, no 3 (1985), p. 344-377; et *The Government Generation : Canadian Intellectuals and the State, 1900-1945*, University of Toronto Press, Toronto, 1986, 402 pages.

³⁰ Robert Rumilly, *Histoire de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal*, Montréal, Beauchemin, 1966, 215 pages.

³¹ Voir les travaux de Gilles Paquet, « Réflexions iconoscopiques sur la pensée économique au Québec français », *AE*, vol. 76, no 1 (2000), p. 51-66 et Pierre Fortin, « Les étapes de la science économique au Québec : démarrage, construction et maturité », *AE*, Vol. 76, no 1 (2000), p. 67-73.

l'avancement de la science économique serait restée mince, voire inexistante : « Avant 1960, la contribution des Québécois à la science économique a surtout consisté dans quelques études éparses sur le milieu local et dans la diffusion sporadique d'idées reçues d'ailleurs »³². De son côté, Jonathan Fournier, dans un article de 2005, soutient que le démarrage de la science économique au Québec s'est opéré durant les années 1920-1930³³. C'est durant cette période, à travers l'École des HEC et la publication de *L'Actualité économique*, que s'est institutionnalisée cette science encore en construction. Finalement, Robin Neill et Gilles Paquet soutiennent que la science économique canadienne avant les années 1950 reste essentiellement « hérétiques ». Elle fut peu théorique, fortement engagée et essentiellement tournée vers les problématiques de l'heure³⁴.

Ce bref survol historiographique nous a permis de comprendre que la pensée économique au Canada est essentiellement orientée en fonction du milieu dans lequel elle s'inscrit. Le courant anglophone est teinté par l'histoire et l'analyse de l'évolution économique d'une société périphérique. Chez les francophones, le nationalisme et la recherche d'une politique économique globale visant à assurer la survivance canadienne-française dans un contexte d'industrialisation représentent les principaux fondements de la pensée économique. Voyons maintenant en comparant ces deux groupes si nous pouvons faire ressortir des similarités au-delà de leurs divergences. C'est là l'originalité de ce mémoire.

³² Fortin, *loc. cit.*, p. 67.

³³ Fournier, *loc. cit.*, p. 390.

³⁴ Neill et Paquet, *loc. cit.*, p. 11.

PREMIER CHAPITRE

LES DEUX PRINCIPALES REVUES D'ÉCONOMIE¹

L'Actualité économique et le *Canadian Journal of Economics and Political Science* font figure de revues pionnières dans le développement de la science économique au Canada. Après l'ouverture des premiers départements d'économie politique au tournant du siècle, la création de ces revues dans les années 1920 représente ce que l'on pourrait considérer comme la seconde étape d'institutionnalisation de la science économique. Dans ce premier chapitre, nous nous attarderons à analyser ces périodiques et en dégager les principales tendances. Dans un premier temps, nous procéderons à un bref survol du développement et de l'état de la science économique au Canada anglais et français durant les années 1920 et 1930. Nous analyserons ensuite le *CJEPS* et *L'Actualité économique*, qui seront étudiés et comparés en fonction des éléments suivants : les origines et le caractère des revues, les thèmes abordés, les influences et les fondements idéologiques.

1.1 La science économique durant l'entre-deux-guerres

Durant cette période, et plus précisément dans les années 1930, la science économique atteint sa maturité au Canada². Les premiers départements d'économie politique ont vu le jour dans les universités canadiennes à la fin du XIXe siècle et, dès les années 1920, sous l'impulsion des œuvres pionnières d'Adam Shortt, O.D. Skelton et dans une certaine mesure, Édouard Montpetit, la science économique connaît une croissance fulgurante et acquiert ses lettres de noblesse. L'émergence de cette discipline et le renforcement de l'autorité des économistes furent le résultat de plusieurs facteurs, dont l'impact des sciences sociales et le contexte social et économique des années 1920 et 1930.

¹ Le *Canadian Journal of Economics and Political Science* créé en 1935 succède à *Contribution to Canadian Economics* fondé en 1928 par Harold A. Innis.

² Selon Doug Owram, c'est durant cette décennie que les économistes abandonnent graduellement la théorie classique et développent de nouvelles approches afin de favoriser une meilleure compréhension du monde moderne (Doug Owram, *The Government Generation : Canadian Intellectuals and the State, 1900-1945*, University of Toronto Press, Toronto, 1986, p. 192).

L'ouverture des premiers départements d'économie politique dans les années 1880 marque la première phase d'institutionnalisation de la science économique au Canada. Cet intérêt pour les théories économiques et l'économie politique est essentiellement dû, d'une part, à la transition au Canada d'une économie agraire vers une économie industrielle, et de l'autre, à l'influence des courants de pensée économique alors en vogue en Europe et aux États-Unis³. La fin du XIXe siècle est marquée par une profonde mutation de l'étude des phénomènes sociaux qui est en quelque sorte le sous-produit de l'industrialisation⁴. Les anciens paradigmes en ce qui a trait à l'étude du social cèdent graduellement la place à de nouveaux cadres d'analyse empreints d'une méthodologie nouvelle. L'empirisme scientifique remplace les méthodes déductives et le monde intellectuel occidental assiste essentiellement à l'émergence des sciences sociales. Sur le plan de l'économie politique, cette « révolution » mène à l'émergence de deux nouvelles écoles de pensée, l'historicisme et le néoclassicisme. La révolution marginaliste, fondement de l'école néoclassique, initiée dans les années 1870, par Stanley Jevons, Vilfredo Pareto, Alfred Marshall et Léon Walras, a d'ailleurs eu une influence considérable dans le développement et la diffusion de la science économique⁵.

Le contexte canadien est aussi un facteur déterminant dans le processus de création des premiers départements. Les théories économiques et l'économie politique ont toujours été perçues avec un certain scepticisme au Canada⁶. En effet, les théories développées en Europe se sont avérées insuffisantes pour expliquer le contexte économique particulier des années 1880 au Canada qui voient l'industrialisation rapide, l'ouverture des prairies et le

³ Craufurd Goodwin, *Canadian Economic Thought : The Political Economy of a Developing Nation, 1814-1914*, Durham, Duke University Press, 1961, p. 173 et 174.

⁴ Dans le premier chapitre de son ouvrage, Barry Ferguson traite en détail de cette transformation dans l'étude des phénomènes sociaux au Canada (Barry Ferguson, *Remaking Liberalism : The Intellectual Legacy of Adam Shortt, O. D. Skelton, W. C. Clark, and W. A. Mackintosh, 1890-1925*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1993, p. 4-5).

⁵ La science économique, indépendamment de la pensée économique, s'est développée au XVIIIe siècle avec l'apport des « Classiques » dont Adam Smith et ses successeurs. En étudiant des problématiques précises et en développant des hypothèses de solution via des modèles théoriques, ils ont développé les premiers axes de la science économique. La révolution marginaliste de la fin du XIXe siècle a donné une impulsion majeure à la science en introduisant les premiers modèles mathématiques dans l'analyse des phénomènes économiques (Jacques Pavoine, *Histoire de la science économique*, Paris, Ellipses, 1993, p. 87).

⁶ Selon Goodwin, ce scepticisme est essentiellement dû à l'amalgame, dans un univers fortement teinté par le protectionnisme, de l'économie politique avec le libre-échange et le *laissez-faire* économique par les milieux intellectuels canadiens (Goodwin, *op. cit.*, p. 110).

développement progressif d'une conscience nationale⁷. Il y avait donc, selon les termes de Goodwin, une exigence de développer des cadres analytiques proprement canadiens. Les premiers départements d'économie politique vont d'ailleurs apparaître à l'Université de Toronto en 1888 et à Queens en 1891. D'autres départements voient aussi le jour dans les années suivantes à l'Université du Nouveau-Brunswick (1892), McGill (1901) et au début du XXe siècle dans les universités de l'Ouest⁸.

Du côté francophone, il faut attendre 1907 avec la fondation de l'École des Hautes Études commerciales à Montréal, qui est d'ailleurs pendant longtemps la seule institution d'économie politique francophone. L'École des sciences sociales de l'Université de Montréal fondée par Montpetit reste étroitement liée aux HEC et elle n'acquiert son statut de faculté qu'après la guerre⁹. Du côté de l'Université Laval, l'École des sciences sociales et économiques ne démarre qu'en 1932. Ce n'est que dans l'après-guerre, sous l'influence du keynésianisme, que l'école de Laval se démarquera.

Durant les années précédant la Première Guerre, la science économique canadienne, qui en est encore à ses balbutiements et intrinsèquement liée à la science politique, est dominée par des professeurs venus d'Europe. À Toronto, le Britannique William James Ashley est nommé premier directeur du département d'économie politique. Influencé par l'historicisme allemand, il met en place les bases de la future « Toronto School » et de son orientation vers l'histoire économique¹⁰. Le département de Toronto sera d'ailleurs longtemps dirigé par des universitaires étrangers et ce n'est qu'au début des années 1920, avec l'arrivée d'Harold Innis, que la contribution théorique du département à la science économique canadienne sera réellement significative¹¹. C'est d'ailleurs Innis, avec des collègues comme A. R. M. Lower, qui développe la première véritable théorie économique proprement canadienne, soit la thèse des produits générateurs liés aux ressources naturelles¹².

⁷ *Ibid.*, p. 151.

⁸ Le chapitre 5 de l'ouvrage de Goodwin propose un compte rendu complet du contexte de fondation des premiers départements d'économie politique (Goodwin, *op. cit.*, p. 152-175).

⁹ Jonathan Fournier, « Les économistes canadiens-français pendant l'entre-deux-guerres : entre la science et l'engagement », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, no 3 (2005), p. 394.

¹⁰ *Ibid.*, p. 176.

¹¹ K. W. Taylor, « Economic Scholarship in Canada », *CJEPS*, Vol. 26, no 1 (1960), p. 8.

¹² C. R. Fay, « The Toronto School of Economic History », *Economic History*, Vol. 3 (1934), p. 170-171.

À Queen's, Adam Shortt, le père de l'économie politique au Canada, est le premier directeur du département d'économie politique. De la fin du XIXe siècle à la Première Guerre, il est l'un des principaux artisans de la nouvelle économie politique orientée essentiellement vers les problématiques canadiennes¹³. Il a produit de nombreux travaux, dont l'immense série *Canada and its provinces*, véritable ouvrage pionnier en histoire économique canadienne. Son influence sur ses étudiants, dont O.D. Skelton, son successeur à la tête du département, architecte de la fonction publique canadienne et futur directeur du département des affaires extérieures au gouvernement fédéral, est considérable. Figure de proue du foisonnement intellectuel dont l'Université Queens est le théâtre au début du XXe siècle, il est à l'origine de la transition intellectuelle vers les sciences sociales. Cette transformation s'incarne principalement dans l'intérêt des nouveaux spécialistes en économie politique vers l'analyse et la recherche de solutions économiques aux problématiques des sociétés nouvellement industrialisées.

Du côté de l'École des HEC, tout comme à Toronto, les premiers directeurs de l'institution sont issus de l'étranger. Auguste De Bray et Henry Laureys, d'origine belge, se succèdent à la tête de l'école jusqu'en 1938, alors qu'Esdras Minville devient le premier canadien à occuper le poste de directeur. Fondée à l'initiative du gouvernement du Québec et de la Chambre de commerce de Montréal, l'École fut la première institution d'enseignement supérieur canadienne-française à caractère non confessionnel¹⁴. Malgré son orientation vers l'enseignement commercial, elle accorde une place importante à l'économie politique, discipline qui n'est pratiquement pas enseignée au Canada français¹⁵. Édouard Montpetit, alors dans la jeune vingtaine, est d'ailleurs le précurseur de l'enseignement économique à l'École

¹³ Arthur R. M. Lower, « The Development of Canadian Economic Ideas », dans J. F. Normano, *The spirit of American economics : a study in the history of economic ideas in the United States, prior to the Great Depression*, New York, The John Day Co, 1943, p. 230.

¹⁴ Sur les origines de l'institution, voir les ouvrages de Robert Rumilly, *Histoire de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal*, Montréal, Beauchemin, 1966, 215 pages et Pierre Harvey, *Histoire de l'École des Hautes Études commerciales*, Tomes 1 et 2, Montréal, Québec Amérique, 1994, tome 1 : 380 pages et tome 2 : 438 pages.

¹⁵ Selon Goodwin, avant la mise en place des HEC, l'économie politique n'était que faiblement enseignée au Canada français. Depuis le début du XIXe siècle, certains collèges classiques ont dispensé des cours d'économie politique, mais l'impopularité des politiques favorables au libre-échange a grandement miné l'intérêt pour ce domaine d'étude. Cependant, certains collèges, dont celui de St-Hyacinthe, ont accordé une grande importance à l'enseignement économique. De plus, dès la fin du XIXe siècle, certains professeurs, dont l'Abbé Baillargé du Collège de Joliette ont produit des ouvrages d'enseignement économique (Goodwin, *op. cit.*, p. 169-172).

des HEC et au Canada français¹⁶. Dès le départ, son corps professoral est marqué par le nationalisme. Pour l'élite canadienne-française, la reprise en main de l'économie apparaît plus qu'essentielle pour assurer la survie du Canada français; il est donc indispensable d'offrir aux Canadiens français une éducation économique de qualité¹⁷. Durant l'entre-deux-guerres, le nationalisme, influencé par la doctrine sociale de l'Église¹⁸, est l'un des éléments déterminants dans l'articulation de la pensée économique canadienne-française¹⁹.

Les années 1920 et 1930 sont le théâtre d'un foisonnement intellectuel et d'une croissance sans précédent de la science économique et des sciences sociales en général au Canada. La première génération d'économistes cède la place à un nouveau groupe qui établit les canons de cette science. Les étudiants ayant gradués durant l'avant-guerre entament leurs recherches postdoctorales et on assiste, via de nouvelles publications tels le *Queen's Quarterly*, le *Journal of the Canadian Bankers Association*, et plus tard, *L'Actualité économique* et le *Contribution to Canadian Economics*, à une prolifération des travaux sur l'économie canadienne. Durant les années 1920, il s'est produit autant de publications que durant les cent années précédant la Première Guerre²⁰.

Sous l'impulsion des pionniers, de nombreux économistes émergent, dont Harold Innis, W.C. Clark, W. A. Mackintosh, Robert Bryce, Esdras Minville et François-Albert Angers. Ces jeunes économistes concentrent leurs études essentiellement sur la situation canadienne et propulsent graduellement la science économique à l'avant-scène. Durant les années 1930, sous l'impulsion de la dépression, ces universitaires accroissent considérablement leur influence sur la sphère gouvernementale et font de la science économique un incontournable dans la recherche des solutions à la pire crise qu'ait connue le monde industriel. Cette génération d'intellectuels participe à ce que nous pouvons considérer comme la deuxième phase d'institutionnalisation de la science économique au Canada, bien

¹⁶ Selon Rumilly, Montpetit fut originalement pressentie pour diriger l'École, mais son jeune âge l'écarta de cette fonction. C'est néanmoins lui qui recommanda la nomination de De Bray (Rumilly, *op. cit.*, p. 34 et 35).

¹⁷ J. Fournier, *loc. cit.*, p. 397.

¹⁸ Marcel Fournier montre l'emprise du clergé et de la doctrine sociale de l'Église sur le monde universitaire francophone. L'objectif des facultés de sciences sociales fondées à Montréal et Québec vise essentiellement à diffuser la philosophie thomiste et les enseignements de la doctrine sociale de l'Église (Marcel Fournier, *L'entrée dans la modernité, science, culture et société au Québec*, Montréal, Éditions St-Martin, 1986, p. 104).

¹⁹ J. Fournier, *loc. cit.*, p. 397.

²⁰ Taylor, *loc. cit.*, p. 10.

que des différences profondes apparaissent entre la science économique au Canada français et celle au Canada anglais.

1.2 *L'Actualité économique* : 1925-1939

La revue *L'Actualité économique* représente le principal véhicule de la pensée économique au Canada français durant l'entre-deux-guerres. Son analyse a fait l'objet de plusieurs études au cours des dernières années. En 1979, Denis Cliche, qui analyse la revue lors des cinq premières années de son existence, soutient d'entrée de jeu, que le développement des idéologies est le résultat du développement des rapports de production²¹. Son idéologie serait donc le reflet des rapports de production dans lesquels s'inscrit le Québec des années 1920²². Cliche montre, malgré un caractère parfois très général, éclaté, éparpillé et imprécis, la prédominance d'un certain traditionalisme jumelée à une vision libérale classique, surtout en ce qui a trait au rôle de l'État, et l'absence, ou du moins la faiblesse, d'une quelconque idéologie agriculturiste²³.

Les conclusions de l'analyse de Cliche rejoignent à plusieurs égards les constats de François-Albert Angers²⁴. La pensée économique et les opinions mises de l'avant par les collaborateurs de la revue étaient essentiellement orientées sur la question de la participation des Canadiens français à l'industrialisation et à la vie économique en général²⁵. *L'Actualité économique* des années 1920 est l'expression de la recherche d'une doctrine économique pour le Canada français. Cependant, aux yeux de Cliche, cette recherche s'accompagne d'un antiétatisme marqué.

²¹ Denis Cliche, « L'idéologie de la revue *L'Actualité économique*: 1925-1930 », Mémoire de M.A., Université de Sherbrooke, Département d'histoire, 1979, p. 5.

²² Selon Cliche, *L'Actualité économique* fut le médium de transmission d'un savoir économique propre à un institution d'enseignement vouée à l'étude de l'économie que furent les HEC. Elle fut aussi la courroie de transmission de nombreuses opinions concernant les diverses questions d'ordre social et économique auquel le Québec des années 1920 est confronté. L'agriculturisme n'est pas absent, mais il n'est pas prédominant et n'est aucunement véhiculé comme une idéologie directrice (*ibid.*, p. 6-7).

²³ *Ibid.*, p. 121-125.

²⁴ François Albert-Angers, « La naissance de la pensée économique au Canada Français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 15, no 2 (1961), p. 204-229 (Repris dans Gilles Paquet, *La pensée économique au Québec français : Témoignages et perspectives*, Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, 1989, p. 9-27).

²⁵ Cliche, *loc. cit.*, p.123-124.

En mars 2000, à l'occasion du 75^e anniversaire de la revue, Ruth Dupré, Yves Gagnon et Paul Lanoie ont analysé brièvement *L'Actualité économique* et ont montré son évolution graduelle, d'une revue originalement composée de commentaires descriptifs et traitant essentiellement de *L'Actualité économique*, vers un contenu de plus en plus analytique et scientifique²⁶. Cette analyse démontre d'ailleurs l'état de la science économique au Canada français qui est en voie de professionnalisation durant l'entre-deux-guerres. Sans procéder à une analyse de l'idéologie et de la pensée économique de la revue, cette étude fournit de nombreuses données intéressantes sur la nature du périodique²⁷. Pour la période étudiée dans ce mémoire, l'analyse des auteurs montre que la revue est centrée sur son milieu et s'ouvre graduellement sur l'étranger, principalement l'Europe continentale²⁸. La revue reste cependant très hermétique au monde anglo-saxon²⁹.

1.2.1 Les origines et le caractère de *L'Actualité économique*

L'Actualité économique est l'une des premières revues spécialisées d'économie politique au Canada. Toujours active aujourd'hui, elle est fondée en 1925 sous l'impulsion du second directeur de l'École des HEC, Henry Laureys, dans le but de favoriser la diffusion des connaissances économiques et répondre aux nombreuses critiques au sujet de l'enseignement économique³⁰. Sa création, survenue une décennie après l'échec d'une première expérience similaire avec la *Revue économique canadienne*³¹, est le fruit des demandes de l'Association

²⁶ Ruth Dupré, Yves Gagnon et Paul Lanoie, « D'une revue d'affaires à une revue d'économie : 75 ans dans la vie de *L'Actualité économique* », *AE*, vol. 76, no 1 (2000), p. 9-36.

²⁷ Les auteurs ont passé en revue tous les articles des 75 années de la revue et ils ont produit des statistiques sur l'affiliation disciplinaire et l'origine des auteurs, les sujets abordés, la taille des numéros et articles et les zones géographiques étudiées.

²⁸ Dans les années 1920, les auteurs et les contributions à la revue proviennent essentiellement du corps professoral des HEC ainsi que des diplômés. D'ailleurs, les auteurs les plus prolifiques de la revue furent essentiellement des enseignants de l'École : Minville, Angers, Vézina, Laureys etc. Originellement, les sujets d'étude furent concentrés dans l'aire géographique canadienne; dans les années 1930, l'Europe et le reste du monde suscitent de plus en plus d'intérêt (*ibid.*, p. 16 et 32).

²⁹ Durant les années 1920 et 1930, les contributions provenant du monde anglo-saxon restent bien minces.

³⁰ Henry Laureys, « Au lecteur », *AE*, Vol. 1, no 1 (1925), p. 1.

³¹ La *Revue économique canadienne* est fondée en 1911, deux ans après l'ouverture des HEC, par August-Joseph de Bray. Elle représente la première revue d'économie canadienne-française. La vie de ce périodique sera de courte durée. En 1914, devant les problèmes financiers de la revue et le peu d'intérêt des lecteurs, le périodique cesse de paraître. Selon Robert Rumilly, la revue a occasionné des dépenses considérables et de très faibles revenus. Selon Harvey, le coût financier de cette revue fut d'ailleurs l'un des motifs de renvoi du principal De Bray (Rumilly, *op. cit.*, p. 56; et Harvey, *op. cit.*, Tome 2, p. 242-243).

des licenciés des HEC et elle sera d'ailleurs leur propriété jusqu'en 1927³². Malgré l'attachement originel de la revue aux licenciés, les articles et commentaires sont pour la plupart issus du corps professoral de l'École et le premier directeur de la rédaction est nul autre que son directeur, M. Laureys. Récemment diplômé de l'École et nommé secrétaire général de la revue, Esdras Minville en assume alors dans les faits la direction. Il en deviendra officiellement le directeur en 1938. Dès le départ, *L'Actualité économique* devient rapidement un organe de diffusion des courants de pensée développés aux HEC³³.

Originellement, la revue n'est pas orientée vers l'économie politique et elle ne prétend en rien avoir une vocation scientifique. Comme le souligne Laureys dans le premier numéro, elle s'adresse en premier lieu aux gens d'affaires : « Il faut espérer surtout que cette revue sera lue. Lue par ceux auxquels elle s'adresse tout particulièrement : les hommes d'affaires. Elle essaiera, chaque mois, par ses diverses rubriques, de les renseigner rapidement et brièvement sur les faits économiques et les grandes questions du jour »³⁴. Il rajoute plus loin que le temps fait défaut à l'homme d'affaires et par conséquent, la revue devra révéler très vite son intérêt pour ce groupe. La revue des premières heures n'a donc rien de scientifique, elle ne prétend pas être une courroie de transmission des travaux de recherche d'économistes et elle n'est aucunement un forum d'échanges et de débats entre ces derniers. Elle a pour but d'informer les milieux d'affaires sur *L'Actualité économique* et sensibiliser les Canadiens français aux questions de nature économique. Cette orientation initiale explique en grande partie le caractère bref et sommaire des articles pendant les premières années de publication. L'évolution graduelle de la revue dans les années 1930 vers la science et la théorie économique sera d'ailleurs source de conflit entre l'association des licenciés et le comité de rédaction. Les licenciés se dissocient finalement définitivement de la revue en 1943, prétextant le caractère trop « économiste » de la revue³⁵.

³²Cliche, *loc. cit.*, p. 12.

³³Gilles Paquet, « Réflexions iconoscopiques sur la pensée économique au Québec français », *AE*, Vol. 76, no 1 (2000), p. 53.

³⁴*Ibidem*.

³⁵Pour les licenciés, le but premier de la revue était de promouvoir le monde des affaires. L'évolution graduelle de la revue vers l'analyse économique et la participation de plus en plus importante d'économistes déplaît fortement à ces derniers. Devenue une revue « d'économistes », *L'Actualité économique* perdait tout intérêt pour le milieu des affaires (Dupré, Gagnon et Lanoie, *loc. cit.*, p. 12).

Initialement publiée mensuellement, *L'Actualité économique* est composée de courts articles descriptifs, dépassant rarement les dix pages et touchant généralement l'Actualité économique, politique et financière. Ils traitent de divers sujets d'ordre général, tels l'état du commerce au Canada et à l'étranger, la bourse, l'industrie, les finances, l'agriculture, les ressources naturelles et les questions budgétaires. Les articles sont pour la plupart des chroniques ou des commentaires généraux de professeurs des HEC et autres contributeurs de la revue. Il faut attendre le début des années 1930, avec les contributions de certains économistes européens, dont Louis Beaudin, Bertrand Nogaro et Henry Hornsbostel³⁶, avant de voir les premiers véritables articles analytiques et théoriques. Selon Dupré, Gagnon et Lanoie, la période allant de 1925 à 1946 est dominée par l'actualité et le commentaire descriptif³⁷.

Pouvons-nous parler d'une revue scientifique pour la période en question? Il est clair que *L'Actualité économique* propose un contenu en grande partie économique durant les décennies 1920-1930. Il est cependant difficile de considérer son contenu comme étant à proprement parler scientifique. Déjà, par la structure et la quantité d'articles, la revue démontre une orientation plus générale. Entre 1925 et 1939, c'est près de 600 articles qui seront publiés dans les pages de *L'Actualité économique*³⁸. C'est trois fois plus que son homologue canadien-anglais, le *Canadian Journal of Economics and Political Science*, pour la période similaire. De plus, la revue est publiée mensuellement. Ce n'est qu'en 1946 qu'elle deviendra trimestrielle. Les articles restent généralement courts, contiennent peu de références et l'analyse reste bien souvent superficielle et collée à l'actualité.

³⁶ Louis Beaudin, « La théorie quantitative de la monnaie », *AE*, Vol. 9, no 9 (1933); Henry Hornsbostel, « La théorie quantitative de la monnaie et ses limites », *AE*, Vol. 11, no 1 (1935) et Bertrand Nogaro, « Les prix agricoles, la crise et la théorie de la valeur », *AE*, Vol. 11, no 7 (1935). Dans les années 1930, la contribution des auteurs européens, économistes pour la plupart, est beaucoup plus considérable. Selon les données recueillies par Dupré, Gagnon et Lanoie, de 1930 à 1939, entre 40 et 50% des articles de la revue sont d'origines européennes (Dupré, Gagnon, Lanoie, *loc. cit.*, p. 18).

³⁷ Les auteurs ont identifié trois grandes périodes dans l'histoire de la revue : la domination du commentaire descriptif (1925-1946), la coexistence entre le descriptif et l'analytique et la domination de l'analytique (Dupré, Gagnon et Lanoie, *loc. cit.*, p. 9).

³⁸ Selon la base de données mise sur pied par l'équipe de Ruth Dupré, nous avons constaté qu'il fut publié un total de plus de 600 articles entre le vol 1 et le vol 15. De ces 600 articles, nous en avons identifié près du tiers provenant de l'étranger, essentiellement la France, mais aussi la Belgique, l'Italie, la République tchèque, etc. Dans les premiers volumes, la présence des articles venant de l'extérieur est rarissime, c'est réellement à partir de 1929 que la contribution extérieure se manifeste.

À partir des années 1930, la revue évolue considérablement. Tout d'abord sous l'impulsion de la contribution importante d'économistes européens, elle s'oriente graduellement vers l'analyse économique et l'aspect « revue d'affaires » est de moins en moins présent. Les auteurs ayant une formation en économie y occupent une place plus importante et, dès 1930, des articles plus pointus traitant de sujet telle la question monétaire font leur apparition. La taille des articles augmente considérablement pour atteindre une moyenne d'une vingtaine de pages à la fin de la décennie³⁹. Ces changements témoignent d'une transformation graduelle du médium, passant d'une revue d'affaire à une revue d'économie.

Il faut cependant être prudent dans cette analyse. La transformation de la revue ne témoigne en rien d'une évolution de la science économique au Canada français. Les articles de nature plus théoriques et analytiques sont l'œuvre des collaborateurs étrangers, Français pour la plupart. Le corps professoral de l'École et les auteurs canadiens-français restent concentrés dans l'actualité et les commentaires généraux. Les articles publiés par les principaux économistes des HEC dans les années 1930, c'est-à-dire Esdras Minville, François Vézina, Gérard Parizeau, François Brouillette et F. A. Angers, traitent de sujets divers et on dénote l'absence de véritable recherche approfondie, que ce soit en matière d'économie ou d'histoire économique⁴⁰. Minville publie de nombreux articles traitant des finances publiques, des questions bancaires, des ressources naturelles et même de politique. Mais, il s'agit bien souvent de simples commentaires⁴¹. François Vézina a présenté de nombreux articles descriptifs portant sur divers sujets, dont le commerce, l'industrie et le régime soviétique⁴². Il

³⁹ Dupré, Gagnon et Lanoie, *loc. cit.*, p. 23.

⁴⁰ Entre les volumes 1 à 15, Esdras Minville (30), François Vézina (13), Gérard Parizeau (18), Benoit Brouillette (9) et F. A. Albert Angers (5) ont publié plus de 75 articles.

⁴¹ Sur les finances publiques : « L'impôt sur le revenu », *AE*, Vol. 1, no 2 (1925); « À propos des finances publiques », *AE*, Vol. 1, no 6 (1925); « Le budget canadien de 1930 », *AE*, Vol. 6, no 2 (1930); « Le budget canadien de 1931 », *AE*, Vol. 6-7, no 3-4 (1931); « Le budget canadien de 1933 », *AE*, Vol. 9, no 1 (1933); « Le budget canadien de 1934 », *AE*, Vol. 10, no 2 (1934); « Le budget canadien en 1934-1935 », *AE*, Vol. 11, no 1 (1935); « Le budget canadien en 1935-1936 », *AE*, Vol. 12, no 2 (1936). Sur les questions bancaires : « Banques et centralisation bancaire », *AE*, Vol. 1, no 4 (1925); « La crise bancaire aux États-Unis », *AE*, Vol. 8, no 12 (1933). Sur les ressources naturelles et le développement régional : « La forêt canadienne », *AE*, Vol. 1, no 3 (1925); « La Gaspésie n'entend pas mourir », *AE*, Vol. 3, no 6 (1927). Sur la politique : « Un pas dans le bon sens », *AE*, Vol. 2, no 6 (1926); « Au sujet d'un récent jugement du conseil privé », *AE*, Vol. 2, no 12 (1927). Il a aussi publié plusieurs commentaires à travers les rubriques « Faits et nouvelles » et « À travers les revues ».

⁴² François Vézina, « Le régime soviétique », *AE*, Vol. 8, nos 7-8 (1932); « L'agriculture en U.R.S.S. » *AE*, Vol. 7, no 11 (1932).

a d'ailleurs publié une série de trois articles en collaboration avec Minville sur l'état de l'industrie au Canada⁴³. L'analyse reste pour l'essentiel au stade descriptif et ne fait aucunement l'objet de recherches originales. De même, Benoit Brouillette a présenté plusieurs textes sur l'exploitation des ressources naturelles, dont un sur la traite des fourrures. Il s'agit d'un survol complet de l'historique de l'exploitation de la ressource; son travail est cependant entièrement basé sur des sources secondes, dont les travaux d'Innis⁴⁴. Finalement, Gérard Parizeau, après s'être initialement intéressé aux questions liées au commerce, s'est orienté vers le thème des compagnies d'assurance et a produit de nombreux articles étoffés sur la question⁴⁵.

Le caractère généraliste de la revue est le résultat de deux facteurs précis. D'une part, la revue, du moins à ses origines, ne poursuit pas l'objectif d'être un forum d'échange entre économistes et encore moins d'être une revue de nature universitaire destinée à une clientèle issue de ce milieu. Ces derniers sont d'ailleurs trop peu nombreux pour soutenir ce genre de revue. Elle s'adresse donc à la classe d'affaires et a pour but de vulgariser le savoir économique. En second lieu, le caractère de la revue témoigne, dans une certaine mesure, du niveau d'avancement de la science économique au Canada français et des orientations de ses principaux artisans.

1.2.2 Les thèmes

À travers un survol des 15 premiers numéros de *L'Actualité économique*, nous pouvons déceler une multitude de thèmes qui furent exploités par les différents auteurs. Comme mentionnés précédemment, divers sujets furent traités, tels le commerce, les finances, les questions bancaires, les ressources naturelles, l'agriculture et la politique. Au-delà de ces

⁴³ Esdras Minville et François Vézina, « De Montréal à Victoria » (3 articles), *AE*, Vol. 5, no 7, Vol. 5, no 8 et Vol. 5, no 11 (1929 et 1930).

⁴⁴ Benoit Brouillette, « Le commerce des fourrures au Canada », *AE*, Vol. 9, no 12 (1933). Dans son article, Brouillette se réfère aux travaux d'Emil Brass (*Aus dem Reiche der Pelze*, Berlin, 1925) et Harold A. Innis, (*The Fur Trade of Canada*, Toronto, 1927). En ce qui a trait à l'analyse du commerce de la fourrure depuis 1920, il se réfère aux statistiques compilés par l'Officie fédéral de la statistique (Voir page 620).

⁴⁵ Gérard Parizeau, « Notes et documents sur l'évolution de l'assurance contre l'incendie au Canada », Vol. 10, no 1 (1934); « L'assurance contre l'incendie au Canada durant la dernière partie du XIXe siècle », *AE*, Vol. 10, no 9 (1934); « Les problèmes de l'assurance sur la vie », *AE*, Vol. 12, no 2 (1936); et « Importance et répercussions de l'assurance au Canada », *AE*, Vol. 15, no 8 (1939).

questions d'ordre général, des thèmes précis furent abordés; thèmes qui étaient au cœur des préoccupations du corps professoral des HEC et de l'élite canadienne-française en général.

Dans leurs travaux, Dupré, Lanoie et Gagnon ont établi une classification du contenu de *L'Actualité économique* en fonction de différents sujets abordés. Cette analyse basée selon la classification de *l'American Economic Association*, nous informe sur les intérêts des économistes et à l'état de la science économique au Canada Français. Les auteurs ont divisé les articles selon les thèmes suivants : économie générale microéconomie, macroéconomie et monnaie, économie internationale, économie financière, économie publique, travail-santé-éducation, agriculture-ressources naturelles et autres⁴⁶. Selon leur analyse, il est difficile de réellement dégager une tendance durant la période de l'entre-deux-guerres. Dès neuf catégories établies, aucune ne se démarque réellement. Il y a cependant certains éléments intéressants. Le nombre d'articles portant sur les thèmes travail-santé-éducation et économie publique est en hausse constante avant 1939, mais attire moins l'attention durant la guerre. L'économie financière, qui occupe pourtant plus de 15% de l'espace dans les premières années de la revue, est en baisse constante dès la fin des années 1920 pour passer largement sous les 5% en 1939. La macroéconomie et la monnaie occupent une place importante, surtout dans la première moitié des années 1930, en occupant plus de 20% de l'espace. Cependant, cette donnée est légèrement trompeuse, car l'ensemble de ces articles fut l'œuvre de collaborateurs étrangers. Beaudry Leman, qui était banquier et non économiste, et Minville ont publié plusieurs articles sur les questions bancaires⁴⁷. Cependant, seulement quelques articles traitant de questions monétaires furent l'œuvre d'économistes canadiens-français entre 1925 et 1939⁴⁸.

⁴⁶ Le thème « économie générale » regroupe tout ce qui a trait à aux théories et à la pensée économique, à la méthodologie, aux méthodes quantitatives et au rôle de l'économiste. Dupré, Gagnon et Lanoie ont joint la dernière catégorie « autre » à cette catégorie. Elle inclut tous les sujets autres qu'économiques telles les relations internationales, la politique, la géographie, etc. (Dupré, Gagnon et Lanoie, *loc. cit.*, p. 28).

⁴⁷ Dans les 15 premiers numéros, Beaudry Leman a publié plusieurs articles, dont deux sur la question bancaire (« L'année bancaire », *AE*, Vol. 2, no 10 (1927); et « Les banques à charte » *AE*, Vol. 4, no 7 (1928)).

⁴⁸ François Vézina, « Le retour de l'Étalon Or », *AE*, Vol. 1, no 2 (1925); P. H. Huot, « Le système monétaire des Indes », *AE*, Vol. 2, no 7 (1926); Ernest Guimond, « La réescompte au Canada », *AE*, Vol. 2, no 4-5 (1926); et Édouard Montpetit, « Le retour à l'or », *AE*, Vol 8, no 7 (1932). On peut aussi relever un article intéressant, non crédité d'un auteur, de la rubrique « faits et nouvelles » concernant la question monétaire. L'auteur reconnaît la théorie quantitative de la monnaie et l'influence du volume monétaire sur les prix (*AE*, Vol 6, no 1 (1931), p 365-368). Selon Harvey, cet article fut écrit par Minville (Pierre Harvey, « Les idées économiques d'Esdras Minville des débuts à la maturité », *l'Action nationale*, Vol. 65, no 9 et 10 (1976), p. 630).

À la lecture des thèmes abordés, il n'est pas aisé de dégager une tendance, ou à tout de moins une préférence, dans les sujets abordés par les économistes canadiens-français. D'ailleurs, en excluant les contributions étrangères de l'analyse, nous ne sommes toujours pas en mesure de déterminer un sujet de prédilection⁴⁹. Plusieurs sujets ressortent : la participation des Canadiens français à l'économie ainsi que l'étude des problématiques et maux dont souffrent la province de Québec et la nation canadienne-française représentent les principales préoccupations de la majorité des économistes canadiens-français ayant collaboré à *L'Actualité économique*. Le texte *Agir pour vivre!* de Minville, publié en 1927, incarne précisément cette tendance⁵⁰. Il relève les effets désastreux pour les Canadiens français d'une industrialisation soutenue essentiellement par des capitaux étrangers et il souligne l'importance de doter la province de Québec d'une doctrine économique claire afin de maintenir une certaine indépendance sur le plan économique. La plupart de ses articles, mais aussi ceux de Vézina et plusieurs autres abordent ces mêmes thèmes tout au long de la période étudiée⁵¹. Ces préoccupations se retrouvent aussi dans la vision corporatiste qui se développe dans les années 1930 et dont nous allons traiter plus loin.

1.2.3 L'orientation idéologique

L'étude des différents courants ayant influencé le contenu de la revue nous conduit essentiellement à une meilleure compréhension des courants idéologiques ayant contribué au développement de la science économique au Canada français. Nous tenons pour acquis que la revue représente le principal médium de communication du corps professoral des HEC, et par le fait même, de la très grande majorité des économistes de l'entre-deux-guerres au Canada français. Son contenu est donc le sous-produit du système de pensée développé par ces derniers.

⁴⁹ En observant les résultats de Fournier, qui ne comptabilise que les articles publiés par les économistes canadiens-français, on ne remarque aucune réelle tendance. Les thèmes « politique commerciale », « Économie générale » et « Ressources naturelles » arrivent en tête, mais ils occupent chacun moins de 20% de l'espace. Les thèmes « Agriculture », « Emploi et chômage » et « Questions monétaires » arrivent en queue de peloton avec moins de 2% de l'espace chacun (J. Fournier, *loc. cit.*, p. 409 (Voir le tableau 3)).

⁵⁰ Esdras Minville, « Agir pour vivre! », *AE*, Vol. 3, no 8 (1927).

⁵¹ François Vézina, « Le capital étranger au Canada », *AE*, Vol. 6, no 11 (1931); E. Minville, « Les conseils économiques dans le monde », *AE*, Vol. 9, no 5 (1933) et « L'œuvre de la colonisation », *AE*, Vol. 9, no 8 (1933).

Par leur formation et les liens tissés avec leurs homologues français, les économistes canadiens-français ont généralement puisé leurs sources d'inspiration de l'autre côté de l'Atlantique⁵². Ces intellectuels ont pour la plupart été formés, d'une part, via les collèges classiques⁵³, qui étaient bien sûr d'inspiration française, et de l'autre, dans les universités françaises. Les Montpetit, Vézina et Angers ont tous étudié à l'École libre des sciences de Paris et cette formation fut déterminante dans l'articulation de leur pensée et de leur méthode de travail⁵⁴.

Cette forte influence française transparaît dans la revue à travers la collaboration étrangère et par l'importance accordée de la part des auteurs à ce qui est publié à l'étranger. Parmi les collaborateurs étrangers, nous recensons des économistes, mais aussi des intellectuels de tous horizons ainsi que quelques hommes politiques provenant de divers pays européens. Cependant, la majeure partie de ces contributions provient de France et de Belgique. Il n'y figure aucun collaborateur du monde anglo-saxon. La majorité des revues recensées est d'origine française et européenne; il y a une quasi-absence de périodiques anglo-saxons⁵⁵. D'ailleurs, son homologue de langue anglaise, le *CJEPS* n'y figure que vers la fin de la décennie.

Cette situation peut s'expliquer par plusieurs facteurs, dont la formation universitaire et les réseaux intellectuels entre le Québec et la France, ce qui pousse le comité de rédaction de la revue à s'intéresser essentiellement à l'univers francophone. Outre les affinités et la francophilie du corps professoral des HEC, des facteurs d'ordre plus pratique telle la langue et les invitations faites par certains professeurs et étudiants ont joué un rôle clé dans l'ouverture de la revue vers l'étranger. À partir de 1930, afin de combler certains vides dans la revue, François-Albert Angers, alors étudiant en France, aurait fait un important travail de maraudage afin d'inciter certains intellectuels français à soumettre des textes à la revue⁵⁶.

⁵² Sur la question de la filiation intellectuelle et les réseaux entre les élites québécoises et françaises, voir Catherine Pomeyrols, *Les intellectuels québécois : formation et engagements, 1919-1939*, Paris, l'Harmattan, 1996, 537 pages.

⁵³ *Ibid.*, p. 70 à 107.

⁵⁴ J. Fournier, *loc. cit.*, p. 397.

⁵⁵ Le *CJEPS* est cité à quelques reprises vers la fin de la décennie.

⁵⁶ Dupré, Gagnon et Lanoie, *loc. cit.*, p. 17.

La langue, bien que cela soit relatif, est aussi un facteur non négligeable d'explication. Si des tentatives ont été faites de demander des collaborations issues du monde anglo-saxon, il est peu probable que ces deniers furent intéressés à publier ou à collaborer sur une base régulière à une revue mensuelle francophone. De plus, les moyens pratiques et financiers de l'époque l'auraient probablement difficilement permis.

Tout au long des quinze premières années de son existence, *L'Actualité économique* a fait la promotion d'un cadre idéologique spécifique en droite ligne avec les objectifs poursuivis par les collaborateurs de la revue. Au cours des cinq premières années d'existence, Cliche a clairement démontré la dominance de l'idéologie nationaliste et la présence de la doctrine sociale de l'Église. L'agriculturisme est rejeté et les collaborateurs souhaitent ardemment l'industrialisation. La revue témoigne d'une prédominance de l'idéologie libérale classique et d'un antiétatisme marqué. L'idéologie dominante selon Cliche est celle de la réappropriation de l'économique par les Canadiens français. Cette idéologie, tirée en ligne droite de la pensée d'Étienne Parent et d'Errol Bouchette⁵⁷, est présente au sein de la revue durant l'ensemble de la période de l'entre-deux-guerres⁵⁸.

En lien avec cette orientation et sous l'impulsion d'Esdras Minville, l'idée corporatiste prend racine dans la revue, surtout dans les années 1930 vu le contexte particulier de la crise économique. Dès le début de la décennie, des articles, souvent d'origines européennes, favorables au corporatisme sont publiés⁵⁹. On note aussi la présence d'articles plus critiques et prudents sur la question, dont ceux de Pierre Joly sur la structure économique de l'Italie et de

⁵⁷ Dès le milieu du XIXe siècle, le journaliste Étienne Parent appelait à une meilleure formation économique afin de favoriser la participation des Canadiens français à la vie économique. Au début du XXe siècle, Errol Bouchette a publié de nombreux essais à caractère économique, dont « Emparons nous de l'industrie » où il appelle les Canadiens français à délaisser l'agriculture et à se lancer dans l'industrie afin qu'ils se réapproprient leur destin économique (Errol Bouchette, « Emparons nous de l'industrie », (1901), dans Yvon-André Lacroix, *Les écrits du Canada français*, no 65, 1972, p. 187-248; Errol Bouchette, *L'indépendance économique du Canada français*, Montréal, les Éditions La Presse, 1977 (1906), 273 pages).

⁵⁸ L'idéologie économique mise de l'avant au sein de la revue est très similaire à celle diffusée au sein de *l'Action française* à la même époque. Voir à ce sujet, Susan Mann Trofimenkoff, *Action Française : French Canadian nationalism in the twenties*, Toronto, University of Toronto Press, 1975, 157 pages ; Jean-Claude Dupuis, « La pensée économique de *L'Action française* (1917-1928) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 47, no 2 (1993), p. 193-219.

⁵⁹ Georges Dupont, « La politique rurale en Italie », *AE*, N. Vol 9, nos 5-6 (1933); et Charles Hérisson, « Le national-socialisme et l'organisation corporative », *AE*, Vol. 9, no 11 (1934).

l'Allemagne ainsi que sur les origines du corporatisme⁶⁰. Ce dernier présente des comptes rendus fort nuancés de l'organisation sociétale et économique des régimes corporatistes européens.

Face à la popularité de cette idée en Europe et aussi auprès des élites canadiennes-françaises⁶¹, la revue manifeste de l'intérêt pour cette question⁶². Dès 1935, le comité de rédaction de la revue, rendant compte d'une étude sur le système corporatiste italien, se montre favorable à cette orientation. Il y voit une alternative rationnelle et organisée à « l'action dispersée qui caractérise le régime de la libre concurrence »⁶³. Vers la fin de la décennie, alors que les HEC sont dirigées par Minville et que la revue est dirigée par Angers, plusieurs membres du corps professoral publient des articles dans la revue en sa faveur. Hector Mackey décrit favorablement le régime portugais et cite l'expérience corporatiste du Portugal comme un exemple de redressement économique et financier⁶⁴. De son côté, Maximilien Caron voit l'établissement d'une société basée sur le modèle corporatif comme le meilleur moyen d'assurer l'intérêt général⁶⁵.

Le corporatiste tel que proposé dans *L'Actualité économique* est fortement inspiré de la vision de Minville, que nous verrons plus en détail dans le prochain chapitre. Il s'agit d'un corporatisme économique et social d'inspiration catholique, empreint de planification, qui vise à coordonner les agents économiques et les ressources disponibles afin de satisfaire l'intérêt général et pallier aux dérives du *laissez-faire* d'inspiration libérale. Ce corporatisme n'est pas

⁶⁰ Pierre Joly, « L'édification de la structure économique de l'Italie », *AE*, Vol 10, no 3-4 (1934); « L'édification de la structure économique allemande », *AE*, Vol 10, no 8 (1934); et « Le corporatisme de ses origines à nos jours », *AE*, Vol 10, no 12 (1934).

⁶¹ C'est à l'hiver 1933 que l'École sociale populaire présente son programme de restauration sociale. Le manifeste propose une alternative à l'économie libérale et au socialisme en se référant à la doctrine sociale de l'Église et au principe du corporatisme. D'ailleurs, durant les années 1930, l'École sociale populaire est dirigée par le père Joseph-Papin Archambeault, une des figures de proue du corporatisme canadiens-français. Voir G. Raymond Laliberté, « Dix-huit ans de corporatisme militant. L'École sociale populaire de Montréal, 1933-1950 », *Recherches sociographiques*, Vol. 21, no 1-2 (1980), p. 55-96.

⁶² Selon Fernande Roy, face au contexte de la crise, le corporatisme représente un modèle économique et sociétal idéal pour les milieux réformateurs, conservateurs et nationalistes. Les revues à caractère nationaliste, dont *L'Actualité économique*, deviennent des relais de diffusion importants de l'idéologie corporatiste (Fernande Roy, *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*, Montréal, Boréal, 1993, p. 85-86).

⁶³ « Le fonctionnement des corporations en Italie », Rubrique : « À travers les revues », *AE*, Vol 12, no 10 (1935), p. 726.

⁶⁴ Hector Mackay, « L'expérience portugaise », *AE*, Vol 14, no 8 (1938).

⁶⁵ Maximilien Caron, « L'organisation corporative », *AE*, Vol. 14, no 7 (1938).

hostile à l'initiative privée, ni à l'individualisme, ni à la tradition démocratique; il cherche à concilier l'individualisme libéral aux valeurs communautaires chrétiennes dans un contexte d'économie industrielle. Nous allons aborder plus en détail cette idéologie à travers la pensée d'Esdras Minville dans le prochain chapitre.

1. 3 Les revues *Contribution to Canadian Economics* et le *CJEPS* : 1928-1939

Du côté canadiens-anglais, les deux principales revues sont le *Contribution to Canadian Economics* (*CCE*) et le *Canadian Journal of Economics and Political Science* (*CJEPS*). Elles sont les homologues de *L'Actualité économique*, terme qui peut, à certains égards, paraître fort, car les deux revues sont fort différentes l'une de l'autre et la comparaison peut parfois sembler inapplicable. Elles sont cependant homologues au sens du rôle qu'elles ont joué dans le développement et la diffusion de la science économique et des idées propres aux écoles de pensée présentes au Canada. Si *L'Actualité économique* a joué un rôle de vecteur dans la diffusion d'un savoir et d'une pensée économique, le *CCE* et le *CJEPS* ont joué un rôle similaire au Canada anglais. Tout comme *L'Actualité économique*, le *CCE* et le *CJEPS* furent le reflet de l'état de la science économique au Canada anglais et des écoles de pensée présentes.

L'historiographie concernant ces deux revues n'est pas très riche. K. W. Taylor et Robin Neill abordent brièvement les deux périodiques dans leur analyse de la pensée économique canadienne, mais ne traitent en rien du de leur contenu⁶⁶. En 1993, Neill et Paquet répertorient le contenu du *CJEPS* entre 1935 et 1967 et constatent l'évolution des aspects plus théoriques et scientifiques⁶⁷. À l'occasion du 35^e anniversaire du *CJEPS* en 1960, V. Bladen, l'un des cofondateurs de la revue avec Innis et C.A. Curtis aborde brièvement la fondation de cette dernière et les objectifs poursuivis à l'époque qui sont essentiellement de donner aux artisans de la science économique un véritable médium de communication⁶⁸.

⁶⁶ Robin Neill, *A History of Canadian Economic Thought*, Routledge, London, New York, 1991, p 121 et 125 et Taylor, *loc. cit.*, p 10-11.

⁶⁷ Robin Neill et Gilles Paquet, « L'économie hérétique: Canadian Economics before 1967 », *The Canadian Journal of Economics*, Vol 26. no 1 (1993), p. 8-9.

⁶⁸ Vincent Bladen, « A journal is born : 1935 », *CJEPS*, Vol. 26, no 1 (1960), p. 1. Selon Owram, en plus de constituer un forum d'échange entre universitaires issus des départements d'économie politique, la fondation de ces deux revues, et plus particulièrement du *CJEPS* en 1935, a permis de donner aux économistes une certaine

1.3.1 Les origines et le caractère de la revue

La création du CJEPS en 1935 marque l'achèvement de la seconde phase d'institutionnalisation de la science économique au Canada anglais. Toujours actif aujourd'hui sous le nom de *Revue Canadienne d'Économie/Canadian Economics Journal*, ce périodique a permis de donner une tribune exclusive à la nouvelle génération d'économistes émergente dans les années 1920-1930. Fondée à l'initiative de l'Association d'économie politique canadienne et soutenue par l'Université de Toronto, la nouvelle revue trimestrielle consacre la reconnaissance de l'économie politique au Canada anglais et l'orientation claire des économistes vers les problématiques canadiennes⁶⁹. Dans la note d'introduction du premier numéro, le président de l'Association d'économie politique, D. A. MacGibbon, souligne d'ailleurs la nécessité pour les économistes et politicologues canadiens de développer un médium de communication et d'échange afin de traiter des problèmes proprement canadiens⁷⁰.

Afin de bien saisir le contexte de fondation de la revue, il est nécessaire de revenir en arrière et de nous arrêter un instant sur la refondation de l'Association canadienne d'économie politique en 1929 et la mise en place du prédécesseur du *CJEPS*, le *Contribution to Canadian Economics*, l'année précédente. À la fin des années 1920, Harold Innis propose aux Presses de l'Université de Toronto de publier une revue annuelle dans laquelle seraient insérés des articles de nature économique ainsi qu'un inventaire des travaux et ouvrages publiés en économie canadienne⁷¹. L'objectif d'Innis et de ses collègues, dont W.V. Bladen, est surtout de fournir à la communauté universitaire un guide des ouvrages canadiens publiés en économie. Le projet est finalement accepté par l'Université de Toronto et le journal annuel *Contribution to Canadian Economics* voit le jour en 1928. Dans la préface du premier numéro, le Britannique E. J. Urwick, nouveau directeur du département d'économie politique de

distinction professionnelle (Doug Owram, « Economic Thought in the 1930 : The Prelude to Keynesianism », *The Canadian Historical Review*, Vol. 66, no 3 (1985), p. 348).

⁶⁹ Durant la décennie 1930-1940, le volume des publications sur l'économie canadienne croît considérablement. Selon Taylor, plus de 120 monographies ont été publiées et le nombre d'essais et d'articles est égal sinon supérieur à ce qui fut produit au cours des 100 précédentes années. La création du *Contribution to Canadian Economics* et du *Canadian Journal of Economics and Political Science* est donc symptomatique de cette prolifération d'écrits (Taylor, *loc. cit.*, p. 10-11).

⁷⁰ D. A. MacGibbon, « Foreword », *CJEPS*, Vol. 1, no 1 (1935), p. 1-2.

⁷¹ Ian Drummond, *Political Economy at the University of Toronto : A History of the Department, 1888-1982*, Toronto : Faculty of Art and Science, University of Toronto, 1983, p. 74.

Toronto, exprime clairement les raisons ayant motivé sa fondation. Il souligne d'abord l'absence d'un médium de communication entre les économistes : « It has been a source of frequent complaint among Canadian economists that no medium existed for the pooling of information on economic subjects of particular interest to Canada »⁷² À cause de la dispersion des travaux canadiens à travers les différentes revues et journaux domestiques et étrangers, il relève aussi la difficulté d'établir une bibliographie complète de la production canadienne : « Indeed, already a great part of the material on Canadian economis is published in the journals of the United States and Great Britain. The disadvantages of these media of publication are increased by the lack of an adequate bibliography, which is really essential to the progress of economic research. The need, therefore, of a separate publication devoted to Canadian economics can hardly be questioned »⁷³. L'objectif d'Harold Innis et du corps professoral du département de Toronto est donc de créer un forum d'échange entre les économistes afin de briser l'isolement de la profession et de recenser les travaux produits.

L'année suivant la fondation du *CCE*, l'Association d'économie politique canadienne revoit le jour. Fondée originalement en 1913, cette association (*Canadian Political Science Association*) n'a pas survécu à la guerre et aux rivalités entre Stephen Leacock, alors à la tête du département de McGill, et James Mavor de l'Université de Toronto⁷⁴. L'absence d'un véritable réseau entre les universitaires et le manque de coopération entre eux ont rendu fort problématique le développement de la science économique durant les années 1920. À la fin de la décennie, avec le départ de Mavor et la croissance des effectifs universitaires, l'intérêt pour raviver l'association est manifeste. Elle est remise sur pied en 1929 et Innis tente d'ailleurs de lui rattacher le nouveau périodique afin d'en faire la revue officielle de science économique au Canada et non la simple chasse gardée du département de Toronto⁷⁵. Entre 1929 et 1935, Innis et Bladen plaident l'idée au sein de l'Association, qui reconnaît d'ailleurs la nécessité d'une

⁷² E. J. Urwick, « Preface », *CCE*, Vol. 1 (1928), p. 5.

⁷³ *Ibidem*.

⁷⁴ Drummond, *op. cit.*, p. 74.

⁷⁵ Selon Vincent Bladen, qui a participé à la création du *CJEPS*, Innis a dû faire face à de vives pressions de la part de l'Université de Toronto et de son président H. J. Cody, qui désirait prendre en charge *Contribution to Canadian Economics* et en faire une revue trimestrielle officielle de l'Université. Cependant, Innis avait pour objectif d'en faire une revue nationale et il craignait un recul de la qualité et une compétition inutile entre les départements si l'Université de Toronto lançait prématurément son propre périodique trimestriel (Vincent Bladen, *loc. cit.*, 1960, p. 1-2).

revue trimestrielle. Il est finalement décidé de fonder une revue officielle, en partenariat avec l'Université de Toronto, en 1935⁷⁶.

Le *CJEPS* et son prédécesseur ont montré un caractère fort différent de celui de *L'Actualité économique*. Les objectifs de base diffèrent et le but poursuivi par Innis et le département de Toronto est de créer un forum d'échange entre économistes et spécialistes en études canadiennes. Le caractère de la revue est nettement orienté vers le milieu universitaire. Doug Owram souligne cependant le caractère général et peu technique de la revue, surtout dans les premières années. Cette orientation est le reflet du penchant historiciste de la science économique au début des années 1930 et de l'interdisciplinarité présent à travers les départements d'économie politique⁷⁷.

Entre 1928 et 1934, le *CCE* est publié sur une base annuelle et l'objectif reste principalement de rendre compte des travaux produits par des spécialistes canadiens. À chacun des numéros, on compte quelques articles, entre un et quatre, ainsi qu'un bilan bibliographique des travaux produits dans le domaine de l'économie politique au Canada. Ce bilan est généralement l'œuvre d'Harold Innis et de M.L. Bladen. Les articles, qui touchent à des sujets forts divers allant de l'économie à la politique en passant par la démographie, comptent en moyenne une vingtaine de pages et sont essentiellement l'œuvre du corps professoral du département de Toronto⁷⁸. Moins collée à l'actualité du moment et au monde des affaires que son homologue francophone, la revue présente des articles de fond, bien souvent le fruit de recherches originales, qui tranchent avec le style « chronique » développé dans *L'Actualité économique*. À maints égards, nous pouvons concevoir le *CCE* comme un guide pour les chercheurs en économie politique.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 3-4.

⁷⁷ Owram, *op. cit.*, p. 196-197.

⁷⁸ Pour l'ensemble des 7 volumes, on comptabilise 22 articles ainsi que quelques courtes descriptions des rencontres de l'Association d'économie politique et de la Canadian Society of Agricultural Economics. Même si la majeure partie des articles provient de Toronto, on peut noter la contribution de W. A. Mackintosh de Queen's (« The Use of Case Material in Economics », *CCE*, Vol. 2 (1929)), D. A. MacGibbon de l'Université de Winnipeg (« The Future of the Canadian Export Trade in Wheat », *CCE*, Vol. 5 (1932)) ainsi que celle du Britannique C.R. Fay, qui coécrit un article avec James Mavor sur les grandes orientations de l'histoire économique canadienne (« An Introduction to Canadian Economic », *CCE*, Vol. 1 (1928)).

Avec la transformation de la revue en périodique trimestriel en 1935 et son affiliation directe avec l'Association canadienne d'économie politique, le caractère de la revue change quelque peu. Elle n'est plus nécessairement l'exclusivité des professeurs du département de Toronto, même si cette perception semble avoir perduré un certain moment. Elle devient l'organe officiel de l'Association canadienne d'économie politique et elle est soutenue par l'Université de Toronto. Elle acquiert alors un caractère scientifique, national et elle devient le principal médium d'échange entre les membres de la communauté universitaire canadienne-anglaise liés à l'économie politique.

Les volumes de la revue comptent en moyenne sept articles par numéro et le périodique adopte les principales caractéristiques des revues scientifiques de l'époque⁷⁹. Par sa structure (édité par une association professionnelle ou un département universitaire, tirage trimestriel, publication d'articles universitaires, section réservée aux comptes rendus d'ouvrage et section réservée aux notes diverses), le *CJEPS* est ainsi comparable aux revues américaines et britanniques dont *l'American Economic Review*, le *Quarterly Journal of Economics*, le *Journal of Political Economy* et le *Economic Journal*. Tout comme son prédécesseur, la grande majorité des auteurs sont originaires du Canada, à la différence que le département de Toronto perd son quasi-monopole. On peut d'ailleurs noter la présence de certains articles venus de l'étranger, dont ceux des économistes américains Paul A. Samuelson, Kenneth E. Boulding et Frank H. Knight⁸⁰.

1.3.2 Les thèmes

Tout comme *L'Actualité économique*, ces deux revues ratissent large et elles abordent autant la politique, la sociologie que l'économie. De façon générale, elles incarnent, d'une

⁷⁹ Le nombre d'articles publiés évolue sensiblement entre 1935 et 1939. Dans le volume 1, 35 articles sont parus. On en comptabilise 30 dans le second et 27 dans le troisième. Les deux volumes suivants comprennent chacun 24 articles. Au total, pour les cinq premiers volumes, sans comptabiliser les *Notes and Memoranda*, c'est un total de plus de 140 articles (près de 200 avec les *Notes and Memoranda*) qui furent publiés dans les pages du *CJEPS*.

⁸⁰ F. H. Knight, « The Ricardian Theory of Production and Distribution », *CJEPS*, Vol. 1, no 1 (1935); Kenneth E. Boulding, « Equilibrium and Wealth: A Word of Encouragement to Economists », *CJEPS*, Vol. 5, no 1 (1939) et P. A. Samuelson, « The Gains from International Trade », *CJEPS*, Vol. 5, no 2 (1939). Selon J. K. Galbraith, à la fin des années 1930, Samuelson fut l'une des figures de proue de la jeune génération d'économistes américains favorables aux idées de Keynes (J. K. Galbraith, « How Keynes came to America », dans Milo Keynes (dir.), *Essays on John Maynard Keynes*, Cambridge, Cambridge University Press, 1975, p. 136).

part, l'interdépendance des sciences sociales prévalant avant la guerre, et de l'autre, la conception large de l'économie chez les économistes de la période.

Reprenant la méthodologie utilisée par Dupré, Gagnon et Lanoie dans leur analyse de *L'Actualité économique*, nous avons classé les articles des deux revues afin de déceler des tendances⁸¹. Encore une fois, il est bien difficile de dégager la prédominance d'un thème. Aucune catégorie ne semble réellement dominer. La catégorie « autres », qui regroupe divers sujets, dont l'aspect politique, occupe un peu moins de 30% de l'espace. Cette part importante s'explique par les orientations de la revue et le rattachement de la science économique aux autres sciences sociales, dont la politique et la démographie, durant l'entre-deux-guerres. Les catégories « Économie générale », « Microéconomie (industrie) » et « Finance publique » occupent chacune un peu moins de 20% de l'espace. Les catégories « Travail, santé et éducation » et « Agriculture et ressources naturelles » occupent quant à elles moins de 10% de l'espace chacune. Finalement, les catégories « Macroéconomie et monnaie » ainsi qu'« Économie financière » arrivent en queue de peloton avec moins de 5% dans les deux cas.

Contrairement à *L'Actualité économique*, les deux revues ne semblent pas accorder énormément d'importance aux questions financières. Il n'y figure aucun compte rendu sur l'activité boursière ou d'études sur les différentes sociétés financières (banques, sociétés de dépôts, compagnies d'assurance, etc.). On note la présence d'à peine deux articles traitant des opérations bancaires⁸². La question monétaire et bancaire ne semble pas occuper un espace majeur. Nous pouvons seulement relever six articles traitant explicitement de cette question⁸³.

⁸¹ Afin d'assurer une cohérence dans notre comparaison, nous avons repris une méthodologie similaire à celle utilisée par Dupré, Gagnon et Lanoie en utilisant le tableau de classification établie par le *Journal of Economic Literature*. Cependant de nombreux articles touchent à diverses thématiques et certains d'entre eux furent difficilement classables dans une catégorie spécifique (« JEL Classification System / EconLit Subject Descriptors » In American Economic Association, <http://www.aeaweb.org/econlit/jelCodes.php?view=jel>, [en ligne] (Page consultée en janvier-février 2013)).

⁸² C. A. Curtis, « The Canadian Banks and War Finance », *CCE*, Vol. 3 (1931); et Courtland Elliott, « Bank Cash », *CJEPS*, Vol. 4, no 3 (1938).

⁸³ Par question monétaire, nous considérons les articles traitant de la politique monétaire et la banque centrale (J. P. Day, « The Reserve Bank of South Africa », *CJEPS*, Vol. 1, no 2 (1935); D. A. MacGibbon, « Inflation and Inflationism » *CJEPS*, Vol. 1, no 3 (1935); A. F. W. Plumptre, « The Evidence Presented to the "Canadian Macmillan Commission" », *CJEPS*, Vol. 2, no 1 (1936); Stanley E. Nixon, J. T. Bryden et W. T. G. Hackett, « Interest Rates in Canada », *CJEPS*, Vol. 3, no 3 (1937); V. F. Coe, « Dated Stamp Scrip in Alberta », *CJEPS*, Vol. 4, no 1 (1938); et J. S. Allely, « Some Aspects of Currency Depreciation », *CJEPS*, Vol. 5, no 3 (1939).

Cette situation peut s'expliquer par le fait que le débat sur la question monétaire et la banque centrale fut essentiellement abordé au début des années 1930.

Au-delà de cette classification, nous pouvons identifier certaines tendances plus larges qui sont manifestes tout au long de la fenêtre d'étude. La première est la « canadocentricité » de l'objet d'étude. Dans une proportion écrasante, la majorité des articles touche à des problématiques spécifiquement canadiennes. Mis à part quelques articles portant sur le commerce international ou sur des comparaisons entre les différents dominions, aucune attention n'est véritablement portée vers l'extérieur de la zone nord-américaine.

La seconde tendance est l'orientation marquée vers l'histoire économique. Durant l'avant-guerre, la science économique au Canada anglais est marquée par un penchant vers l'histoire. Adam Shortt, Harold Innis, W. A. Mackintosh et leurs collègues effectuent d'ailleurs davantage un travail d'historien qu'un travail d'économiste au sens moderne du terme. Cette tendance est manifeste dans les premiers numéros du *CCE* et du *CJEPS*. De nombreux articles traitent de l'évolution économique du Canada, de l'influence de la structure économique sur les institutions du pays ainsi que les origines historiques des problèmes de l'économie canadienne⁸⁴. Cette orientation est le reflet de l'état de la science économique anglo-canadienne dans les années 1920 et au début des années 1930. Il s'agit d'une discipline intrinsèquement liée à l'histoire et son objectif n'est pas nécessairement de développer de nouvelles interprétations économiques, mais d'analyser, sous l'angle de l'économie, l'évolution historique du Canada dans la longue durée⁸⁵.

⁸⁴ James Mavor et C. R. Fay, « An Introduction to Canadian Economic », *CCE*, Vol 1 (1928); A. R. M. Lower, « The Trade in Square Timber », *CCE*, Vol. 6 (1933); M. L. Bladen, « Construction of Railways in Canada to the Year 1885 », *CCE*, Vol. 5 (1932); « Construction of Railways in Canada Part II: From 1885 to 1931 », *CCE*, Vol. 7 (1934); H. A. Innis, « Unused Capacity as a Factor in Canadian Economic History », *CJEPS*, Vol. 2 (1936); « The Penetrative Powers of the Price System », *CJEPS*, Vol. 4, no 3 (1938); D. G. Creighton, « The Economic Background of the Rebellions of Eighteen Thirty-Seven », *CJEPS*, Vol. 3, no 3 (1937); et F. J. Westcott, « An Approach to the Problem of Tariff Burdens on Western Canada », *CJEPS*, Vol. 4, no 2 (1938).

⁸⁵ Doug Owram fournit quelques explications concernant les orientations de la science économique au Canada. Avant la dépression, la science économique est relativement fixe et ancrée dans une perspective orthodoxe. Sur le plan purement théorique, les constats de l'école classique et des marginalistes font encore figure d'autorité mais ne sont pas adéquats pour expliquer les particularités canadiennes. L'orientation historique permet une meilleure compréhension du développement économique et institutionnel du Canada (Owram, *op. cit.*, p. 195-197).

Dès le début des années 1930, mais surtout vers la fin de la décennie, avec la participation de jeunes spécialistes, dont A. W. F. Plumptre, Robert Bryce et Lori Tarshie, le *CJEPS* s'oriente graduellement vers l'analyse macroéconomique de la situation canadienne⁸⁶. Une attention particulière est d'ailleurs portée aux questions concernant le chômage et l'emploi, les salaires, le rôle de la monnaie dans l'économie et l'intervention de l'État en matière de sécurité sociale et de politique anticyclique. Cette évolution est le résultat d'un intérêt croissant chez les économistes pour les théories monétaires et macroéconomiques.

1.3.3 Les orientations idéologiques

Le *CCE* et *CJEPS* furent le véhicule d'expression des professeurs des départements d'économie politique canadiens-anglais et de l'Association d'économie politique. Ils représentent donc le reflet de la pensée développée dans ces milieux. Ces professeurs sont formés dans le monde anglo-saxon et influencés par les États-Unis. L'Université de Chicago, lieu de formation d'Harold Innis, Stephen Leacock, O. D. Skelton, K. W. Taylor et D. A. McGibbon⁸⁷, eut une influence considérable sur les économistes anglo-canadiens en remettant en question les postulats de l'école marginaliste et en rejetant la notion d'équilibre général. Cette influence est manifeste dans le premier numéro du *CJEPS* où le comité de rédaction publie un article de Frank Knight sur la théorie ricardienne afin de souligner l'héritage de la première école de Chicago⁸⁸. L'influence américaine se vérifie chez les contributeurs de la revue, qui furent pour la plupart formés dans les universités américaines, principalement à Chicago et à Harvard, et par la contribution de plusieurs économistes américains issus de ces mêmes écoles et de plusieurs autres institutions universitaires américaines. Parmi ces contributions, nous pouvons noter celles de Kenneth E. Boulding, Paul Howard Douglas et N.

⁸⁶ A. W. F. Plumptre, Robert Bryce et Lori Tarshie furent des élèves de John Maynard Keynes à Cambridge au début de la décennie. Selon Gilles Dostaler, ils représentent les principaux canaux de diffusion des théories keynésiennes au Canada dès la fin des années 1930 (Gilles Dostaler et Frédéric Hanin, « Keynes et le keynésianisme au Canada et au Québec » *Sociologie et sociétés*, Vol. 37, no 2 (2005), p. 163-164).

⁸⁷ Robin Neill fournit des données complètes sur le cheminement académique des principaux économistes canadiens dans les décennies 1920 et 1930 (Neill, *op. cit.*, p. 125 à 128).

⁸⁸ Cet article est un hommage à l'École de Chicago et à Jacob Viner et Frank Knight qui furent les enseignants des principales figures de la science économique canadienne dans les années 1920-1930 (V. Bladen, *loc. cit.*, p. 4). Il est important de différencier la première école de Chicago de la seconde. Les économistes canadiens furent formés au début des années 1920, alors que l'influence de l'institutionnalisme veblenien est fort présente à Chicago. La seconde école de Chicago, sous l'impulsion de Milton Friedman, s'est orientée vers le libéralisme intégral et le *laissez-faire* économique dans l'après-guerre.

S. B. Gras⁸⁹. Douglas fut d'ailleurs un fervent partisan des politiques du *New-Deal* et de l'intervention étatique en matière de sécurité sociale⁹⁰.

L'influence américaine, et anglo-saxonne en général, s'exprime aussi à travers les comptes rendus d'ouvrages qui sont en grande majorité canadiens ou issus du monde anglo-américain. Concernant le monde francophone, seul l'ouvrage d'André Siegfried sur le Canada est résumé, et du côté canadien-français, seuls les ouvrages de Gérard Parizeau sur les compagnies d'assurance et d'Henry Laureys sur l'exportation ont fait l'objet d'un compte rendu⁹¹. Les travaux canadiens-français ne sont cependant pas complètement ignorés. De nombreux ouvrages et articles de spécialistes francophones issus de divers domaines (économie, agriculture, géographie, ressources naturelles), dont Lionel Groulx et des articles de *L'Actualité économique* sont mentionnés en bibliographie par H. Innis et M.L. Bladen.

De 1928 à 1939, le *CCE* et ensuite le *CJEPS* ont véhiculé une certaine orientation en matière économique et sociale qui est celle d'un libéralisme en transition. En effet, ces deux revues seront le reflet d'une évolution des économistes canadiens, mais aussi des divers spécialistes en économie politique, d'une part, vers l'analyse des problématiques économiques actuelles, essentiellement engendrées par la dépression, et de l'autre, vers la reconnaissance d'une nécessaire redéfinition du rôle de l'État en matière d'économie. Sans nécessairement se convertir entièrement aux idées keynésiennes, le *CJEPS* prend une orientation nettement interventionniste dès le milieu des années 1930 et propose un renouvellement du libéralisme.

La tradition interventionniste dans les cercles intellectuels canadiens est bien sûr antérieure à la révolution keynésienne. Comme nous l'avons souligné précédemment, dès le début du siècle, les intellectuels de Queen's se sont intéressés aux problèmes sociaux

⁸⁹ N. S. B. Gras, « Why Study Business History? », *CJEPS*, Vol. 4, no 3 (1938); K. E. Boulding, « Equilibrium and Wealth: A Word of Encouragement to Economists », *CJEPS*, Vol. 5, no 1 (1939); et Paul H. Douglas, « Professor Cassel on the Statistical Determination of Marginal Productivity », *CJEPS*, Vol 4, no 1 (1938).

⁹⁰ « Biography of Paul H. Douglas », University of Illinois, Institute of Government and Public, [en ligne], <http://igpa.uiillinois.edu/ethics/biography> (Page consultée le 1er novembre 2013).

⁹¹ A. Brady, « Review », A. Siegfried, *Canada*, Trans from French by H. H. Heming and D. Heming, London, Jonathan Cape, 1937, 315 pages (*CJEPS*, Vol. 3, no 4 (1937)); C. A. Ashley, « Review », G. Parizeau, *L'assurance contre l'incendie au Canada: Évolution, pratique, vocabulaire* (Documents économiques), Montréal: Éditions Albert Lévesque, 1935, 254 pages; H. Laureys, *La technique de l'exportation* (Documents économiques), Montréal: Éditions Albert Lévesque, 1935, 345 pages. (*CJEPS*, Vol. 2, no 1 (1936)).

engendrés par l'industrialisation et ont graduellement proposé des mesures à caractère interventionniste afin de pallier ces problèmes. Jumelée à une certaine influence keynésienne, la crise va accentuer cette orientation⁹².

En effet, dès le milieu des années 1930, devant l'ampleur de la crise et de ses conséquences sur la société canadienne, le *CJEPS* est animé par une orientation nettement interventionniste. Loin de rejeter le libéralisme et d'adhérer à des courants idéologiques alternatifs, comme *L'Actualité économique* avec le corporatisme, les collaborateurs de la revue, et par extension, les économistes et autres spécialistes issus des départements d'économie politique canadiens-anglais, optent pour une redéfinition du libéralisme. Ce nouveau libéralisme, qui tire ses sources à la fois de la tradition intellectuelle développée à Queen's et de l'influence de Keynes, repose sur l'interventionnisme de l'État en matière économique et sociale, ce qui représente les premiers pas vers l'État-providence.

Dans le premier numéro du *CJEPS* en 1935, la tendance mentionnée plus haut semble manifester. Stephen Leacock se livre à une sérieuse critique de l'économie classique et de ses dérives, jugeant qu'elle avait échoué à garantir l'abondance pour l'ensemble de la société et qu'elle n'avait rien de positif à proposer dans les circonstances actuelles. Leacock mentionne d'ailleurs :

With the twentieth century, the current of economic and political development rushed towards the maelstrom of the Great War, carried it on, in defiance of all the conclusions of all the economists, for four years, and ten years later, collapsed and fell into ruin in the slump of 1929- the like of which never was seen before. Buried under the wreckage is the system of Adam Smith, his production, his machinery, his natural price and natural wage, his social justice arising out of identity of individual and social interest, his "invisible hand" now more invisible than ever. Of it all there only survives the principle that each man must work for himself, under proper rules of the game. I lay continual and repeated stress on this; without this qualification the wreck of Adam Smith means the triumph of socialism a system even more impracticable than free competition⁹³.

D'autre part, la grande majorité des économistes canadiens-anglais vont évoluer vers une conception centralisatrice du fédéralisme canadien afin de soutenir un interventionnisme étatique fort qui s'incarne notamment via l'implantation de diverses

⁹² Neill, Owram et Dostaler, ont montré l'influence du keynésianisme auprès de la génération d'économistes émergents dans les années 1930 (Neill, *op. cit.*; Owram, *loc. cit.*; Dostaler et Hanin, *loc. Cit.*).

⁹³ Stephen Leacock, « What is left of Adam Smith », *CJEPS*, Vol 1, no 1 (1935), p 47.

structures dont la Banque centrale et la mise en place de programmes sociaux dont l'assurance chômage en 1940. W. A. Carrothers, de l'Université de Victoria, rend compte du rapport de la Commission d'enquête sur la situation économique de la Nouvelle-Écosse (Nova Scotia Royal Commission on Provincial Economic Inquiry, 1934) et en vient à la conclusion, que devant l'alourdissement du fardeau financier des provinces depuis la guerre, une redéfinition des pouvoirs financiers au sein de la Confédération s'impose⁹⁴. Dans les numéros suivants, de nombreux articles abondent dans le même sens, dont ceux de V. Bladen et W. J. Waynes⁹⁵. Ici sont tracées les prémisses de la future commission Rowell-Sirois à laquelle de nombreux économistes et politologues participeront.

Cet interventionnisme implique bien sûr une plus grande centralisation des pouvoirs de la part du gouvernement ; centralisation qui n'est pas étrangère au développement d'une conscience nationale canadienne et d'un certain nationalisme ambiant au sein de la communauté intellectuelle anglo-canadienne⁹⁶.

Conclusion

L'analyse de *L'Actualité économique* et du *CJEPS* nous a permis de dégager les grandes orientations de la science économique au Canada. Cependant, ces revues ne représentent pas un bilan exhaustif des fondements méthodologiques de la science économique ni du système de pensée développé par les économistes de la période. Ces derniers ont écrit de nombreux ouvrages et ils ont publié dans différentes revues, au Canada, mais aussi à l'étranger. Les revues représentent néanmoins un portrait d'ensemble généralement fidèle de l'état de la science économique et des principaux axes de pensée

⁹⁴ W. A. Carrothers, « Problems of the Canadian Federation », *CJEPS*, Vol. 1, no 1 (1935).

⁹⁵ V. W. Bladen, « The Economics of Federalism », *CJEPS*, Vol. 1, no 1 (1935); J. A. Maxwell et D. A. MacG, « The Adjustment of Federal-Provincial Financial Relations », *CJEPS*, Vol. 2, no 3 (1936); W. J. Waines, « Federal Public Finance: Canada, Australia, South Africa, Part I », *CJEPS*, Vol. 3, no 2 (1937); J. A. Maxwell, « Federal Public Finance: Canada, Australia, South Africa, Part II », *CJEPS*, Vol. 3, no 2 (1937); J. S. M. Allely, « Federal Public Finance: Canada, Australia, South Africa, Part III », *CJEPS*, Vol. 3, no 2 (1937); et W. J. Waines, « Problems of Public Finance in the Prairie Provinces », *CJEPS*, Vol. 3, no 3 (1937).

⁹⁶ Sur la question de l'amalgame entre le nationalisme et l'interventionnisme étatique qui fut au cœur des préoccupations de la communauté intellectuelle anglo-canadienne dans les années 1930, voir l'ouvrage d'Owram, plus particulièrement le chapitre 9 (Owram, *op. cit.*, p. 221-253).

développés dans les milieux universitaires.

De ce bilan, nous pouvons établir certains constats. Malgré de nombreuses différences entre les revues, nous pouvons déceler certains points de convergences intéressants. Ainsi, elles ont généralement conservé un caractère général, accessible à l'ensemble de la communauté universitaire et intellectuelle et sont dotées d'une vocation fortement interdisciplinaire. Cette réserve à l'égard des aspects théoriques s'explique par certains facteurs, dont les objectifs poursuivis par les tenants de la discipline. Dans les deux cas, ces derniers cherchent à répondre aux problèmes de l'heure. Ils cherchent donc, afin de favoriser la diffusion de leurs idées, à rester accessibles à l'ensemble de la communauté universitaire. Dans les deux cas, ils sont restés à l'écart des débats théoriques alors en cours à l'étranger et se sont concentrés sur les problématiques spécifiquement canadiennes⁹⁷.

Finalement, elles font voir l'influence d'un certain nationalisme dans l'articulation de la pensée économique. Quoique moins présent du côté anglophone, il anime néanmoins la plupart des économistes anglo-canadiens. Afin de dresser un portrait plus complet de la pensée économique au Canada, nous nous pencherons dans le prochain chapitre sur la pensée des principaux économistes.

⁹⁷ Fournier indique clairement que les économistes canadiens-français sont essentiellement restés à l'écart des débats théoriques de l'heure et ils ont volontairement négligé certaines théories, car jugées inadéquates à la situation québécoise. De son côté, Neill soutient que ce n'est que dans l'après-guerre, que les économistes canadiens (francophones et anglophones) ont adhéré aux discours économiques nord-américains (J. Fournier, *loc. cit.*, p. 412 et Neill, *op. cit.*, p. 226-227).

DEUXIÈME CHAPITRE

LES PRINCIPAUX ÉCONOMISTES

Dans ce second chapitre, nous allons aborder le système de pensée développé par les principaux économistes de l'entre-deux-guerres. Le premier chapitre nous a permis de poser un regard d'ensemble sur la science économique et les courants de pensée qui en émanent. Néanmoins, ce survol ne démontre aucunement une vision exhaustive de la pensée économique développée au Canada durant cette période. Il nous apparaît donc nécessaire de pousser plus loin en analysant la pensée des principales figures de la science économique canadienne-française et canadienne-anglaise. Pour ce faire, nous avons sélectionné quatre intellectuels qui représentent les grandes tendances idéologiques présentes au Canada durant les années 1920-1930 : Édouard Montpetit, Esdras Minville, W. A. Mackintosh et Harold A. Innis. Ils sont les principaux artisans de la science économique durant la période en question et ils sont les chefs de file des deux grandes écoles présentes au Canada : l'école milieusiste au Canada français et celle des ressources premières au Canada anglais. Malgré leur appartenance à l'une ou l'autre des écoles mentionnées précédemment, ces économistes ont chacun développé une vision particulière du fonctionnement de l'économie canadienne et de son impact sur la société et la vie politique.

Cette sélection repose sur certaines considérations précises. Du côté anglophone, l'œuvre de Innis et Mackintosh est un incontournable, elle représente un point tournant à deux niveaux. D'abord, ces intellectuels incarnent une nouvelle approche dans l'historiographie canadienne. Rejetant l'orientation constitutionnelle et politique à tendance *whiggish*, Mackintosh et Innis jettent les bases de l'interprétation économique de l'histoire canadienne. Par leurs travaux, ils ont considérablement influencé les historiens des générations subséquentes, dont Donald Creighton, W. T. Easterbrook et Mel Watkins¹. La thèse des produits générateurs (*Staple*) a influencé directement l'élaboration de la thèse laurentienne et

¹ Voir Carl Berger, *Approaches to Canadian History : Essays by W. A. Mackintosh, A. R. M. Lower, F. H. Underhill, W. L. Morton, D. G. Creighton, J. M. S. Careless, M. Brunet*, Toronto, Toronto University Press, 1967, 98 pages.

dans une certaine mesure, la thèse continentaliste. Dans un autre ordre d'idée, Innis et Mackintosh représentent les pionniers de la science économique. C'est autour de ces derniers que les autres économistes de l'époque ont orienté leurs travaux. Cependant, ils ont évolué vers des avenues différentes dès les années 1930. Alors que Mackintosh, qui incarne la tradition interventionniste issue de Queen's, s'oriente graduellement vers le keynésianisme, tout comme la très grande majorité des économistes canadiens-anglais de l'époque, Innis reste méfiant à l'égard de cette nouvelle théorie et de l'interventionnisme étatique en général.

Du côté francophone, Montpetit et Minville représentent les deux grandes figures de l'économie politique; la pensée économique canadienne-française s'oriente essentiellement autour de l'oeuvre de ces deux intellectuels qui incarnent deux traditions idéologiques présentes dans le milieu canadien-français. Ces intellectuels restent des incontournables, car ils ont jeté les bases de l'économie politique au Québec et ont considérablement influencé les générations subséquentes. Comme l'ensemble des économistes francophones de l'avant-guerre, ils entretiennent une conception économique intimement liée au nationalisme et à la notion de survivance canadienne-française. Alors que Minville et l'ensemble du corps professoral des HEC s'orientent graduellement vers un rejet du libéralisme et l'affirmation du corporatisme, Montpetit reste fortement attaché au libéralisme politique et économique. Il incarne en quelque sorte l'exception libérale au sein des économistes francophones durant l'entre-deux-guerres.

2.1 Les économistes canadiens-français : à la recherche d'une doctrine

La richesse, utilisée avec sagesse, nous sera d'un puissant secours, à la condition de nous y intéresser nationalement, si j'ose dire, d'en organiser la poursuite, de nous plier aux disciplines que la pratique ne supplée pas toujours, de méditer la leçon des concurrences qui nous dépossèdent et d'apprendre enfin à substituer à de stériles lamentations une action positive et solidaire, fondée sur une doctrine².

Ces propos de Montpetit incarnent l'état d'esprit des économistes francophones, et par extension, des milieux intellectuels canadiens-français durant l'entre-deux-guerres. Ces penseurs, inspirés par les écrits d'Eroll Bouchette, sont marqués par l'idée d'appropriation de

² Édouard Montpetit, *Pour une doctrine*, Montréal, Librairie d'Action canadienne-française, 1931, p. 17-18.

l'économique à des fins de salut national. Elle modèle leur conception de la science économique. Le rôle de l'économiste est de développer les axes d'une « doctrine » visant à assurer la survivance et la prospérité de la nation canadienne-française dans un Québec qui s'industrialise. C'est précisément ce à quoi les économistes francophones, dont Montpetit et Minville, s'attardent durant l'entre-deux-guerres.

2.1.1 Édouard Montpetit : pour une réforme morale du libéralisme

Édouard Montpetit représente le père de l'économie politique au Canada français. Fondateur et secrétaire de l'École des sciences sociales et économiques de l'Université de Montréal et enseignant à l'École des Hautes Études commerciales (HEC), il contribue à la diffusion du savoir à caractère économique et à la valorisation de l'éducation en général. À bien des égards, il incarne l'image de l'élite canadienne-française. Issu d'une famille de profession libérale³, formé en droit à l'Université Laval, initié à l'économie politique à l'École libre des sciences politiques à Paris, intellectuel de premier plan, promoteur de l'éducation, des arts et de l'héritage culturel français, il est l'un des acteurs les plus importants du milieu intellectuel canadien-français de la première moitié du XXe siècle. Sa pensée économique, qui s'incarne dans une conception large de la société, est le produit du milieu dans lequel il évolue et de son bagage culturel.

L'œuvre de Montpetit a fait l'objet de plusieurs études au cours des dernières années. Perçu comme préfigurant la modernité par certains⁴, comme un penseur libéral prisonnier de ses propres ambivalences et du contexte intellectuel et idéologique dans lequel il s'inscrivait par d'autres⁵, il est néanmoins généralement considéré comme un intellectuel libéral évoluant dans l'univers traditionnel canadien-français⁶. Comme ses contemporains plus conservateurs,

³ Rodolphe Joubert, *Essai sur la vie et l'œuvre d'Édouard Montpetit*, Montréal, Éditions Élysée, 1975, p. 35.

⁴ Roger Bédard, « Édouard Montpetit, précurseur de la Révolution tranquille » *Action Nationale*, Vol. 55, no 8 (1966), p. 899-928; et Peter Southam, « La pensée sociale d'Édouard Montpetit », dans Fernand Dumont, *Idéologies au Canada Français, 1929-1939*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1971, p. 317-349.

⁵ Gérard Bouchard, *La pensée impuissante: échecs et mythes nationaux canadiens-français, 1850-1960*, Montréal, Québec, Boréal, 2004, 319 pages; Marcel Fournier, *L'entrée dans la modernité : science, culture et société au Québec*, Montréal, Éditions St-Martin, 1986, 239 pages; et « Édouard Montpetit et l'université moderne: ou l'échec d'une génération », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 36, no 1 (1982), p. 3-29.

⁶ Southam, *loc. cit.*, p. 344-345.

dont Lionel Groulx et Esdras Minville, un certain nationalisme traditionnel imprègne sa pensée et sa conception de l'économie.

Sa pensée économique nous semble à première vue fort primaire et en rien différente du courant général développé au Canada français durant l'entre-deux-guerres. Comme celle de ses collègues des HEC, elle ne serait que le reflet des réflexes nationalistes d'une société conservatrice et anxieuse devant le processus d'industrialisation. Il s'agit là d'un raccourci simplificateur emprunté par une certaine historiographie⁷. Sa pensée économique est plus complexe et ne repose pas sur les uniques bases d'un nationalisme de survivance. Elle tire en partie ses origines de l'économie politique française et elle tente de faire le pont entre un libéralisme classique et une pensée libérale d'inspiration chrétienne. Elle se situe entre tradition et modernité.

Ses deux volumes à caractère spécifiquement économique, *Sous le signe de l'Or* et *Les Cordons de la bourse*, font office de manuel d'économie bien plus que d'essai théorique ou empirique sur des questions d'ordre économique⁸. Comme le souligne d'ailleurs Gérard Bouchard, il est peu aisé d'y déceler une quelconque pensée⁹. Nous pouvons cependant repérer, à travers l'ensemble de son œuvre, les principaux axes d'une vision économique. Dans ses premiers écrits, qui datent des années 1913-1921, Montpetit esquisse les premiers traits de sa pensée¹⁰. Il s'agit essentiellement de réflexions sur l'indépendance économique canadienne-française et d'appels à la prise en charge du destin national via l'économie. De prime à bord, on y décèle une francophilie et un attachement fort à l'ancienne métropole française. Cet attachement est récurrent durant la période étudiée. Pour Montpetit, les Canadiens français doivent prendre parti pour la richesse, ce qui lui vaudra d'ailleurs certaines

⁷ Robin Neill, *A History of Canadian Economic Thought*, Routledge, London, New York, 1991, p. 227; et Douglas Owsam, *The Government Generation :Canadian Intellectuals and the State, 1900-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 1986, p. 215.

⁸ Édouard Montpetit, *Sous le signe de l'or*, Montréal, Éditions Lévesque, 1932, 305 pages; et *Les cordons de la bourse*, Montréal, Éditions Lévesque, 1935, 336 pages.

⁹ Bouchard, *op. cit.*, p. 165.

¹⁰ Édouard Montpetit, *Les survivances françaises au Canada: conférences faites à l'école libre des sciences politiques le 13 et 20 juin 1913*, Paris, Plon-Nourrit, 1914; « Eroll Bouchette et l'indépendance économique du Canada », *L'Action Française*, Vol. 3, no 1 (1919), p. 5-21; et « L'importance du capital humain », texte originalement publié en janvier 1916 et repris dans le premier tome de *La Conquête Économique, Les Forces essentielles*, Montréal, Bernard Valiquette éditeur, 1939, 293 pages.

critiques tout au long de sa carrière¹¹. Selon lui, la richesse, c'est la combinaison de trois facteurs précis; la terre, le capital et le travail. La terre produit la ressource nécessaire à la production du capital et le travail est l'action créatrice derrière la création du capital¹². S'inspirant de l'œuvre d'Eroll Bouchette, il appelle les Canadiens français à se doter d'une politique industrielle qui représente, dans un monde de plus en plus industrialisé, l'une des voies principales vers le progrès et la création de richesses. Il écrit en 1919 :

Si l'agriculture, grâce au progrès de l'industrie laitière, a pris un essor nouveau, une partie de notre population est encore dans un état d'infériorité. L'industrie manufacturière, la grande industrie, ne s'étant pas encore implantée au Canada, beaucoup de travailleurs ne trouvent pas de champ où déployer leur pleine activité. L'émigration nous a décimés et les centres industriels des États-Unis attirent encore nos ouvriers. Au sein de la richesse et de facilités nombreuses, l'élément français est étouffé, et c'est d'autant plus dangereux que la puissance économique du groupe est une condition de sa survivance¹³.

Pour Montpetit, la survivance et l'essor du Canada français passent par sa force économique. L'appropriation de l'économie est donc plus que nécessaire afin d'assurer la survivance et la prospérité de la nation.

Dans sa perspective, l'économie occupe une fonction organique au sein de la société. Considérant d'abord l'économie comme l'étude de la production et de la distribution des richesses matérielles et humaines, il affirme que la vie économique et par le fait même, la richesse, représente un moyen de satisfaire les besoins matériels et intellectuels de la société :

Le sens pratique a créé des peuples comme l'idéal, jadis, en a formé ; mais les nations qui ont connu d'abord la vie économique éprouvent, une fois grandi, le désir, le besoin, de chercher dans la culture intellectuelle un élément qui les complète, fussent-elles nées dans une époque d'égoïsme et eussent-elles fondé sur les affaires un empire dont la grandeur bientôt ne leur a plus suffi. Ce sera le mérite de l'industrialisme d'avoir permis à l'homme de vivre un peu plus la vie de l'esprit et du cœur en assurant un peu mieux chaque jour la vie du corps. À côté du sillon, nos usines ont grandi. Nous avons fait de merveilleux progrès et nous sommes devenus une nation productrice qui compte et qui prend place dans les préoccupations politiques et économiques du monde contemporain. L'heure de

¹¹ Dans l'introduction de la *Conquête Économique*, Montpetit relate les nombreuses critiques qu'il a subies en prêchant pour l'enrichissement collectif des Canadiens français, ce qui fut souvent confondu avec l'enrichissement individuel (Montpetit, 1939, *op. cit.*, p. 17-18).

¹² Il s'agit de la reprise d'un texte antérieur, *Nos forces économiques*, dont la date est imprécise, mais qui semble avoir été écrit au lendemain de la Première Guerre (*ibid.*, p. 161, 164-165, 170-171).

¹³ Montpetit, 1919, *loc. cit.*, p. 9-10.

l'idée est donc venue pour nous. Qu'une vie intellectuelle plus intense naisse de notre existence matérielle assurée¹⁴.

Montpetit se montre donc favorable à l'industrialisation, car cette dernière permet l'accroissement des richesses matérielles, ce qui représente le prérequis à l'accroissement des richesses intellectuelles de la nation. L'industrialisation est donc perçue comme un instrument potentiel de progrès, notion qui occupe d'ailleurs une place prépondérante dans son univers¹⁵.

Durant l'entre-deux-guerres, il poursuit dans la même veine que ses premiers écrits. Son objectif est d'éveiller les Canadiens français et la classe dirigeante à la nécessité de développer l'éducation économique et de participer à l'essor industriel. Selon lui, le XXe siècle est marqué par l'industrialisation, la destinée des nations se joue non plus sur le plan politique et militaire, mais sur le plan économique¹⁶. Cette participation à l'industrialisation doit cependant s'opérer en tout respect des traditions canadiennes-françaises et les Canadiens français doivent en être les bénéficiaires. Dans l'un de ses ouvrages les plus complets de la période, *Pour une doctrine* (1931), il réaffirme la nécessité de doter la nation d'une politique industrielle, et l'importance qu'elle soit adaptée aux traditions et réalités canadiennes-françaises : « Notre doctrine sera conforme à nos origines, respectueuse de notre lignée française ; elle prendra son point d'appui dans nos traditions, seule raison de nos résistances¹⁷ ». La notion de progrès a donc certaines limites ; elle doit être définie dans le cadre de la tradition.

L'industrialisation est aussi limitée à certains secteurs. Comme Minville, il ne croit pas que la haute finance et la grande industrie soient accessibles aux francophones, du moins pour le moment. Il souhaite plutôt les voir s'occuper du développement de la petite et moyenne industrie.

¹⁴ Afin d'illustrer son propos, l'auteur reprend ici ses propres écrits datant d'octobre 1910. L'origine n'est pas indiquée (Montpetit, « Le problème économique: l'indépendance économique des Canadiens français », *L'Action française*, Vol. 5, no 1 (1921), p. 7).

¹⁵ Voir Southam, *loc. cit.*, p. 318.

¹⁶ Édouard Montpetit, *Pour une doctrine*, Montréal, Librairie d'Action canadienne-française, collection: Documents économiques, 1931, p. 79.

¹⁷ *Ibid.*, p. 80.

Montpetit est fortement attaché aux valeurs libérales, autant sur le plan économique, politique et social. Cela dit, il importe de définir le type de libéralisme auquel il adhère. Il ne s'agit pas d'une conception classique, ou néoclassique, encore moins d'un libéralisme d'inspiration keynésienne. Il s'agit d'un libéralisme d'inspiration chrétienne, qui trouve son socle idéologique dans la doctrine sociale de l'Église catholique. Dans son ouvrage de 1931, il expose clairement sa conception de la philosophie libérale. Il reconnaît l'existence de lois économiques qui ne sont pas immuables. L'homme ne doit pas nécessairement laisser libre cours aux forces économiques¹⁸. Il rejette ainsi l'idée de liberté absolue avancée par les écoles physiocratique et classique¹⁹. Cependant, il accepte les lois du marché et considère l'initiative privée comme le moteur de l'économie. Il se montre cependant hostile au *laissez-faire*, qu'il juge amoral et responsable de la montée des iniquités sociales et, par le fait même, de l'émergence des mouvements révolutionnaires. Ce rejet de l'orthodoxie libérale ne semble pas être une conséquence directe de la crise, bien que cette dernière ait fort probablement accentué ce sentiment, dès 1921, il sert une critique en règle aux tenants de la philosophie libérale classique :

Ici, l'école dite libérale engouffre tous ceux qui s'efforcent d'écrire sur l'économie avec quelque indépendance et, comme elle effraie — quoique l'on oublie qu'il y a une école libérale catholique — on a vite fait d'y ramener tous les suspects. Les libéraux nous ont donné d'excellentes leçons et de précieux arguments; mais, en matière de répartition des richesses, ils ont formulé une doctrine déplorable — celle du *laissez-faire* — qui, d'ailleurs, les a tués. Partout, la réaction est vive et accentuée. Il n'est plus « d'inhumains », s'il est encore, parmi les économistes, des êtres qui croient en la liberté²⁰.

Montpetit appelle essentiellement à la moralisation du capitalisme afin de favoriser une meilleure distribution de la richesse. Elle ne passe pas par une plus grande intervention de l'État, mais par d'établissement de règles et de lois afin de normaliser les actions entre les différents agents économiques²¹. Nous y reviendrons dans le dernier chapitre.

Enfin, il importe de dire quelques mots sur sa méthode et sa vision de l'économie dans l'histoire. Comme le souligne à juste titre Jonathan Fournier, la méthode de Montpetit comme

¹⁸ *Ibid.*, p. 40-41.

¹⁹ Se référant à Adam Smith et Jean Baptiste Say, il nuance le concept de liberté absolue qu'il juge exact en principe seulement (*Ibid.*, p. 39).

²⁰ Montpetit, 1921, *loc. cit.*, p. 10.

²¹ Montpetit, 1931, *op. cit.*, p. 40.

celle de ses collègues est peu théorique et essentiellement basée sur l'observation des faits²². En ce sens, elle est similaire à celles de Mackintosh et Innis et on remarque une proximité avec l'institutionnalisme américain. En ce qui a trait à l'histoire, s'inspirant de l'école historique, il appelle les historiens à prendre plus sérieusement en compte le facteur économique dans l'analyse de l'évolution historique²³. L'économie représente ainsi le moteur de l'histoire.

La pensée économique de Montpetit tranche dans une certaine mesure de celle du reste des économistes canadiens-français de l'époque. Partageant le même leitmotiv, à savoir l'émancipation économique des Canadiens français et la nécessité de développer une politique économique nationale, il se distingue de ses collègues, dont Esdras Minville, par son refus de condamner intégralement le libéralisme et d'adhérer au corporatisme, qui trouve d'ailleurs un terrain fertile dans les milieux universitaires et intellectuels francophones.

2.1.2 Esdras Minville : l'alternative corporatiste

Cet intellectuel marquant de l'entre-deux-guerres au Québec a récemment fait l'objet de quelques études. Perçu à la fois comme un réformateur et un traditionaliste soucieux du respect de la tradition chrétienne et française²⁴, il reste associé à l'élite conservatrice et nationaliste canadienne-française de l'entre-deux-guerres. Tout comme Montpetit, sa conception de l'économie reste indéniablement conditionnée par la tradition chrétienne et le nationalisme²⁵. À la différence de ce dernier, il reste cependant fort méfiant à l'égard de l'industrialisation et de l'urbanisation. Cette méfiance s'accompagne graduellement d'un rejet non pas du capitalisme, mais du libéralisme économique classique, et l'affirmation d'un nouveau mode d'organisation social et économique, le corporatisme²⁶.

²² Jonathan Fournier, « Les économistes canadiens-français pendant l'entre-deux-guerres: entre la science et l'engagement », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, no 3 (2005), p. 400.

²³ Montpetit, 1931, *op. cit.*, p. 93-94.

²⁴ François-Albert Angers, « La pensée économique d'Esdras Minville », *Action nationale*, Vol. 65, nos 9-10 (1976), p. 754; et Dominique Foisly-Geoffroy, *Esdras Minville: Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, Québec, Septentrion, 2004, p. 154.

²⁵ Fournier met en relief la « symbiose » et les liens très étroits entre les milieux nationalistes et les économistes francophones (J. Fournier, *loc. cit.*, p. 397-400).

²⁶ Selon Guy Bélanger, le corporatisme de Minville tire ses origines de la doctrine sociale de l'Église qui, selon lui, représente la doctrine qui convient le mieux aux Canadiens-français. Cette adhésion au corporatisme est

L'œuvre complète de Minville durant l'entre-deux-guerres est volumineuse; il a contribué à de nombreuses revues, dont *l'Action française* et *L'Actualité économique*²⁷. Aux fins de cette étude, nous allons nous concentrer sur ses principaux écrits à caractère économique, afin de tracer les principales caractéristiques de sa pensée et de son évolution au gré des turbulences que traverse le Canada français entre 1920 et 1939.

Minville est originaire de la Gaspésie. Né à la fin du XIXe siècle, dans une famille de pêcheurs, il est rapidement confronté aux rigueurs de la vie en milieu rural et en région éloignée²⁸. Après des études aux HEC, desquelles il obtient une licence en commerce, il joint son corps professoral en 1922 et contribue, avec d'autres diplômés, à la création de *L'Actualité économique* en 1925. Par son éducation, il se distingue des trois autres intellectuels de cette présente étude. Sa scolarité universitaire est brève, et contrairement à plusieurs de ses collègues aux HEC, il n'a pas étudié à l'étranger²⁹. Malgré tout, il a fait une longue carrière d'enseignant aux HEC, en étant aussi son directeur de 1938 jusqu'à sa retraite en 1962. À la fin des années 1930, sous le gouvernement Duplessis, il est brièvement nommé conseiller au ministère du Commerce et de l'Industrie, où il œuvre à la mise en place de son inventaire des ressources.

Nous pouvons distinguer deux phases dans sa pensée pendant l'entre-deux-guerres. Une première phase qu'on peut considérer comme une période de critique et de dénonciation de l'infériorité économique des Canadiens français et de l'afflux des capitaux étrangers au Canada. Cette phase, qui s'étend de 1923 au début des années 1930, est caractérisée par de nombreux écrits dont, *L'ennemi dans la place : le capital étranger*, *La défense de notre capital humain : Le réservoir de la race*, *Agir pour vivre* et *Le capitalisme et ses abus*. Il

essentiellement modulée par le contexte de la crise économique. Après la guerre, au fur et à mesure que l'économie capitaliste se relève, les références corporatistes de Minville s'amenuisent (Guy Bélanger, « Le syndicalisme catholique et le corporatisme au Québec », *Mémoire de M.A.*, Université de Montréal, Département d'histoire, 1983, p. 61-66).

²⁷ Pour une liste exhaustive des écrits de Minville, voir la bibliographie de Dominique Foisy-Geoffroy (*op. cit.*, 2004).

²⁸ Pierre Trépanier, « Esdras Minville (1896-1975) et le traditionalisme canadien-français », *Les Cahiers des dix*, no 50 (1995), p. 287-288; et Foisy-Geoffroy, *op. cit.*, p. 12-13.

²⁹ J. Fournier, *loc. cit.*, Annexe 1.

critique la trop rapide industrialisation du Québec, le danger pour la nation canadienne-française de subir les abus du libéralisme économique et d'être assujettie à l'influence étrangère via les capitaux britanniques et surtout américains.

La deuxième phase, qui s'étend de 1933 à 1939, est caractérisée par son adhésion aux idées corporatistes et au développement d'un modèle alternatif à l'économie libérale. Cette période est bien sûr marquée par la crise économique, qui accentue le discrédit du libéralisme, et qui pousse cette génération d'intellectuels à chercher de nouveaux modèles. Minville cherche alors à développer une politique économique respectueuse de la tradition française et chrétienne qui soit bien adaptée au milieu canadien-français.

Dans les années 1920, il dénonce la situation économique des Canadiens français ainsi que les profondes conséquences de l'industrialisation. Profondément traditionaliste, il n'est pas nécessairement opposé à l'industrie et refuse, selon Angers, le repli vers l'agriculturisme³⁰. Il s'inquiète cependant du processus rapide d'industrialisation et d'urbanisation de la province. S'inspirant de certains intellectuels français, dont Lucien Romier et Frédéric Le Play³¹, il appelle à un rééquilibrage du rapport entre l'activité agricole et l'industrie. Pour lui, la vie rurale représente le socle de la nation et l'élément principal sur lequel repose la prospérité du Canada français :

L'élément rural de la population représente en quelque sorte la stabilité, la continuité, tandis que l'élément urbain donne plutôt l'idée d'une masse toujours en mouvement et en voie de transformation. La nécessité d'une classe rurale prospère et satisfaite ne fait de doute pour personne : le progrès de nos villes en dépend; l'avenir de notre peuple y est intimement lié³².

Sa vision de l'agriculture comme source principale de richesse n'est pas étrangère à l'école physiocrate. Outre un idéalisme rural fort présent, il y a aussi chez lui la crainte d'une industrialisation essentiellement soutenue par des capitaux étrangers. Cela aurait pour effet de prolétarianiser la société canadienne-française et par le fait même de réduire sa marge de

³⁰ Angers, *loc. cit.*, p. 733-734.

³¹ Foisy-Geoffroy, *op. cit.*, p. 33-35.

³² Esdras Minville, « La défense de notre capital humain, le réservoir de la race », *L'Action française*, Vol. 15, no 5 (1926), p. 276.

manœuvre. Il nous est donc permis d'affirmer la présence d'une certaine conception agriculturiste au sein de sa pensée.

Cette crainte de l'investissement étranger est récurrente chez Minville dans les années 1920. Il cherche à doter le Canada français et plus particulièrement la province de Québec, de moyens de réappropriation de son économie. Cette réappropriation passe par une critique de l'investissement étranger et plus particulièrement de l'investissement américain. Dès le début de sa carrière, en 1923, il dénonce vigoureusement l'impérialisme économique des États-Unis³³. Ces investissements américains, en plus d'assurer un contrôle indirect de l'étranger sur l'économie canadienne, entraînent une industrialisation et une urbanisation trop rapide à ses yeux³⁴. Cette industrialisation, en plus d'ébranler la vie rurale, perturbe considérablement l'économie canadienne. Elle expose le Canada à l'économie cyclique et aux fluctuations des marchés internationaux :

Pour peu qu'elle continue à sa vitesse présente, l'industrialisation du Canada menace de lui faire perdre, d'ici quelques années, son caractère de pays agricole que, dans son meilleur intérêt, il devrait conserver longtemps encore. Cette transformation soudaine met en péril la stabilité économique du pays, l'expose aux conséquences les plus désastreuses des crises et périodiquement le fait passer par de profondes dépressions dont il ne se relève que difficilement³⁵.

Comme nous allons le constater un peu plus loin, Minville démontre une appréhension similaire à celle d'Innis à l'égard de l'évolution de l'économie canadienne. Ce que nous verrons plus loin.

Comme pour Montpetit, l'économie occupe pour lui une fonction organique au sein de la société. La maîtrise des leviers économiques est comprise comme l'un des moyens d'assurer la survie et la prospérité de la nation canadienne-française. Dès 1927, dans *Agir pour vivre*, il plaide pour une meilleure coordination des efforts et la nécessité d'une politique nationale de développement économique³⁶. Cette politique ne consiste pas en un dirigisme étatique, mais

³³ Esdras Minville, « Les Américains et nous », *L'Action française*, Vol. 10, no 2 (1923), p. 97-105.

³⁴ Esdras Minville, « L'ennemi dans la place : Le capital étranger », *L'Action française*, Vol. 11, no 6 (1924), p. 330-331.

³⁵ *Ibidem*.

³⁶ Esdras Minville, « Agir pour vivre! », *AE*, Vol. 3, no 8 (1927), p. 146-161. Il s'agit d'une communication prononcée dans le cadre d'une conférence présidée par E. Montpetit et portant sur la situation économique de la

en la formation d'un conseil d'orientation économique afin de mieux guider les décideurs politiques et mettre l'économie au service de l'intérêt national. Certaines de ses idées phares comprennent l'inventaire des ressources, une meilleure éducation économique, la création d'ordres professionnels et la coopération entre les décideurs et les différents agents économiques. Avant même la crise, il se montre ainsi critique du libéralisme et hostile au *laissez-faire*. Avec la crise, sa pensée évolue vers le corporatisme, qui permet de civiliser et d'humaniser le libéralisme économique. C'est devant l'incapacité de résorber la crise et face à l'impression qu'elle est le résultat de profonds désordres au sein du capitalisme libéral, qu'il a cherché de nouvelles solutions³⁷.

Pour Minville, la grande dépression vient confirmer l'échec d'un système reposant sur le *laissez-faire*, et à ses yeux, il apparaît nécessaire de construire un ordre nouveau³⁸. Cet ordre nouveau a pour but d'atténuer les excès du libéralisme et proposer une alternative traditionaliste et chrétienne aux courants révolutionnaires alors en vogue³⁹. Inspirée de la doctrine sociale de l'Église et des différents régimes corporatistes de l'Europe catholique, Minville développe un véritable programme de restauration sociale et économique adapté aux Canadiens français⁴⁰.

Son système repose sur une conception organique de la société. Dans un article paru en 1937, il explique en détail son projet d'organisation corporative dans les différents secteurs économiques. Les corporations professionnelles regroupent des syndicats et des patrons afin d'assurer l'efficacité et le développement harmonieux de la profession. Elles sont chapeautées par des chambres corporatives municipales et régionales afin de tenir compte du territoire et de

province de Québec. Cette conférence fut organisée par la Société des conférences de l'École des Hautes Études Commerciales.

³⁷ Esdras Minville, *Propos sur la conjoncture des années 1925-1938* (édité par François-Albert Angers et Ruth Paradis), Fides, les Presses des HEC, Montréal, 1984, Vol 1, p 322-323.

³⁸ Pierre Harvey, « Les idées économiques d'Esdras Minville des débuts à la maturité : 1923-1936 », *L'Action nationale*, Vol. 65, nos 9-10 (1976), p. 628.

³⁹ Sur le corporatisme, voir les travaux de Clinton Archibald, *Un Québec corporatiste?*, Hull, Asticou, 1984, 429 pages; Pierre Trépanier, « Quel corporatisme? (1820-1965) », *Le cahier des dix*, no 49 (1994), p. 159-212; et Jean Philippe Warren, « Le corporatisme canadien-français comme « système total ». Quatre concepts pour comprendre la popularité d'une doctrine », *Recherches sociographiques*, Vol. 45, no 2 (2004), p. 219-238.

⁴⁰ Esdras Minville, « L'organisation corporative sur le plan national canadien-français », *L'Action nationale*, Vol. 3, no 1 (1936), p. 30-31.

la géographie spécifique du Québec. Les questions à caractère national sont soumises à un organisme supérieur dont le but serait la maximisation des forces productives de la collectivité⁴¹. À la différence des régimes corporatistes d'Europe, dont l'Italie de Mussolini, les corporations au Québec doivent rester indépendantes des pouvoirs publics et elles ne sont aucunement inféodées à l'État⁴².

Le corporatisme économique tel qu'il le conçoit permet de substituer au *laissez-faire* la planification ordonnée des activités économiques grâce notamment à un conseil d'orientation économique. Les représentants des corporations qui en font partie élaborent des lignes directrices en matière de développement économique et industriel. Ce modèle n'implique pas un dirigisme étatique, mais une concertation des différents agents économiques⁴³.

Un autre volet important de sa pensée est de substituer l'esprit de coopération à l'individualisme libéral⁴⁴. L'individualisme, sous-produit du libéralisme, entraîne une organisation déficiente de la vie économique. L'intérêt commun et national est tout simplement occulté. Les différents agents économiques doivent coopérer et agir comme un tout afin d'assurer la prospérité et la paix sociale⁴⁵. Ce système permet la fin de la lutte de classe, tout en laissant une place à l'individualisme, qu'il juge à la base de l'initiative et de l'innovation pourvu qu'il soit accompagné de l'esprit de coopération⁴⁶.

Reposant sur la société civile plutôt que sur l'État, le corporatisme qu'il préconise ne doit pas être imposé par les textes de loi, mais provenir de la société civile : « Elle (l'institution corporative), doit jaillir de la réalité sociale elle-même, surgir de la masse

⁴¹ Bélanger, *loc. cit.*, p. 64.

⁴² À ses yeux, le corporatisme semble être le modèle le mieux adapté à la nation canadienne-française. Les Canadiens français, par leur homogénéité et leurs racines catholiques, sont les plus aptes à comprendre et à accepter les postulats de la doctrine sociale de l'Église. De plus, le positionnement social du groupe en question rend l'implantation du régime corporatif plus facile. Selon Minville, il existe d'ailleurs déjà de nombreuses organisations précorporatives (Minville, 1936, *loc. cit.*, p. 26-27).

⁴³ Esdras Minville, « Les conseils économiques dans le monde », *AE*, Vol. 9, nos 5-6 (1933), p. 218-219.

⁴⁴ Sur la question de la coopération, voir Ruth Paradis, « Esdras Minville et la pensée coopérative idéologique au Québec », *Action nationale*, Vol. 69, no 2 (1979), p. 107-116; et « La pensée coopérative de Esdras Minville de 1924 à 1943 », *Action nationale*, Vol. 69, no 7 (1980), p. 518-526.

⁴⁵ Esdras Minville, « Quelques aspects du problème social dans la province de Québec », *AE*, Vol. 14, no 7 (1938), p. 424.

⁴⁶ Esdras Minville, « La bourgeoisie et l'économique », *AE*, Vol. 14, no 12 (1939), p. 413.

populaire comme la réalisation d'un désir, le fruit d'une conviction profonde et générale⁴⁷». Réfractaire au totalitarisme et à la centralisation étatique, il propose des solutions en accord avec ce qu'il considère être les valeurs et traditions propres au Canada français. Sa pensée s'est développée selon ses valeurs catholiques et en accord avec son époque et son milieu.

2.2 Les économistes canadiens-anglais : le problème canadien

Durant les années 1920 et 1930, la nouvelle génération d'économistes canadiens-anglais, incarnée principalement par Harold Adam Innis et William Archibald Mackintosh, jette les bases d'une nouvelle approche historique, basée essentiellement sur l'étude de l'évolution économique du Canada et l'influence des forces économiques sur le développement des institutions sociales et politiques. Ils tentent ainsi de donner des explications aux problèmes de l'économie canadienne durant l'entre-deux-guerres. Comme leurs collègues francophones, ils sont réfractaires, du moins avant la crise, à l'analyse purement théorique, et leur objet d'étude porte strictement sur le milieu canadien. Influencés par l'école historique allemande, plus précisément par l'école institutionnaliste américaine, ils cherchent à comprendre l'économie canadienne en investiguant le passé.

2.2.1 Harold A. Innis : La théorie du « *Staple* »

Harold A. Innis est considéré comme l'un des plus grands intellectuels de sa génération. Son œuvre, qui touche à des sujets fort divers, dont l'économie et la communication, a fait l'objet de plusieurs travaux et interprétations diverses depuis les 50 dernières années⁴⁸. Sa principale contribution à l'histoire économique, la théorie du « *Staple* », n'a cessé de soulever des débats. Certains y voient un caractère marxisant⁴⁹, d'autres une

⁴⁷ Minville, 1936, *loc. Cit.*, p. 28.

⁴⁸ Parmi ces nombreux travaux, nous pouvons souligner ceux de Alexander J. Watson, *Marginal Man : The Dark Vision of Harold Innis*, Toronto, Toronto University Press, 2006, 525 pages; Donald Creighton, *Harold Adams Innis : Portrait of a Scholar*, Toronto, University of Toronto Press, 1957, 146 pages; Charles Acland et William J. Buxton, *Harold Innis in the New Century Reflections and Refrctions*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999, 435 pages; et Robin Neill, *A New Theorie of Value : The Canadian Economics of H. A. Innis*, Toronto, Toronto University Press, 1972, 159 pages.

⁴⁹ C. B. Macpherson, « By Innis out of Marx: The revival of Canadian Political Economy », *Canadian Journal of Political and Social Theory*, Vol. 3, no 2 (1979). Cet article s'inscrit dans un contexte particulier. Dans les années

théorie explicative de la croissance⁵⁰, et finalement, plusieurs l'analysent en continuité avec la pensée libérale classique⁵¹. Quoiqu'il en soit, elle reste néanmoins encore aujourd'hui l'un des principaux cadres explicatifs de l'histoire canadienne.

Notre objectif est de brièvement dresser le portrait de la pensée innisienne des années 1920-1940 à travers l'analyse de ses principaux écrits. Classer la pensée d'Innis est une tâche des plus ardues vu le caractère spécifique de cette dernière, qui, comme le souligne Daniel Drache, n'obéit aucunement à l'axe traditionnel gauche droite⁵². Pour ce faire, nous allons brièvement nous intéresser aux écrits de l'entre-deux-guerres, dont l'incontournable *Fur Trade*, mais aussi certains essais forts intéressants dont *The Penetrative Powers of Price System*.

Tout comme Esdras Minville, Innis est originaire du milieu rural et sa famille n'entretenait aucune relation avec les élites intellectuelles ou politiques. Originaire du sud de l'Ontario, issu d'une famille agraire et ayant étudié à différents endroits au Canada, dont l'Ouest, il est dès son jeune âge confronté aux réalités des milieux ruraux, ainsi qu'à leurs griefs⁵³. Après des études à l'Université McMaster et sa participation à la Première Guerre mondiale, il entre à l'Université de Chicago où il obtient un doctorat en économie politique en 1922. De retour au Canada, il enseigne au département d'économie politique de l'Université de Toronto, dont il devient le directeur en 1937.

Son œuvre économique explique l'histoire du Canada à travers l'analyse de l'impact de ses ressources et des changements technologiques issus des centres industrialisés. S'appuyant

1970, de nombreux historiens et politologues rattachés à la *Dependant School* et à la gauche canadienne ont tenté de lier la théorie des premières ressources au matérialisme historique et, dans une certaine mesure, à l'approche marxiste. Ces chercheurs ont vu en la théorie d'Innis la base explicative de la dépendance du Canada envers ses ressources naturelles (*Staples Trap*), et par le fait même, aux marchés mondiaux. Voir aussi Mel Watkins, « The Staples Theory Revisited », *Journal of Canadian Studies*, Vol. 12, no 5 (1977), p. 83-94.

⁵⁰ Mel Watkins, « A Staple Theory of Economic Growth », *CJEPS*, Vol. 29, no 2 (1963), p. 141-158.

⁵¹ David McNally, « Staple Theory as Commodity Fetishism: Marx, Innis and Canadian Political Economy », *Study in Political Economy*, Vol. 6 (1986), p. 35-64.

⁵² Daniel Drache, « Celebrating Innis: The Man, the Legacy, and Our Future », dans H. A. Innis (Édité par Daniel Drache), *Staples, Markets and Cultural Change: Selected Essays*, Montréal, McGill/Queen's University Press, 1995, p. xv-xvi.

⁵³ Creighton, *op. cit.*, p. 27.

sur une perspective centre-périphérie (métropole-colonie), il interprète le développement économique et politique en fonction de l'exploitation des ressources, qui représente l'élément déterminant de l'évolution historique du Canada. C'est l'idée maîtresse de son ouvrage de 1930, *The Fur Trade in Canada : An Introduction to Canadian Economic History*, qui représente le canon de la *Toronto School*.

La pensée et la méthode innisienne tirent leurs origines de l'institutionnalisme américain développé par Thorsten Veblen à l'Université de Chicago à la fin du XIXe siècle⁵⁴. Cette école, rejetant la théorie de l'équilibre développée par les marginalistes et manifestant un scepticisme devant le caractère scientifique de l'économie, considère l'homme et la société dans laquelle il s'inscrit, comme le produit d'un long processus historique évolutif et sélectif sur lequel l'individu n'a que très peu de contrôle⁵⁵. La liberté réelle de l'homme reste limitée; il est ainsi prisonnier de la culture et des institutions dans lesquels il vit et il est condamné à subir les chocs de nombreux facteurs externes, dont la technologie⁵⁶. L'influence institutionnaliste et le déterminisme qui l'accompagne sont manifestes dans la théorie du « *Staple* » d'Innis. Dans un article rendant compte du travail de Veblen, il exprime ainsi sa vision de l'économie et de l'analyse économique :

The conflict between the economics of a long and highly industrialized contry such as England and the economics of the recently industrialized new and borrowing contries will become less severe as the study of cyclonics is worked out and incorporated in a general survey of the effects of the industrial revolution such as Veblen has begun and such as will be worked out and revised by later students⁵⁷.

Innis suggère donc d'étudier globalement la structure économique dans laquelle nous vivons et d'analyser les effets de cette dernière sur la société et les institutions.

Cette remarque nous amène vers un autre aspect, qui reste fondamental dans l'analyse de sa pensée. La méthode utilisée par Innis est à bien des égards similaire à celles de l'École

⁵⁴ Robin Neill consacre un chapitre complet sur le passage d'Innis à l'Université de Chicago (Neill, 1972, *op. cit.*, p. 20-34. Voir aussi p. 40-41).

⁵⁵ David Seckler, *Thorsten Veblen and the Institutionalists: A Study in the Social Philosophy of Economics*, Londres, Macmillan, London School of Economics and Political Science, 1975, p. 7-8.

⁵⁶ *Ibidem*.

⁵⁷ Harold A. Innis, « The Work of Thorstein Veblen », dans Mary, Q. Innis, *Essays in Canadian Economic History*, University of Toronto Press, Toronto, 1956 (1962), p. 26. Cet article fut originalement publié en 1929 (*Southwester Political and Social Science Quarterly*, Vol. 10 (1929), p 56-68).

institutionnaliste. La théorie, les méthodes et même la pensée économique issue d'Europe ne lui semblent aucunement satisfaisantes dans le contexte canadien. Il plaide donc pour une approche historique qui permettrait d'expliquer le développement des nations en voie d'industrialisation⁵⁸. Tout comme les institutionnalistes, et comme les économistes franco-canadiens, il s'oppose à la vision déductive de l'économie classique et opte pour une méthode inductive basée sur l'observation des faits, ce qui s'avérerait plus révélateur à son point de vue dans le contexte nord-américain.

C'est à partir de 1927, après s'être initialement intéressé à la question des chemins de fer et au Canadien Pacifique qu'il amorce la réalisation de son ouvrage maitresse⁵⁹. En analysant les facteurs géographiques dans le développement économique et politique du Canada, il jette les bases, avec *The Fur Trade in Canada*, de l'institutionnalisme canadien⁶⁰. Pour lui, le Canada est le produit de deux facteurs précis : la géographie et l'ordre économique, ordre d'abord caractérisé par le commercialisme européen et ensuite, l'industrialisation britannique et plus tard américaine.

Dans une perspective historique, l'économie pionnière du Canada est d'abord dépendante de la métropole et des centres industrialisés en approvisionnement de biens manufacturés. Afin d'obtenir ces biens, la colonie exporte ses matières premières, en premier lieu la morue et ensuite la fourrure. Le Canada devient ainsi l'extension de la Grande-Bretagne industrielle :

The economic history of Canada has been dominated by the discrepancy between the centre and the margin of western civilisation. Energy has been directed toward the exploitation of staple products and the tendency has been cumulative. The raw material supplied to the mother country stimulated manufactures of the finished product and also of the products which were in demand in the colony. (...) Population was involved directly in the production of the staple and indirectly in the production of facilities to promoting production. Agriculture, industry, transportation, trade, finance and governmental activities tend to become subordinate to the production of the staple for a more highly specialized manufacturing community. These general tendencies may be strengthened by governmental policy as in the mercantile system but the importance of

⁵⁸ Harold A. Innis, « The Teaching of Economic History in Canada », *CCE*, Vol. 2 (1929), p. 52.

⁵⁹ Sa thèse de doctorat, qui porte sur le Canadien Pacifique, fut publiée en 1923 (*A History of the Canadian Pacific Railway*, Toronto, McClelland and Stewart, 1923).

⁶⁰ En 1927, Il écrit *Fur Trade in Canada*, dans lequel il propose une analyse de la traite des fourrures. Il s'agit essentiellement du préambule à l'ouvrage de 1930.

these policy varies in particular industries. Canada remained British in spite of free trade and chiefly because she continued as an exporter of Staples to a progressively industrialized mother country⁶¹.

Le Canada sert ainsi de lieu d'approvisionnement en matières premières pour les nations industrielles et de débouché pour leurs produits manufacturés. L'impact sur le Canada n'est pas négligeable. L'exploitation des différents produits générateurs, d'abord la fourrure et ensuite le bois, a nécessité de substantiels investissements en infrastructures pour le transport ainsi qu'une aide constante de la part des gouvernements. Ces besoins financiers ont contribué à une centralisation graduelle des pouvoirs politiques dans les colonies d'Amérique du Nord et ont conduit à la Confédération⁶².

Cet ordre économique basé sur l'exploitation des ressources naturelles s'accompagne d'un déterminisme géographique. Pour Innis, le Canada est fondamentalement une extension de l'Europe industrialisée, sa société et ses institutions sont construites et structurées en fonction des ressources demandées par les nations industriellement avancées. De plus, les frontières géographiques du Canada actuel furent déterminées en fonction de la demande de ces ressources. Ainsi donc, l'unité géographique du Canada est le résultat de l'exploitation des fourrures, ce qui a eu influence considérable sur le développement économique futur⁶³.

Avec *The Fur Trade in Canada*, nous pouvons identifier les principaux axes de la pensée économique innisienne. Le Canada et les nations neuves sont purement le produit de l'ordre économique existant et elles subissent les contrecoups des politiques mises en place par les métropoles industrialisées. En canalisant les énergies et les capitaux vers l'exploitation des principales ressources, l'économie des ces nations neuves devient excessivement exposée aux fluctuations de l'économie mondiale. Ce modèle entraîne ainsi les nations périphériques dans une perpétuelle spirale de dépendance à l'égard des métropoles⁶⁴.

⁶¹ Harold A. Innis, *The Fur trade in Canada: An introduction to Canadian Economic History*, Yale University Press, 1930, nouvelle édition de 1999, University of Toronto Press, p. 385.

⁶² *Ibid.*, p. 396.

⁶³ *Ibid.*, p. 393.

⁶⁴ Daniel Drache, « Harold Innis and Canadian Capitalist Development », dans Gordon Laxer (dir), *Perspectives on Canadian Economic Development: Class, Staples, Gender and Elites*, Oxford, Oxford University Press, 1991, p. 22.

Vers la fin des années 1930, la pensée d’Innis évolue et se complexifie alors qu’il critique le capitalisme monopolistique issu des États-Unis et s’intéresse à l’impact de l’industrialisation et de la technologie sur la société en général⁶⁵. Dans son essai publié en 1938, *The Penetrative Powers of Price System*, s’inspirant d’Adam Smith, il découpe l’histoire économique canadienne en quatre périodes : le féodalisme, le commercialisme, l’industrialisation *paléotechnique* et l’industrialisation *néotechnique*. Au moment où il publie son article, l’Amérique du Nord complète, selon lui, son entrée dans la dernière phase, caractérisée par l’émergence de nouvelles sources d’énergie, un vaste développement technologique et la concentration urbaine. Le changement d’une phase à une autre est essentiellement le produit de l’évolution de ce qu’il nomme le *Price System*. Les changements dans la structure des prix favorisent l’innovation technique et le passage vers de nouvelles matières premières nécessaires à une industrialisation en constante évolution : « The movement of goods from light and valuable raw materials to heavy and cheap raw materials »⁶⁶.

Selon Innis, ces changements économiques entraînent des conséquences néfastes pour l’économie canadienne et ont des répercussions non négligeables sur ses institutions sociales et politiques. L’État fédéral canadien est essentiellement le produit de la première phase d’industrialisation et des politiques commerciales anglaises⁶⁷. En plaçant l’exploitation des ressources entre les mains des provinces et le commerce international entre celles du fédéral, il interprète l’Acte de l’Amérique du Nord comme un instrument ayant pour objectif de stimuler le commerce⁶⁸. Le caractère décentralisé de la fédération canadienne a provoqué des distorsions majeures lorsque le Canada a commencé à subir les influences du capitalisme américain. L’industrialisation qui en a résulté, soutenue par de nouvelles avancées technologiques, a orienté l’économie canadienne vers l’exploitation de nouvelles ressources, dont l’électricité et les pâtes et papiers. Cette évolution a considérablement affaibli les

⁶⁵ W. T. Easterbrook, « Innis and Economics », *CJEPS*, Vol. 19, no 9 (1953), p. 294.

⁶⁶ Harold A. Innis, « The Penetrative Power of Price System », *CJEPS*, Vol. 4, no 3 (1938), p. 317. Il s’agit originalement d’un exposé présenté à l’occasion de son accession à la présidence de l’Association des économistes canadiens en 1938.

⁶⁷ Harold A. Innis, « The Wheat Economy », dans G.E. Britnell, *The Wheat Economy*, University of Toronto Press, Toronto, 1939, p. XIV.

⁶⁸ *Ibidem*.

provinces de l'Ouest, dont l'économie était basée sur le blé, et fut avantageuse pour celles de l'Est du pays.

Selon Innis, la structure politique et les politiques mises de l'avant par le gouvernement fédéral furent néfastes. Sa politique tarifaire a favorisé l'industrialisation de l'Est du pays et a accentué le fardeau financier des Prairies. Essentiellement, le passage vers l'industrie néotechnique a provoqué la décroissance des régions basées sur les ressources naturelles propres à l'ancien type d'industrialisation. En stimulant l'expansion industrielle et en soutenant financièrement les régions en perte de vitesse, le gouvernement a accru considérablement son fardeau financier. Ces problèmes structurels ont été accentués par la crise.

Sur le plan idéologique, est-il possible de classer la pensée d'Innis? Malgré ses critiques de l'économie capitaliste et des penseurs marginalistes du début du XXe siècle, sa pensée reste tout de même liée au libéralisme⁶⁹. Son œuvre reste teintée par la pensée d'Adam Smith et son analyse est ancrée dans une optique commerciale⁷⁰. Il juge d'ailleurs que l'école marginaliste et le capitalisme moderne sont en rupture avec les idées de Smith⁷¹. Il est alors difficile de le rattacher à une école de pensée. Même s'il a relevé les nombreux problèmes liés à la structure économique canadienne et mis en relief le caractère déterminant du système capitaliste sur les institutions sociales et la vie des individus, il n'a cependant formulé que très peu de solutions et il est resté méfiant à l'égard des différents courants de pensée alternatifs au libéralisme que ce soit le communisme, le socialisme et aussi le keynésianisme.

⁶⁹ Selon Neill, l'importance accordée aux moyens de transport et la spécialisation de produits d'exportation et d'importation dans le commerce entre métropole et colonie sont dues à l'influence de la pensée d'Adam Smith. Innis base donc en partie son analyse sur la pensée libérale classique. De plus, Bickerton, Brooks et Gagnon soutiennent qu'Innis fut un penseur libéral hostile aux idées socialistes. Le libéralisme qui anime sa pensée trouverait ses racines dans la tradition libérale conservatrice anglaise du XVIIIe siècle (Neill, 1972, *op. cit.*, p. 39; et James Bickerton, Stephen Brooks et Alain Gagnon, *Six penseurs en quête de liberté, d'égalité et de communauté : Grant, Innis, Laurendeau, Rioux, Taylor et Trudeau*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003, p. 18-19 et 24).

⁷⁰ Selon McNally, Innis, par son approche, n'est en rien différent de la pensée libérale classique. Pour Innis, comme pour Smith, le commerce est essentiellement perçu comme l'élément déterminant dans l'évolution de l'industrialisation et l'expansion géographique du capitalisme. En adoptant le *market abstractionism* de Smith et voyant le commerce entre nations comme le principal élément déterminant les structures sociales et politiques, il n'a fait que reproduire le même schéma de pensée que les penseurs libéraux. Il fut incapable de voir le commerce comme faisant partie d'un mode de production global, qu'est le capitalisme (McNally, *loc. cit.*, p. 38-39).

⁷¹ Innis, 1938, *loc. cit.*, p. 319.

2.2.2 W.A. Mackintosh : le prélude au keynésianisme canadien

William Archibald Mackintosh est fort probablement le précurseur de la figure moderne de l'économiste au Canada. Issu de la tradition interventionniste de Queen's, il a fait progresser la science économique vers une certaine autonomie par rapport aux autres sciences sociales, autonomie qui sera manifeste après la Seconde Guerre mondiale. Il est l'un des plus ardents promoteurs du rôle de l'économiste, en tant qu'expert pour aider à la mise en place de politiques publiques⁷². Sur le plan idéologique, il préfigure la révolution keynésienne de l'après-guerre⁷³. Premier à s'être penché sur l'impact des *Staples* dans le développement économique et politique du Canada⁷⁴, il est considéré avec Innis comme l'un des fondateurs de l'économie politique moderne au Canada⁷⁵. Les travaux de Mackintosh ont cependant reçu une attention moindre que ceux Innis dans l'historiographie⁷⁶.

Originaire de Madoc dans l'est de l'Ontario et issu d'une famille presbytérienne, il fait ses études au College St-Andrews à Toronto et ensuite gradue de l'Université Queen's en 1916. Après son doctorat obtenu à Harvard, il joint le corps professoral de Queen's en 1920 et succède à O.D. Skelton en 1927 à la tête du département d'économie politique. Dans les années 1930, il participe à titre d'expert à de nombreuses commissions fédérales et il joint la fonction publique fédérale en 1939 comme conseiller de W. C. Clark au ministère des Finances. Après la guerre, il reprend ses activités académiques et devient doyen de la faculté des arts et des sciences de Queen's puis recteur entre 1951 et 1961.

⁷² J. L. Granatstein, *The Ottawa Men: The Civil Service Mandarins, 1935-1957*, Toronto, Oxford University Press, 1982, p. 150.

⁷³ Selon Struthers et Granatstein, Mackintosh adhère en partie aux idées keynésiennes dès 1938 (James Struthers, *No fault of their own: Unemployment and the Canadian Welfare State: 1914-1941*, Toronto, Toronto University Press, 1983, p. 182-183; et J. L. Granatstein, *op. cit.*, p. 158).

⁷⁴ Il est généralement admis qu'il fut le premier, cinq ans avant Harold Innis, à développer un cadre explicatif concernant l'impact de l'exploitation d'un produit générateur dans le développement économique du Canada. Dans son article de 1925 sur les coopératives céréalières dans l'Ouest canadien, il soutient que le blé représente le moteur du développement des Prairies. Robin Neill avance cependant que le premier à avoir formulé le concept de *Staples* fut A. F. W. Plumtree (W. A. Mackintosh, *The Canadian Wheat Pools*, Toronto, H.V. Gordon and CO, 1925, p. 1; et Neill, 1991, *op. cit.*, p. 147).

⁷⁵ K. W. Taylor, « Economic Scholarship in Canada », *CJPES*, Vol. 26, no 1 (1960), p. 11.

⁷⁶ L'ouvrage de Barry Ferguson reste encore aujourd'hui le plus complet sur W. A. Mackintosh (Barry Ferguson, *Remaking Liberalism: The Intellectual Legacy of Adam Shortt, O. D. Skelton, W. C. Clark, and W. A. Mackintosh, 1890-1925*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1993, 303 pages).

Pendant l'entre-deux-guerres, il incarne la génération d'universitaires qui voit dans le gouvernement fédéral le moyen pour développer la conscience nationale et contrer les effets dévastateurs de la crise. Influencé par ses collègues et prédécesseurs de Queen's, Mackintosh, contrairement à Innis, considère que l'universitaire doit intervenir dans la sphère publique et conseiller les autorités en matière de politiques publiques⁷⁷.

L'approche historico-économique de Mackintosh est fort similaire à celle d'Innis. Comme ce dernier, il explique le développement économique et politique du Canada à travers l'exploitation des ressources premières, dont principalement le blé. Cependant, les deux économistes divergent sur certaines questions. Dans son célèbre article de 1923, critiquant l'histoire constitutionnelle, il appelle à une réinterprétation de l'histoire canadienne. S'inspirant explicitement de Frederick Jackson Turner et de G. S. Callender, il affirme l'importance des facteurs géographiques et la primordialité des ressources dans le développement colonial⁷⁸. Contrairement à Innis, il a une opinion positive de la canalisation des énergies vers l'exploitation d'un *Staple*⁷⁹. Le franchissement des derniers obstacles naturels, l'ouverture de l'Ouest et l'exploitation du blé ont permis au Canada de passer à la maturité économique. Les retombées de l'exploitation du blé ont permis l'industrialisation de l'Est et elles ont engendré la forte croissance économique des années 1900-1913. Finalement, cette ouverture vers l'ouest a canalisé les frustrations de l'Est du pays, frustrations dues à l'impossibilité d'expansion, et a permis le véritable développement d'une conscience nationale⁸⁰. Pour Mackintosh, le Canada est essentiellement le produit de la frontière. Sont ainsi mises en place les prémices de la thèse continentaliste.

Dans les années 1920, Mackintosh rédige plusieurs articles et ouvrages, principalement concernant la question du blé et de l'économie des Prairies. Dès 1919, alors qu'il est encore

⁷⁷ Barry Ferguson et Doug O'ram, « Social Scientists and Public Policy from the 1920s through World War II », *Journal of Canadian studies/Revue d'études canadiennes*, Vol. 15, no 14 (1980-1981), p. 9.

⁷⁸ Originellement, l'article fut publié en 1923 dans la *Canadian Historical Review* (Vol. 4, no 1 (1923)). En ce qui a trait aux Staples, Mackintosh se réfère aux travaux de Callender (W.A. Mackintosh, « Economic Factors in Canadian History », dans C. Berger, *op. cit.*, 1967, p. 3-4).

⁷⁹ Selon Drache, s'inspirant des États-Unis, Mackintosh concevait l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles comme le moteur du développement industriel au Canada (Drache, 1991, *loc. cit.*, p. 26-27).

⁸⁰ *Ibid.*, p. 14.

professeur au collège de Brandon au Manitoba, il soumet un article sur la question des prix dans le très progressiste journal de l'Université Queen's, le *Queen's Quarterly*. Il remet en question les théories économiques de l'heure, les jugeant inadaptées aux turbulences qui sont survenues durant la Première Guerre. Loin de remettre en cause le caractère scientifique de l'économie, il s'oppose au caractère absolu des principes libéraux énoncés depuis le XVIIIe siècle et dénonce le caractère statique de la science économique. Il appelle essentiellement les économistes à développer les connaissances du fonctionnement de l'économie et à lier la théorie économique aux problématiques actuelles.

Our economic theories are just as logical, just as scientific, as those of any other science, but the body of facts from which our hypotheses are constructed are not so representative or so carefully tested. Because of the human element with which he deals, the economist can never be as sure of his facts as can the physicist, but he can be much more accurate than he ordinary is at present⁸¹.

Mackintosh jette ici les bases de sa conception du rôle de l'économiste et la nécessité de mettre son expertise au service, d'une part, des décideurs, mais aussi des différents agents économiques.

Dans les années suivantes, Mackintosh s'intéresse aux questions économiques liées aux Prairies canadiennes. Dans son ouvrage de 1925, il analyse le mouvement coopératif dans le commerce du blé et reste sceptique quant à certains des objectifs poursuivis par les coopératives, dont celui de contrôler les prix et d'éviter les fluctuations⁸². L'économie des Prairies, reposant essentiellement sur le blé, doit composer avec les fluctuations mondiales du prix et la capacité de régulation chez les agriculteurs est inexistante. Dans la même lignée que son article de 1919, il soutient que l'une des solutions pour améliorer la condition des agriculteurs de l'Ouest passe par une meilleure mise en marché du produit de leur récolte et l'amélioration des techniques de production et non par des tentatives vaines de régulation des prix : « Efforts to improve marketing machinery, to standardize grades, improve production methods have however been much more successful than efforts to influence price⁸³ ». Il fait

⁸¹ W. A. Mackintosh, « Economics, Prices and War », *Queen's Quarterly*, Vol. 26 (1919), p. 452-453.

⁸² Mackintosh, 1925, *op. cit.*, p. 8-9 et 11.

⁸³ *Ibid.*, p. 11.

des constatations similaires en 1934, dans le cinquième volume de la série *Canadian Frontier of Settlement*⁸⁴.

Profondément libéral, Mackintosh ne cherche aucunement à remettre en question l'économie de marché. Inspiré par la philosophie libérale et réformiste de Queen's, son objectif est d'améliorer les connaissances du fonctionnement du marché et de développer l'expertise des économistes et des différents agents économiques à ce propos⁸⁵. Il se montre réfractaire aux idées simplistes, utopiques et teintées de populisme à l'égard de l'économie. Une meilleure connaissance des mécanismes du marché de la part des agents économiques, connaissance acquise via l'expertise des économistes, permettrait une nette amélioration des conditions économiques de l'ensemble de la société⁸⁶. Pour ce faire, il propose l'établissement d'un service administratif au sein de l'appareil gouvernemental afin d'examiner les problèmes économiques de l'heure⁸⁷.

Son attachement au libéralisme et à l'économie de marché tient, d'une part au contexte intellectuel dans lequel il évolue durant l'entre-deux-guerres, mais aussi à sa conception du développement économique canadien. Ce qui a permis le développement d'une économie pionnière comme celle du Canada et son passage à la maturité, c'est précisément le commerce et la demande sur le marché mondial pour les *Staples*. La prospérité comme l'appauvrissement d'une société est directement liée à la question des échanges et du commerce mondial. L'économie fonctionne essentiellement en relation avec les autres pays⁸⁸. Comme Innis, Mackintosh reste ainsi attaché à une conception commerciale de l'économie.

Durant les années 1930, fort du contexte de la crise économique, il s'oriente graduellement vers le keynésianisme. Son adhésion aux idées keynésiennes, qui sera surtout manifeste dans l'après-guerre, tire ses origines dans sa conception même du rôle de l'économiste à l'égard de l'économie. Ce n'est pas cependant une adhésion purement

⁸⁴ W. A. Mackintosh et W. L. G. Joerg, *Canadian Frontier of Settlement, Vol V: Economic Problems of the Prairies Provinces*, Toronto, Macmillan, 1934, p. 54.

⁸⁵ Ferguson, *op. cit.*, p. 218-219.

⁸⁶ Mackintosh, 1919, *loc. cit.*, p. 452.

⁸⁷ Ferguson, *op. cit.*, p. 218.

⁸⁸ W. A. Mackintosh, « Some Aspects of a Pioneer Economy », *CJEPS*, Vol. 2, no 4 (1936), p. 457.

idéologique et totale aux idées de Keynes et à celles de l'école interventionniste. Pour Mackintosh, l'économiste, en tant que spécialiste, doit fonder son jugement à l'égard d'une politique économique en fonction des faits et des éléments rationnels. Ainsi, il peut soutenir une politique interventionniste dans certaines circonstances et une politique de laissez-faire à d'autres occasions à la lumière de circonstances différentes⁸⁹.

Les premières traces de keynésianisme chez lui surviennent lors du débat sur la création de la Banque du Canada en 1933. Dans les années suivantes, l'ampleur de la crise l'amène à être favorable à une plus grande intervention du gouvernement fédéral, d'abord dans le domaine de la construction immobilière et ensuite en supportant le programme d'assurance chômage. Sa participation à la Commission nationale de l'emploi témoigne de son adhésion au keynésianisme⁹⁰. Finalement, en 1939, dans son rapport sur l'évolution économique du Canada pour la Commission Rowell-Sirois, il soutient que devant la faible perspective d'une expansion économique similaire à celle des années 1900-1913 dans l'avenir, en raison la disparition de la frontière, le gouvernement fédéral va devoir jouer un rôle plus important en matière de redistribution des ressources à travers le Dominion au moyen des leviers financiers et fiscaux⁹¹. Les fondements du futur programme de péréquation sont ici tracés. Nous verrons plus en détail sa pensée en matière d'intervention de l'État dans le prochain chapitre.

Conclusion

Au terme de ce survol des principales figures de la science économique de l'entre-deux-guerres, nous pouvons établir certains constats. Autant du côté francophone qu'anglophone, les économistes étudiés rejettent les postulats de l'école marginaliste et les courants théoriques qui en sont issus, qu'ils jugent inadaptés à la situation canadienne.

⁸⁹ W. A. Mackintosh, « An Economist Looks at Economics: The Presidential Address Delivered at a Joint Meeting of the Canadian Political Science Association and the Canadian Historical Association on May 25, 1937 », *CJEPS*, Vol. 3, no 3 (1937), p. 315.

⁹⁰ Selon Neatby, le rapport de la Commission nationale de l'emploi marque l'arrivée des idées keynésiennes au Canada (Blair Neatby, *The Politics of Chaos : Canada in the Thirties*, Toronto, Macmillan of Canada, 1972, p. 84).

⁹¹ W. A. Mackintosh, *The Economic Background of Dominion-Provincial Relations, Appendix III of the Royal Commission Report on Dominion-Provincial Relations*, Toronto, The Carleton Library, 1967 (1939), p. 182-183.

Cependant, ils ne sont pas imperméables aux influences européennes et classiques. La pensée d'Adam Smith et des autres auteurs classiques, mais aussi des physiocrates, est fortement présente chez Innis, Mackintosh, Montpetit et dans une bien moindre mesure, chez Minville. Ces derniers font souvent référence à ces auteurs ainsi qu'à plusieurs économistes et intellectuels contemporains originaires d'Europe. L'économie politique classique a essentiellement servi de base intellectuelle à l'élaboration de leur pensée. Ces économistes ont tous cherché à adapter les théories économiques libérales aux problématiques propres au milieu physique et intellectuel dans lequel ils vivaient.

Nous pouvons finalement tracer certains parallèles intéressants. Les quatre économistes accordent une importance primordiale aux ressources naturelles, elles représentent à leurs yeux un facteur économique déterminant. De façon plus précise, Minville et Innis ont tous deux perçu, à des degrés différents, l'impact de l'industrialisation et de l'exploitation des ressources sur le Canada et les conflits interrégionaux qui en découlent. Finalement, en ce qui a trait au perfectionnement des connaissances et à l'organisation de la vie économique, il y a certaines parentés avec Montpetit, Minville et Mackintosh. Ces derniers cherchent à améliorer et promouvoir l'expertise économique. De plus, bien qu'ils divergent sur le plan idéologique, l'idée des conseils d'orientation économique de Minville peut s'apparenter à la branche administrative proposée par Mackintosh.

TROISIÈME CHAPITRE

LES ENJEUX DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Sur le plan économique, le Canada est confronté à de nombreux défis durant les années 1920-1930. Dans ce dernier chapitre, nous allons nous interroger sur la position des économistes par rapport au contexte social et économique de l'entre-deux-guerres, contexte marqué par la déstabilisation générale de l'après-guerre et par la dépression des années 1930. L'objectif est de comparer leur pensée par rapport aux principales problématiques de la période. De nombreuses questions ont retenu leur attention et celle des gouvernements durant ces années. Outre la question des ressources naturelles, dont nous avons traité au chapitre précédent, des sujets relatifs à la dette, aux chemins de fer et à l'intégration avec le marché américain furent récurrents.

Nous nous attardons cependant à trois questions précises. Tout d'abord, la crise des années 1930 est un incontournable. En effet, il nous apparaît essentiel de porter un regard sur la perception des économistes par rapport à cette crise et de voir en quoi elle a influencé leur pensée. Dans un deuxième temps, nous allons nous attarder à une problématique précise qui découle directement des problèmes structurels de l'entre-deux-guerres et de la crise, soit le débat sur la banque centrale. Des économistes canadiens se penchent alors pour la première fois sur l'opportunité de doter le Dominion de moyens pour atténuer les effets de l'économie cyclique. Enfin, en continuité avec le débat sur la banque centrale, nous allons nous arrêter sur leur pensée à l'égard du rôle de l'État en matière économique.

3.1 Le Canada face à la crise

Les économistes canadiens ont proposé différentes explications de la crise de 1929 et ses conséquences. Du côté francophone, Minville et Montpetit ont avancé des explications très proches les unes des autres et teintées par une vision moralisatrice. Pour Montpetit, la crise est une de surproduction, ce qui est d'ailleurs la conséquence directe de l'industrialisation

massive du XXe siècle et de la mécanisation de la production¹. Il reconnaît aussi que la restriction des échanges durant l'entre-deux-guerres, avec le retour au protectionnisme du principal créancier de la planète, les États-Unis, a favorisé la crise et compliqué la reprise². Cette dernière ne peut s'opérer que par la restauration d'un climat de confiance à l'échelle mondiale, la suspension des dettes de guerre et surtout, avec la reprise du commerce mondial³. Cependant, selon lui, les causes sont plus profondes. Elle est le résultat des excès du capitalisme libéral et de la recherche effrénée du profit. Finalement, l'harmonie économique et sociale ne sera possible que si les mentalités évoluent et si le libéralisme intègre des principes humanistes et des valeurs morales chrétiennes⁴. Une meilleure organisation économique ainsi que l'intervention de l'État ne seront pas suffisantes.

Pour Minville, la crise est le produit du déséquilibre engendré par la Première Guerre et de la prospérité artificielle des années 1920. La situation économique favorable des années d'après-guerre, qu'il associe à une « fièvre », repose essentiellement sur une surutilisation du crédit et le déséquilibre entre les différentes classes sociales⁵. La crise fut donc l'aboutissement logique d'une bulle économique dont les fondements sont très fragiles. Au-delà de ces considérations économiques, il attribue, comme Montpetit, la crise à des causes morales. La grande dépression est en partie le résultat des excès du matérialisme libéral, qui a placé les intérêts matériels au-dessus des valeurs morales et intellectuelles⁶. L'organisation

¹ *Rapports de la Commission des Assurances sociales de Québec*, 6^e Rapport, Province de Québec, 1933, p. 178-181, 186-187.

² Montpetit et ses collègues de la Commission des assurances sociales reconnaissent le caractère naturel des échanges. Le commerce international est à la base du commerce national et il est l'élément clé d'où découle la prospérité économique mondiale. Selon le rapport, le manque d'organisation économique a fait naître des industries en des régions économiquement inappropriées, ce qui a entraîné un conflit de débouchés et, par le fait même, des rivalités entre les différentes industries nationales. Ce conflit a entravé le commerce en élevant, par exemple, des droits de douane. Les conflits entre les nations sur les marchés internationaux ont précipité la crise et rendu fort difficile la reprise (*Ibid.*, p. 184-185).

³ Édouard Montpetit, « Mémoire d'Édouard Montpetit déposé à Montréal lors des audiences du 7 septembre 1933 », dans *Proceedings: Commission on Banking and Currency*, Printer to the King Most Excellent Majesty, 1933, Vol V, p. 2551-2552.

⁴ Voir Montpetit, *Pour une doctrine*, Montréal, Librairie d'Action canadienne-française, collection : Documents économiques, 1931, p. 107-109.

⁵ Esdras Minville, « La fin de la crise? », *AE*, Vol. 8, no 7 (1932), cité dans F.A. Angers et Ruth Leroux, dir, *Le travail : Vol 7 : Propos sur la conjoncture des années 1925-1938 : De la grande prospérité à la grande crise*, Montréal, Les presses H.E.C., 1984, p. 321.

⁶ Esdras Minville, « À travers les revues », *AE*, Vol. 9, no 2 (1933), cité dans *ibid.*, p. 323.

économique dans le futur devrait reposer autant, sinon plus, sur l'esprit, que sur les intérêts matériels :

La véritable civilisation serait donc celle qui prendrait de l'être humain une vue objective et complète, le restaurerait dans sa suprême dignité, et réglerait ses rapports avec les autres hommes et avec les choses dont il est entouré d'après une norme échappant aux contingences de temps et de lieu. Et quelle serait cette norme régulatrice? (...) C'est l'enseignement séculaire du catholicisme, contre lequel le matérialisme libéral n'a pas prévalu, et contre lequel celui de Moscou ne prévaudra pas davantage⁷.

Les deux économistes francophones accordent donc une importance primordiale aux valeurs d'ordre moral dans l'explication des causes de la crise et des dérèglements économiques de l'entre-deux-guerres. La surproduction, le laissez-faire, l'excès du crédit et la prospérité artificielle des années 1920, qui ont culminé avec le Krash de 1929, sont le résultat d'un libéralisme amoral dénué d'humanisme. La dépression des années 1930 a confirmé pour Montpetit la nécessité de réformer le libéralisme et, pour Minville, l'urgence de trouver un modèle alternatif. Elle a donc agi comme le catalyseur de l'évolution de la pensée des économistes francophones.

Du côté anglophone, la crise a donné cours à des interprétations parfois plus complexes. Pour Innis, la crise est le résultat direct de l'évolution du cycle des affaires et ses conséquences sont plus dramatiques pour le Canada à cause de sa dépendance envers les ressources premières et les marchés étrangers⁸. Il s'agit essentiellement d'un problème d'ajustement face à l'évolution de l'industrialisation et du capitalisme. Dès 1934, dans un article qui préfigure *The Penetrative Power of Price System*, Innis voit en l'évolution technologique la source de la crise de 1929 et de la dépression⁹. Les changements technologiques, qui sont à l'origine du passage d'une industrie basée sur les ressources premières dont le coût d'exploitation est plus faible, tel le blé, qu'il qualifiera plus tard d'industrie *paléotechnique*, vers une industrie basée sur l'hydroélectricité et le pétrole, ont provoqué des turbulences majeures dans l'économie canadienne. Ces turbulences furent accompagnées par l'éveil d'un nationalisme économique caractérisé par un retour au

⁷ *Ibidem*.

⁸ Harold A. Innis, « Introduction », dans H. A. Innis et A. F. W. Plumptre, *The Canadian Economy and its Problems*, Toronto, Canadian Institute of International Affairs, 1934, p. 16.

⁹ *Ibid.*, p. 6.

protectionnisme¹⁰. Ce nouveau type d'industrie, qui exige le soutien de l'État et de forts investissements en capital, nécessite aussi des politiques protectionnistes face aux marchés étrangers. L'émergence des barrières tarifaires combinée à la rigidité de l'économie canadienne, rigidité en matière de tarifs et de coût de transport, a accentué les effets de la dépression¹¹. Selon Innis, les nations nouvellement industrialisées et dépendantes des marchés étrangers ont été les premières à réellement ressentir le contrecoup des changements technologiques et elles ont été sévèrement exposées aux effets de la dépression.

Du côté de Mackintosh, la crise représente un réajustement violent de l'économie d'après-guerre¹². Elle est le résultat de plusieurs facteurs, dont les tensions politiques mondiales, le retour au protectionnisme, l'incapacité de l'économie à s'ajuster d'elle-même au nouveau contexte économique, et finalement, l'incapacité, ou l'inexpérience, des États-Unis à assumer son nouveau rôle de nation créditrice¹³. La sévère dépression est la résultante d'une incapacité à retrouver l'équilibre d'avant-guerre¹⁴. La crise fut particulièrement violente pour le Canada vu la nature de son économie, qui est essentiellement basée sur l'exportation de matières premières. La restriction du commerce international, jumelée au protectionnisme européen envers les produits agricoles¹⁵, a grandement exposé l'économie canadienne. La chute des prix des matières premières et la rigidité des coûts de transport et d'exploitation ont provoqué de sérieuses turbulences, principalement dans les régions dépendantes de l'exportation du blé¹⁶. Mackintosh rejoint Innis en ce qui a trait aux intérêts conflictuels entre les régions. En 1939, il explique que le développement de nouvelles technologies et l'exploitation de nouvelles ressources énergétiques dans le nord du pays ont permis de rattraper et même dépasser, dès 1937, le volume d'exportation prévalant avant la crise¹⁷. Cependant, les régions basées sur l'exploitation du blé ont supporté le fardeau de la crise et il

¹⁰ Pour ce dernier, le nationalisme économique fut l'une des causes de la crise, mais aussi l'une de ses conséquences. Il a essentiellement compliqué la relance (*Ibid.*, p. 16-17).

¹¹ *Ibid.*, p. 18-19.

¹² W. A. Mackintosh, *The Economic Background of Dominion-Provincial relations, Appendix III of the Royal Commission Report on Dominion-Provincial Relations*, Toronto, The Carleton Library, 1967(1939), p. 107.

¹³ *Ibid.*, p. 108-109.

¹⁴ W. A. Mackintosh, « Retrospect and Prospect in Europe », *The Queen's Quarterly*, Vol. 53, no 1 (1936), p. 94.

¹⁵ W. A. Mackintosh, « The crisis in Wheat », *The Queen's Quarterly*, Vol. 56, no 3 (1939), p. 350.

¹⁶ Mackintosh, 1939, *op. cit.*, p. 109-111.

¹⁷ *Ibid.*, p. 118-119.

apparaît essentiel à Mackintosh de se questionner sur une meilleure répartition des effets de la crise et des revenus à travers le Dominion¹⁸.

Mackintosh et Innis ont démontré une compréhension profonde des problèmes de l'entre-deux-guerres et de la crise de 1929. Pour Innis, cette crise est le résultat du choc de la transition industrielle provoquée par l'évolution technologique, alors que pour Mackintosh, la dépression est essentiellement la conséquence du déséquilibre provoqué par la guerre. Enfin, pour ces deux économistes, il apparaît nécessaire de raffiner les connaissances sur les origines des problématiques économiques de l'heure et de développer de nouveaux instruments afin d'aider le Canada à traverser cette période de turbulence.

Les économistes francophones et anglophones ont tous perçu la crise comme la consécration d'un profond déséquilibre. Ils se sont montrés hostiles aux solutions radicales et aux replis autarciques, et ils ont ardemment souhaité la reprise du commerce mondial et le retour à un équilibre encadré, pour certains, par des balises morales, et pour d'autres, par une meilleure expertise économique. La crise a accentué plusieurs des problématiques issues de la Première Guerre, dont celles relatives à la question bancaire et monétaire. La création d'une banque centrale est l'un des premiers débats nationaux auxquels les économistes prendront part et sur lequel leurs avis auront une influence déterminante. C'est cette question que nous abordons ci-dessous.

3.2 La question bancaire

La création de la Banque du Canada en 1934 fait figure de moment clé dans le processus de construction de l'État canadien moderne. Ardemment souhaitée par la grande majorité des économistes et rejetée par les banquiers et le milieu des affaires, elle marque l'aboutissement d'un long débat concernant la politique monétaire et représente les prémisses de l'interventionnisme d'après-guerre. La question monétaire fut omniprésente durant les années 1920 et le début des années 1930. La fin du système de l'étalon-or combiné aux

¹⁸ *Ibid.*, p. 119-122.

nombreux griefs des agriculteurs de l'Ouest en matière d'accès au crédit en on fait un enjeu de premier plan. Les économistes canadiens se sont rapidement intéressés à la question et ils ont vu en l'institution d'une banque centrale la première étape vers l'établissement de mécanisme visant à amoindrir les fluctuations des cycles économiques¹⁹.

Il nous paraît important, dans un premier temps, de situer la question bancaire et monétaire dans son contexte global. Le système bancaire canadien a vu le jour au début du XIXe siècle avec la création de la première banque à charte, la *Bank of Montreal* en 1820. Les premières banques et le système qui en découle furent essentiellement un calque de la première Banque des États-Unis. En 1871, avec la première loi bancaire du Dominion, le système fut uniformisé et dans les années suivantes, il s'est institutionnalisé graduellement. À l'aube de la Première Guerre, le système bancaire est solidement ancré et concentré autour de quelques grandes banques à charte. À travers l'association des banquiers, ce système assure la gestion du crédit et indirectement la politique monétaire du pays. Il s'agit essentiellement d'un système automatique.

Les questions bancaires et monétaires n'ont jamais fait l'objet de véritables débats intellectuels au Canada avant l'entre-deux-guerres²⁰. Malgré tout, certains courants de pensée, principalement issus de Grande-Bretagne ont influencé l'orientation du système bancaire et la politique monétaire du Canada. Les débats, essentiellement confinés à la sphère politique, se sont articulés autour de trois thèmes bien précis : le degré de centralisation du système bancaire, le degré de flexibilité de la monnaie et la question de la convertibilité en or²¹. Nous pouvons retenir trois écoles de pensée, la *Banking*, la *Currency* et la *Birmingham School*. La première, la *Banking*, qui est d'ailleurs omniprésente et dominante au Canada jusque dans les années 1920-1930, mise sur l'élasticité de la monnaie et postule que la quantité de monnaie en circulation doit être déterminée selon le rythme des affaires. Dans une autre optique, la *Currency School* considère la monnaie comme un médium d'échange, mais aussi comme un

¹⁹ Douglas Owram, *The Government Generation: Canadian Intellectuals and the State, 1900-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 1986, p. 213.

²⁰ Craufurd Goodwin, *Canadian Economic Thought : The Political Economy of a Developing Nation, 1814-1914*, Durham, Duke University Press, 1961, p. 71 et 106.

²¹ Robin Neill, *A History of Canadian Economic Thought*, Routledge, London, New York, 1991, p. 96.

moyen d'influencer les prix. Le volume de la monnaie doit donc être fixe afin d'éviter la spéculation et être basé sur le volume total de l'or. Finalement, l'École de Birmingham, qui trouvera de nombreux adeptes chez les agriculteurs de l'Ouest et le Crédit social, postule que le volume de la monnaie ne doit pas être lié au volume de l'or, mais à la capacité productive de l'économie. Elle ne propose rien de moins que la création d'une monnaie fiduciaire. Jusque dans les années 1930, le système bancaire est animé par les idées de la *Banking School*.

La Première Guerre mondiale, avec la suspension de l'étalon-or, a provoqué une forte déstabilisation du système monétaire international, ce qui aura bien sûr de sérieuses conséquences au Canada. En 1914, afin d'accroître ses pouvoirs financiers, le gouvernement fédéral suspend la convertibilité en or des billets bancaires et des billets du gouvernement. Ainsi, les banques à charte, moyennant un emprunt au gouvernement sous forme de monnaie fiduciaire, peuvent émettre des billets sans les sécuriser avec l'or²². Originellement prévue comme étant une mesure d'urgence temporaire, la loi de 1914 donne au ministère des Finances et au Conseil du trésor des pouvoirs considérables. Elle est renouvelée en 1923 et fréquemment utilisée comme mesure d'urgence, même après le rétablissement de l'étalon-or en 1926²³. Selon plusieurs historiens, il s'agit du premier véritable pas vers l'établissement d'une banque centrale moderne²⁴.

La période de l'après-guerre est marquée par une forte déflation, due essentiellement à la chute des exportations canadiennes, dont les céréales, et la difficile transition d'une économie de guerre à une économie de paix. La récession entraîne une forte contraction du crédit bancaire, ce qui provoque un fort mécontentement, principalement chez les agriculteurs

²² George Watts, « The Origins and Background of Central Banking in Canada », *Bank of Canada Review* (1972), p. 19.

²³ Le retour à l'étalon-or fut très bref. Dans les années 1920, la livre sterling est grandement affaiblie et les nations sont plus réticentes à ce que les prix soient déterminés par le mouvement de l'or. Selon Easterbrook, ces facteurs ont contribué au retrait, *de facto* en 1929, et *de jure* en 1931, du système. Selon McIvor, avec le renouvellement de 1923, cette loi est devenue un mécanisme permanent du système financier canadien, ce qui rendit impossible tout retour à l'étalon-or (W. T. Easterbrook et Hugh G. J. Aitken, *Canadian Economic History*, Toronto, Macmillan, 1956, réimprimé en 1979 avec corrections, p. 479 et 470; et Craig R. McIvor, *Canadian Monetary, Banking and Fiscal Development*, Toronto, Macmillan, 1961, p. 103).

²⁴ Selon Helmut Binhammer, par les pouvoirs qui lui ont été investis, le ministère des Finances est devenu une pseudo banque centrale (Helmut Binhammer, *Money, Banking and the Canadian Financial System*, Toronto, Methuen, 1982, p. 69).

de l'Ouest. Leur mécontentement est constant durant les années 1920 et 1930 et il est accentué avec la crise. Les agriculteurs réclament, entre autres, une plus grande adaptation de la structure bancaire aux fluctuations de l'économie agraire des Prairies²⁵. Suite à la prospérité de la deuxième moitié des années 1920, la grande dépression marque le retour de la déflation et de la contraction du crédit. La situation est aggravée à cause de l'accroissement de la dette extérieure du pays et la réduction constante des revenus d'importation²⁶. Durant cette période, la préoccupation des gouvernements canadiens est essentiellement de se maintenir au sein du système de l'étalon-or et d'assurer la force du dollar, alors que les banques cherchent simplement à assurer la sauvegarde de leurs investissements. Selon McIvor, les banques ont simplement agi en banque commerciale, alors que le gouvernement n'a jamais véritablement cherché à assumer un certain leadership sur la question²⁷.

À l'instar du reste de l'Occident, le Canada des années 1920-1930 est le théâtre d'un important débat sur le rôle de la monnaie et sur la politique à adopter²⁸. Le débat s'est déroulé en deux temps. Tout d'abord, dans les années 1920, s'inspirant « librement » de la théorie quantitative de la monnaie développée par Fisher et Keynes, l'idée de création d'un véritable mécanisme de contrôle et d'ajustement de la politique monétaire est avancée par les milieux radicaux et progressistes. Ces idées se heurtent à l'opposition des banquiers, qui, inspirés des idées de la *Banking School*, considèrent que le volume de la monnaie se règle automatiquement selon le rythme et les besoins du commerce²⁹. De façon plus globale, il s'agit clairement d'un affrontement entre une pensée économique libérale orthodoxe de plus en plus critiquable et une pensée économique émergente, mettant en doute les fondements mêmes du libéralisme. Irving Brecher souligne un élément important de cette première phase des débats. Le milieu bancaire a démontré, et même reconnu, une sérieuse indifférence, entremêlée d'une profonde méconnaissance, à l'égard des théories liées à la monnaie³⁰. Tout

²⁵ McIvor, *op. cit.*, p. 119.

²⁶ *Ibid.*, p. 130.

²⁷ *Ibid.*, p. 128.

²⁸ Irving Brecher, *Monetary and Fiscal Thought and Policy in Canada, 1919-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 1957, p. 30.

²⁹ *Ibid.*, p. 36.

³⁰ John Aird, vice-président de l'Association canadienne des banquiers, et H. O. Powell, directeur de la Weyburn Securities Bank, expriment clairement leur rejet des questions d'ordre théorique (*ibidem*).

comme le gouvernement, les banquiers ne reconnaissent aucun lien entre la contraction du volume de la monnaie en circulation et la détérioration des conditions économiques. Le milieu bancaire adhère donc « automatiquement » à certains principes dont il ne maîtrise pas nécessairement tous les tenants et aboutissants, et il assure la « gestion » d'une politique monétaire dont il ne saisit aucunement l'impact sur l'économie. Tout au long des années 1920, les milieux progressistes et radicaux, avec le Parti progressiste en tête, tentent de faire avancer leurs idées à la Chambre des Communes sans véritable succès. Les solutions proposées sont parfois simplistes, radicales et quelques fois teintées d'un certain ressentiment à l'égard des pouvoirs politiques et économiques du Canada central. Toutefois, l'idée d'une banque centrale commence à gagner du terrain durant cette période, surtout chez les économistes, ce qui n'est pas négligeable pour la suite des choses³¹.

Dans les années 1930, le débat entame une deuxième phase. Avec la crise, les critiques à l'égard du système bancaire s'accroissent fortement, et les économistes, qui étaient jusqu'alors restés discrets sur les questions bancaires et monétaires, commencent à concevoir l'idée de la création d'une banque centrale comme l'un des moyens pouvant mener à la sortie de crise. Les adeptes de l'école monétariste cherchent essentiellement à rétablir le système monétaire, ou quelque chose de similaire à ce qui prévalait avant 1914³². Devant l'incapacité à rétablir l'étalon-or, la mise en place d'une politique monétaire via une banque centrale est perçue comme l'un des premiers pas vers la stabilisation du système monétaire et la relance de l'économie. Dès le début de la décennie, Mackintosh, ainsi que certains de ses collègues de Queen's et de Toronto, dont W. C. Clark et A. W. F. Plumptre, vont reconnaître la nécessité de mettre en place une banque centrale.

Du côté francophone, l'intérêt pour les questions théoriques liées à la monnaie et au système bancaire dans son ensemble est moins présent. Beaudry Leman, banquier montréalais et futur commissaire à la Commission Macmillan, a publié quelques articles à ce sujet dans

³¹ Chez les économistes, W. C. Clark fut l'un des plus ardents promoteurs de la banque centrale (Watts, *loc. cit.*, p. 26).

³² Lors de la commission Macmillan, Mackintosh reconnaît le caractère simple, logique et automatique du système monétaire qui prévaut avant la guerre (Mackintosh, « Mémoire de W. A. Mackintosh déposé lors de l'audience du 9 septembre 1933 à Toronto », dans *Proceedings : Commission on Banking and Currency*, Ottawa, Printer to the King Most Excellent Majesty, 1933, Vol. VI, p.3052-3054).

L'Actualité économique. Minville s'est quelque peu intéressé à la problématique de la concentration bancaire et à l'incompatibilité, selon lui, du système de banque à succursales au Canada³³. Prenant la défense des agriculteurs de l'Ouest et intéressé au système bancaire américain, il dénonce la centralisation des pouvoirs financiers entre les mains de quelques banques de l'Est. Il se montre ouvert à l'idée d'une banque centrale privée suivant le modèle de la Banque d'Angleterre³⁴.

De son côté, Montpetit, qui participe d'ailleurs à la Commission sur les banques et la monnaie (Commission Macmillan), démontre quelque intérêt en ce qui a trait à la question monétaire, en réclamant le rétablissement de l'étalon-or, qui représente selon lui un gage de stabilité³⁵. Cependant, les interprétations des deux économistes canadiens-français sur la question restent très générales et peu théoriques. Cette situation s'explique peut-être par l'état du développement de la science économique au Canada français, qui est encore au stade embryonnaire. Ils n'ignorent pas moins l'existence des différentes théories et, comme nous l'avons constaté au premier chapitre, un survol de *L'Actualité économique* durant les premières années de la décennie 1930, révèle plusieurs articles d'origines étrangères traitant de questions monétaires et de la théorie quantitative de la monnaie³⁶.

Le débat concernant la politique monétaire et la banque centrale se cristallise lors des audiences de la Commission Macmillan en 1933, qui est créée à la demande du premier ministre R.B. Bennett à l'occasion du renouvellement des chartes bancaires³⁷. La composition de la commission montre un préjugé favorable de sa part à l'idée d'une banque centrale. Lord Macmillan, ayant étudié quelques années plutôt l'état des finances publiques anglaises, est nommé président de la commission. Il est assisté par Charles Addis et M. Brownlee de même que par deux banquiers, Thomas White et Beaudry Leman. Les trois premiers ont déjà un certain préjugé favorable à l'égard de la banque centrale.

³³ Esdras Minville, « Banque et centralisation bancaire », *AE*, Vol. 1, no 4 (1925), p. 3-9.

³⁴ *Ibid.*, p. 5.

³⁵ Édouard Montpetit, « Le retour à l'or », *AE*, Vol. 8, no 7 (1932), p. 241 à 249.

³⁶ On note, entre autres, la présence d'articles de Bertrand Nogaro (Vol. 8, no 2 (1932)) et de Louis Beaudin (Vol. 9, no 9 (1933)) sur la question monétaire.

³⁷ Robert Bryce, *Maturing in Hard Times : Canada's Department of Finance through the Great Depression*, Kingston/Montréal, McGill-Queen's University Press, 1986, p. 135.

La commission est l'occasion d'un affrontement entre les tenants de la banque centrale, représentés essentiellement par la majorité des économistes et les milieux progressistes, et les partisans du statu quo, représentés par les banquiers et le milieu des affaires. Durant les débats de la commission, la position des banquiers reste inchangée, exprimant leur confiance envers la capacité des banques à charte d'assurer une politique monétaire efficace pour le Dominion et ils se montrent très sceptiques à l'égard de l'efficacité réelle d'une banque centrale dans la stabilisation des prix³⁸. Plus d'une vingtaine d'économistes présentent des mémoires lors des audiences et dans une très grande majorité, ils se montrent favorables à la création de la Banque du Canada. Mackintosh et Montpetit ont tout deux présenté des mémoires à cette occasion et malgré une divergence profonde quand à la création d'une banque centrale, nous pouvons relever des similitudes intéressantes.

Mackintosh et Montpetit sont tous deux animés par ce que Irving Brecher appelle la « Gold Standard Mentality ». Ils considèrent le système d'avant 1914 comme étant le plus apte à assurer la stabilité monétaire et économique. Mackintosh pense que la déstabilisation monétaire de l'entre-deux-guerres est le résultat de l'incapacité à réellement rétablir le système de l'étalon-or et de mesures législatives comme les *Financial Act* de 1914 et 1923 qui ont déstabilisé le système³⁹. Pour retrouver l'équilibre, il voit trois solutions : le retour au système d'avant 1914, la création d'une commission chargée d'administrer le *Financial Act* ou encore la création d'une banque centrale⁴⁰. Les deux premières options sont inapplicables à ses yeux. Les conditions économiques depuis 1914 ont grandement changé et il est fort peu probable qu'un système monétaire stable puisse être rétabli rapidement. La création d'une commission administrative reviendrait à créer une banque centrale sans le nom ni le prestige avec comme

³⁸ Brecher, *op. cit.*, p. 132 et 133.

³⁹ Ce dernier juge que la mesure de 1914 était plus que nécessaire vu le contexte de la guerre. Cependant, son incorporation à la structure bancaire en 1923 a entraîné des conséquences non négligeables sur le système monétaire canadien. Son impact fut mal compris par les banquiers et les milieux politiques. Dès 1923, dans un article publié dans le journal de l'Association des banquiers, Mackintosh juge que le *Financial Act* comme mesure permanente, est tout simplement inadéquat pour le bon fonctionnement du système bancaire canadien (Mackintosh, 1933, *loc. cit.*, p. 3055-3056; et « Doctoring the Gold Standard », *Journal of Canadian Bankers Association*, Vol. 31, 1923, cité dans Brecher, *op. cit.*, p. 40).

⁴⁰ Brecher, *op. cit.*, p. 145-146.

danger d'être sujette à l'influence politique⁴¹. La meilleure solution se trouve donc du côté de la création d'une banque centrale avec l'expertise et les pouvoirs requis pour administrer la politique monétaire⁴². Sa position n'a rien de révolutionnaire. Comme ses collègues anglophones, il ne tient pas à une intervention directe de l'État, mais il cherche simplement à assurer un système bancaire stable, doté de mécanismes monétaires adéquats.

Édouard Montpetit se retrouve parmi les économistes avec son collègue J. E. Grégoire de l'Université Laval, mais aussi H. Mitchell de McMaster et W. Swanson de l'Université de Saskatchewan à s'opposer à la création d'une banque centrale. Il est probable que son nationalisme ainsi que la crainte d'une centralisation des pouvoirs fédéraux ait influencé son analyse. Comme Mackintosh, la création d'une banque centrale ne représente pas aux yeux de Montpetit la solution unique pour résorber la crise qui est, selon lui, le résultat d'un ensemble de facteurs économiques. Le dérèglement du système monétaire représente plus une conséquence qu'une cause de la sévérité de la crise⁴³. La solution ne passe pas par la réforme du système monétaire, mais par l'établissement d'un système mondial standardisé⁴⁴. En se référant essentiellement aux économistes français, il soutient le rétablissement de l'étalon-or, qui fut un gage de stabilité et de prospérité pendant près d'un siècle. Il recommande tout de même certaines réformes, dont le maintien partiel du *Gold Standard Exchange* et l'établissement d'une « caisse-or centrale » mondiale via la Banque des Règlements internationaux⁴⁵. Il s'agit d'une idée similaire à la future Banque mondiale.

Sa position à la Commission Macmillan est en continuité avec sa vision du système monétaire et de son impact sur les conditions économiques. Dans son mémoire, il fait d'abord part de ses inquiétudes constitutionnelles et pense qu'il serait inopportun de modifier la constitution et réduire certains pouvoirs provinciaux⁴⁶. Se portant à la défense du système

⁴¹ Mackintosh, 1933, *loc. cit.*, p. 3057-3058.

⁴² *Ibid.*, p. 3058.

⁴³ Montpetit, 1932, *loc. cit.*, p. 242.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 243.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 244.

⁴⁶ Édouard Montpetit, « Mémoire d'Édouard Montpetit déposé à Montréal lors des audiences du 7 septembre 1933 », dans *Proceedings: Commission on Banking and Currency*, Ottawa, Printer to the King Most Excellent Majesty, Vol. V, 1933, p. 2550.

bancaire canadien, il avance ensuite que la question monétaire n'est qu'une des problématiques à la base de la crise et que sa résolution ne passe pas nécessairement par la création d'une banque centrale :

A Central Bank ought not to be considered a panacea for all our evils. Several banks of this kind exist in different parts of the world, their number having increased especially since the Conference of Brussels. In spite of that, however, the economic situation has changed, but little. (...) We are entirely in accord with the sentiments pressed by the chairman of this Commission; While a sound banking system is one of the most valuable of national assets and an immense aid to trade and commerce it is not itself productive⁴⁷.

Montpetit est sceptique quant à l'efficacité d'une telle institution et au rôle qu'on veut lui faire jouer. À ses yeux, le rôle du système bancaire et d'une banque centrale est de soutenir la production en assurant le mouvement du capital et non de tenter d'influencer les prix ou le taux d'échange. Ce rôle est extrêmement difficile à jouer, voir impossible, vu la nature de l'économie canadienne, essentiellement dépendante des marchés mondiaux⁴⁸. Il reconnaît cependant la nécessité d'établir une politique monétaire uniforme. Et c'est pourquoi, il propose la création d'une commission bancaire formée de banquiers et d'experts qui tiendraient compte l'opinion publique. Il juge cet instrument moins contraignant, plus flexible, plus apte à assurer la gestion du crédit et de la politique monétaire du pays et moins sujet aux influences politiques⁴⁹. Finalement, il rejoint la proposition de Minville formulée quelques années plus tôt, à savoir que si la Commission recommande la création d'une banque centrale, il serait préférable qu'elle soit modelée sur la Banque d'Angleterre, qu'elle reste privée et indépendante, et surtout, que les banques à charte ne perdent pas leurs droits et privilèges, dont celui d'émettre des billets de banque⁵⁰.

Minville et Innis n'ont pas participé aux audiences de la Commission, ils ont néanmoins formulé certains commentaires à son égard et à propos de la banque centrale. Pour Innis, une telle institution représente un outil essentiel, mais non absolu. Conscient de la

⁴⁷ *Ibid.*, p. 2553-2554.

⁴⁸ *Ibidem.*

⁴⁹ Il considère que l'un des plus importants problèmes du système bancaire canadien est la restriction du crédit. Il est cependant conscient que les banques ne peuvent étendre leur crédit au-delà de la « prudence ». Une banque centrale peut difficilement réussir à cette tâche et seul un mouvement coopératif telles les caisses populaire ou une structure bancaire plus flexible qu'une banque centrale peuvent réussir à étendre l'accessibilité au crédit (*ibid.*, p. 2758).

⁵⁰ *Ibid.*, p. 2579.

dépendance du Canada à l'égard du commerce international, il lui semble nécessaire de développer des mécanismes de contrôle de la monnaie ainsi qu'une nouvelle forme de crédit, autre que le crédit commercial issu des banques à chartes⁵¹. De son côté, Minville se montre sceptique sur cette question. Il reconnaît cependant que le crédit est mal adapté à l'économie agraire et il se réjouit des recommandations de la Commission exigeant une étude en profondeur du crédit au Canada⁵². De son côté, le corps professoral des HEC se montre opposé à la création de la banque centrale, ce qui rejoint la position de Montpetit. Lucien Favreau, chargé d'analyser le rapport de la Commission dans *L'Actualité économique*, allègue l'efficacité non prouvée et le manque de flexibilité d'une telle institution⁵³.

Dans l'ensemble, les économistes francophones et anglophones s'entendent sur le fond du problème. Avec la disparition du système de l'étalon-or et l'instabilité économique et monétaire, il leur apparaît nécessaire, surtout pour une nation dépendante du commerce extérieur, de développer une politique monétaire commune et d'établir une institution chargée de cette tâche. Leurs divergences concernent essentiellement la nature et les pouvoirs de cette institution.

3.3 Le rôle de l'État

La question du rôle de l'État est omniprésente chez les économistes durant cette période, et plus précisément durant les années 1930. Avec la crise, les pressions de tous côtés s'accroissent en faveur d'une plus grande intervention de l'État et les économistes canadiens sont graduellement appelés à se positionner sur ce sujet. Cette question n'est pas nécessairement neuve, l'État canadien ayant joué un rôle déterminant dans le développement économique du pays, que ce soit par le financement des moyens de transport ou par la Politique nationale. Cependant, durant l'entre-deux-guerres, l'État est appelé à accroître son

⁵¹ Harold A. Innis, « Government Ownership and the Canadian Scene : An Economic interpretation of the appearance of Economists at Political Summer Schools » (1933), dans Mary, Q. Innis, *Essays in Canadian Economic History*, University of Toronto Press, Toronto, 1956 (1962), p. 86.

⁵² « Faits et nouvelles », *AE*, Vol. 9, no 9 (1933), p 469-470. La chronique « faits et nouvelles » n'est pas toujours signée; il s'agit essentiellement, selon F. A. Angers, de la tribune éditoriale d'Esdras Minville (Angers, 1984, *op. cit.*, p. 8-9).

⁵³ Lucien Favreau, « Le problème bancaire canadien », *AE*, Vol. 9, no 9 (1933), p. 446.

rôle dans le développement économique et aussi en matière de sécurité sociale. Face à une crise d'une ampleur encore jamais vue, les économistes ont dégagé certaines pistes de solution.

Selon Neill et Paquet, l'interventionnisme fut fort présent chez les économistes canadiens-français et canadiens-anglais durant les années 1920-1930⁵⁴, ce qui contraste avec l'antiétatisme relevé par Cliche⁵⁵. Angers souligne d'ailleurs le caractère interventionniste de la pensée de Minville⁵⁶. Essentiellement, les deux groupes rejettent le *laissez-faire* et se montrent favorables à une meilleure organisation de la vie économique. Comme nous le verrons plus bas, l'interventionnisme est effectivement présent dans les deux groupes, mais à des niveaux forts différents.

Chez les économistes francophones, la question du rôle de l'État revêt un caractère particulier et est teintée par leurs orientations nationalistes. Comme nous l'avons constaté dans les chapitres précédents, Minville et Montpetit entretiennent une vision conservatrice et orthodoxe du rôle de l'État. Bien qu'ils soulignent tous deux la nécessité de développer une politique économique nationale, il n'en reste pas moins qu'ils considèrent, au premier chef, que l'initiative en matière économique appartient à l'entreprise privée et que le rôle de l'État doit rester celui de soutien et d'arbitre. Ils restent donc, tout comme la grande majorité des économistes canadiens-français, très méfiants à l'égard des différentes mesures de sécurité sociale et face aux tendances interventionnistes du gouvernement fédéral.

La position de Minville à l'égard de l'État se reflète dans ses nombreux articles. Il s'agit essentiellement d'une pensée orthodoxe entremêlée d'une conception résiduaire de l'État et de la sécurité sociale. S'inspirant de la doctrine sociale de l'Église et du sociologue Frédéric Le Play, il voit l'État comme un acteur supplétif à l'entreprise privée et à la

⁵⁴ Neill, Robin et Gilles Paquet, « L'économie hérétique: Canadian Economics before 1967 », *The Canadian Journal of Economics*, Vol 26, no 1 (1993), p.11.

⁵⁵ Denis Cliche, « L'idéologie de la revue L'Actualité économique: 1925-1930 », Mémoire de M.A., Université de Sherbrooke, Département d'histoire (1979), p 123-125.

⁵⁶ François-Albert Angers, « La pensée économique d'Esdras Minville », *Action nationale*, Vol. 65, nos 9-10 (1976), p. 740-741.

responsabilité individuelle⁵⁷. Il se montre donc hostile à des mesures comme l'impôt sur le revenu, qu'il juge « inquisitoire » et trop élevé⁵⁸, ainsi qu'à l'ensemble des mesures de sécurité sociale issues de l'État. Selon ce dernier, l'État, malgré la crise, doit poursuivre dans l'orthodoxie budgétaire et éviter les déficits. Il critique d'ailleurs ardemment les dépenses encourues depuis la guerre par le gouvernement fédéral en ce qui a trait certaines mesures de sécurité sociale, dont les pensions aux anciens combattants⁵⁹. Concernant le chômage, il se montre ouvert à l'intervention dans les limites de la constitution et il s'oppose aux secours directs, lui préférant l'offre de travail⁶⁰.

À la fin de la décennie, Minville s'intéresse particulièrement à la question des politiques de sécurité sociale et il soumet un mémoire à la Commission Rowell-Sirois. Il y exprime clairement ses réticences à l'interventionnisme du gouvernement fédéral dans la province de Québec, surtout en ce qui a trait à l'assurance-chômage et autres mesures de sécurité sociale, parce que les lois et les institutions sociales de la province sont gouvernées par les principes chrétiens et le Code civil⁶¹. L'intervention du gouvernement fédéral aurait pour conséquence de compromettre ces caractéristiques particulières du Québec. De plus, il ne juge pas ces mesures nécessaires et opportunes⁶². Il en profite pour critiquer l'accroissement des pouvoirs de l'État qui doit se montrer le gardien des libertés individuelles et le protecteur des droits des travailleurs et des entreprises⁶³. Tout en évitant de sombrer dans l'omnipotence, il doit, via les pouvoirs à sa disposition, favoriser le bien-être et la prospérité économique.

Le mémoire de Minville nous éclaire aussi sur sa conception du principe de la subsidiarité de l'État. Se référant à la doctrine de l'Église, il soutient que la sécurité sociale serait plus adéquatement servie par les institutions corporatives. Cela éviterait un fardeau

⁵⁷ Dominique Foisy-Geoffroy, *Esdras Minville : nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, Sillery, Québec, Septentrion, 2004, p. 126-127.

⁵⁸ Esdras Minville, « L'impôt sur le revenu », *AE*, Vol. 1, no 2 (1925), p. 9-10.

⁵⁹ Esdras Minville, « Le budget canadien de 1935-36 », *AE*, Vol. 12, no 2 (1936), p. 171.

⁶⁰ Sur cette question, Minville rejoint essentiellement la position des milieux ouvriers de l'époque, qui préfèrent l'offre de travail à l'offre d'argent (Esdras Minville, « Faits et nouvelles », *AE*, Vol. 12, no 2 (1936), p. 174-175).

⁶¹ Esdras Minville, *La législation ouvrière et le régime social dans la province de Québec: étude préparée pour la Commission royale des relations entre le Dominion et les provinces*, Ottawa, J. O. Patenaude, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le roi, 1939, p. 97.

⁶² *Ibid.*, p. 97-98.

⁶³ *Ibid.*, p. 10.

supplémentaire pour l'État. De plus, il voit en l'Église et en la corporation un potentiel de réforme morale, qui lui apparaît nécessaire en cette période de crise et de confrontation⁶⁴.

De son côté, Montpetit partage une vision similaire du rôle de l'État. Cependant, avec le contexte de la crise, sa position évolue et il en vient à accepter qu'il joue un rôle plus important. Il a coécrit et signé les rapports de la Commission des assurances sociales, qui, peut-on penser, témoignent de sa pensée en matière d'intervention étatique et de désordre social et économique⁶⁵. Face à l'ampleur de la dépression, la commission reconnaît la nécessité d'implanter certaines mesures de sécurité sociale, qui seront d'ailleurs à la base de l'État providence dans l'après-guerre. Les rapports proposent l'adhésion au régime fédéral des pensions de vieillesse, faute d'un régime provincial, et la création de l'assurance chômage à l'échelle nationale⁶⁶.

Montpetit et les commissaires tranchent avec ce que Dennis Guest appelle la conception résiduaire de la sécurité sociale, conception qui fut généralisée pendant les années précédant la crise⁶⁷. Reconnaisant la nature structurelle et involontaire du chômage et la nécessité de l'intervention de l'État, ils en viennent à des conclusions similaires à celles retenues plus tard par les Commissions Nationale de l'Emploi et Rowell-Sirois. Ce qui est le plus surprenant, c'est qu'ils acceptent l'intervention du gouvernement fédéral. À cause du caractère généralisé du chômage au Canada, il serait plus judicieux selon la Commission Montpetit d'appliquer des remèdes à l'échelle du pays, et ce, malgré les dispositions de la constitution :

⁶⁴ *Ibid.*, p 10.

⁶⁵ La Commission des assurances sociales du Québec, aussi appelée « Commission Montpetit », est créée à l'initiative du gouvernement Taschereau en octobre 1930 afin de calmer la grogne devant l'ampleur de la crise. La Commission est chargée d'étudier l'opportunité d'implanter des mesures de sécurité sociale afin de pallier au chômage. Outre Montpetit, qui en fut le président, la Commission fut formée de J. T. Foster, Gérard Tremblay, F. G. Scott, archidiacre du diocèse anglican de Québec, Dr Alphonse Lessard, directeur de l'Assistance publique et du Service provincial d'hygiène, Mgr Courchesne, et finalement, de G. A. Savoy, président de la *Dominion Blank Book Co.*

⁶⁶ *Rapports de la Commission des Assurances sociales de Québec*, Province de Québec, 1933. Sur la question des pensions de vieillesse, voir les recommandations du 5^e rapport, p. 155. Sur la question du chômage, voir les conclusions du 6^e rapport, p. 261.

⁶⁷ Dennis Guest qualifie les mesures traditionnelles de sécurité sociale, tels le soutien familial et la charité privée, comme une conception résiduaire de la sécurité sociale. Cette conception repose essentiellement sur la responsabilité individuelle (Dennis Guest, *Histoire de la sécurité sociale au Canada*, Montréal, Boréal, 1993, 478 pages).

Comme dans le cas de l'assurance chômage, il est préférable que ce plan d'assurance-travail soit organisé sous la juridiction des autorités fédérales. On conviendra facilement qu'une seule province, mettant en opération ce système de combat contre le chômage, attirerait à elle tous les chômeurs des provinces sœurs⁶⁸. On ajoute plus loin : est-il possible de concevoir l'organisation de l'assurance chômage sur une base provinciale dans un État fédératif comme le nôtre? Oui, et l'exemple du Queensland et des Cantons suisses sont là pour nous dire que la possibilité existe. Toutefois, la prudence élémentaire conseille de donner un caractère fédéral à l'assurance chômage. Il est urgent d'étendre les charges sociales sur l'ensemble d'un pays. Autrement, les provinces participantes se trouvent dans un état d'infériorité injuste par rapport aux non-participantes⁶⁹.

Montpetit accepte donc une plus grande intervention de l'État vu la gravité de la crise et ses conséquences sur la société.

Du côté anglophone, la question de l'intervention étatique a occupé une place majeure dans les milieux intellectuels, surtout vers la fin de la décennie. Comme nous l'avons vu précédemment, de nombreux économistes se sont intéressés aux idées keynésiennes dans les années 1930 et ils ont graduellement préparé le terrain à l'extension du rôle de l'État canadien après la guerre. Mackintosh incarne éloquemment cette évolution graduelle. Bien sûr, l'intervention souhaitée par la plupart de ces économistes, dont principalement Mackintosh, ne repose pas sur l'idée d'interférer directement dans le fonctionnement de l'économie de marché, mais ils proposent la mise en place de moyens permettant de traverser les aléas de l'économie cyclique. Harold Innis fait figure d'exception, malgré ses critiques à l'égard du capitalisme; il n'a pas partagé le même enthousiasme que ses collègues face au rôle de l'État.

Depuis les années 1920, Mackintosh réclame l'amélioration des connaissances à l'égard de l'économie de marché et la nécessité de doter l'État d'une branche administrative afin de conseiller les pouvoirs publics en ce qui a trait aux décisions en matière d'économie. Il reste cependant sceptique sur l'efficacité réelle d'intervenir sur les prix. Face à la déstabilisation du système monétaire et la crise des années 1930, il accorde une plus grande place à l'État. Il s'y applique dans le débat sur la création d'une banque centrale. Le rapport final de la Commission nationale de l'emploi auquel il a contribué montre son point de vue nettement interventionniste et même prékeynésien.

⁶⁸ *Ibid.*, 6^e rapport, p. 196.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 203.

La Commission nationale de l'emploi est formée par le gouvernement King en 1936 afin d'enquêter sur l'impact de la dépression et les causes du chômage au Canada. Présidée par Arthur B. Purvis, la Commission compte Mackintosh parmi ses six commissaires⁷⁰. Tout comme la Commission des assurances sociales du Québec, elle reconnaît la nature structurelle du problème de l'emploi et se montre favorable à la création de l'assurance chômage contributoire sous responsabilité du gouvernement fédéral⁷¹. Toutefois, la Commission va plus loin en matière de dépenses publiques quoiqu'elle se montre prudente envers certaines mesures d'aide en période de récession tels les travaux publics. Elle craint que ces mesures soient utilisées à des fins électoralistes par les hommes politiques.

À cause de la nature spécifique de l'économie canadienne, la Commission considère tout à fait nécessaire, via les politiques monétaires ou les dépenses publiques, l'intervention de l'État afin d'atténuer l'effet des fluctuations de l'économie. Elles permettraient d'aider la population à traverser la période de crise avant que l'économie soit relancée. La Commission suggère l'expansion des investissements publics durant les récessions et leur contraction en période de prospérité⁷². Mackintosh et ses collègues ne proposent pas de mécanismes précis; ils soutiennent toutefois l'importance de la contraction des dépenses et le remboursement de la dette en période de prospérité. Le rapport final de la Commission démontre l'adhésion de Mackintosh à certains concepts keynésiens, ainsi que l'acceptation d'un rôle plus important de l'État en économie et dans la sécurité sociale. La même année, en 1938, le gouvernement fédéral dépose son premier budget à caractère keynésien⁷³.

⁷⁰ Outre Purvis et Mackintosh, la Commission est composée de Tom Moore, Alfred Marois, A. N. McLean, E. J. Young et Mary Sutherland. À l'exception de Mme Sutherland, tous les commissaires ont signé le rapport final sans aucune réserve ou avis divergents (« Final Report of the National Employment Commission », *Minister of Labour*, Ottawa, J.O. Patenaude, 1938, p 44).

⁷¹ *Ibid.*, p. 29.

⁷² *Ibid.*, p. 34-35. Selon Struthers, cette portion du rapport final fut écrite par Mackintosh (James Struthers, *No fault of their own: Unemployment and the Canadian Welfare State: 1914-1941*, Toronto, Toronto University Press, 1983, p. 182-183).

⁷³ David P. McGinnis, « The Keynesian Revolution in Canada, 1929-1945 », dans D. Francis et H. Ganzevoort, *The Dirty Thirties in Prairie Canada : 11Th Western Canada Studies Conference*, Vancouver, Tantalus Research, 1980, p. 55.

Harold Innis tranche avec ses collègues, principalement ses collègues anglophones. Loin de privilégier le *laissez-faire* et de souhaiter le désengagement le plus complet de l'État, il reste néanmoins méfiant envers l'intervention étatique pour deux raisons. D'une part, son intervention ne fut pas toujours adéquate et même parfois nocive; de l'autre, il reste préoccupé par la notion d'objectivité et juge qu'il n'est pas du ressort de l'économiste de proposer des remèdes miracles.

Selon lui, l'ampleur de la crise et la complexité des problèmes économiques nécessitent la mise en place urgente de politiques adéquates afin de traverser la tourmente, mettre fin à la chute du niveau de vie et assurer une meilleure distribution du fardeau financier issu du passage vers le capitalisme *néotechnique*. Cependant, cette politique doit reposer sur une compréhension adéquate des problèmes de l'heure. Il reconnaît que l'intervention étatique n'a rien de nouveau au Canada, puisque depuis le milieu du XIXe siècle, le gouvernement fédéral est intervenu en finançant les infrastructures de transport et en adoptant des mesures de protection tarifaires. Même si elles ont laissé en héritage une lourde dette, ces interventions ont eu un certain succès, car elles étaient basées sur une constante politique d'expansion⁷⁴. Cependant, depuis la Première Guerre, l'expansion du Canada s'est finalisée et toute politique de planification économique ainsi fondée s'avère inutile et dommageable⁷⁵.

Devant le relatif état de faiblesse des sciences sociales au Canada, Innis constate un manque flagrant d'informations sur la nature réelle des problèmes économiques et les remèdes qui s'imposent⁷⁶. À ses yeux, il faut établir des mécanismes de contrôle sur l'économie. Cependant, certains obstacles se dressent, dont la nature de la constitution canadienne et les divergences économiques régionales. Rejoignant à certains égards la pensée de Minville, il met en relief la difficulté de mettre en place des mesures qui seraient profitables à l'ensemble du pays :

The specific character of the canadian economy demands specific types of control. General remedial measures applied to the economy as a whole are limited because of the varying characteristics of basic elements of the economy. Measures suited to the

⁷⁴ Innis, 1933, *loc. cit.*, p. 80-81.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 80.

⁷⁶ Innis, 1934, *op. cit.*, p. 23.

improvement of conditions in western agriculture will tend to be advantageous to Canada as a whole but the effect of those measures on other staples products such as newsprint and minerals must be taken into account⁷⁷.

Conscient du défi que représente une planification économique adéquate dans un pays marqué par de fortes divergences régionales, il reste donc réfractaire aux mesures générales et parfois simplistes proposées par la gauche canadienne, et à l'égard aussi des idées keynésiennes, qu'il juge inadaptées à la situation du Canada⁷⁸.

Contrairement à ses collègues, qui commencent à œuvrer au sein de la fonction publique fédérale, Innis reste en marge et refuse de s'immiscer dans les débats publics et de mettre son expertise au service de l'État. Comme intellectuel, il désire conserver son indépendance et rester hors des influences nocives de l'État et des différents groupes qui composent la société⁷⁹. Cette préoccupation pour l'objectivité est constante tout au long de sa carrière et elle incarne en quelque sorte les vestiges de son passage au sein de l'école institutionnaliste.

Les positions de ces quatre économistes en ce qui a trait au rôle de l'État restent fort diversifiées. La subsidiarité de l'État, qui fut propre aux économistes francophones, fut essentiellement modulée par le contexte de la crise. Si Minville reste inflexible sur ce point, comme sur celui de l'autonomie provinciale, Montpetit est prêt, vu la sévérité de la crise, à accepter un rôle plus important pour l'État, ainsi qu'un accroissement des pouvoirs fédéraux. Du côté anglophone, alors que les idées keynésiennes et les forces centralisatrices commencent à prédominer chez les économistes, Innis reste en marge et se montre méfiant devant une trop grande centralisation de la fédération. Le keynésianisme et l'accroissement des pouvoirs à Ottawa ne représentent peut-être pas, à ses yeux, la solution à un problème fort complexe, qu'est celui de la structure économique canadienne. Cette centralisation pourrait

⁷⁷ *Ibid.*, p. 23-24.

⁷⁸ Selon Bickerton, Brooks et Gagnon, la crainte d'une centralisation excessive des pouvoirs au sein de l'appareil fédéral pousse Innis à redouter les mesures keynésiennes (James Bickerton, Stephen Brooks et Alain Gagnon, *Six penseurs en quête de liberté, d'égalité et de communauté : Grant, Innis, Laurendeau, Rioux, Taylor et Trudeau*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003, p. 28-29).

⁷⁹ *Ibid.*, p. 15.

accentuer et non corriger les problèmes. Sur cette question, il rejoint en partie les économistes francophones, dont Minville.

De façon générale, le contexte de l'entre-deux-guerres et les problématiques qui le caractérisent ont profondément marqué la pensée des économistes canadiens. La crise a forcé et accéléré une remise en question, déjà entamée depuis la Première Guerre, de leurs conceptions économiques. Elle a mis en relief certains problèmes déjà présents, dont la question monétaire, et elle a poussé les économistes à joindre le débat et à chercher des solutions. Finalement elle les a forcés à se questionner sur le rôle de l'État et son impact sur l'économie. Le contexte de l'entre-deux-guerres a poussé les économistes, autant francophones qu'anglophones, à définitivement rejeter le libéralisme néoclassique et à accepter la nécessité de développer des mécanismes de contrôles afin de faire face aux aléas des cycles économiques.

CONCLUSION

Au terme de cette analyse comparative, nous pouvons dresser certains constats et explorer certaines pistes de réflexion en ce qui a trait à la pensée économique canadienne durant les années 1920 et 1930.

La pensée économique canadienne-française et canadienne-anglaise présente de nombreuses divergences, mais aussi plusieurs similitudes intéressantes. Dans un premier temps, par le survol des départements d'économie politique et l'étude des principales revues de l'époque, nous avons constaté une différence importante en ce qui a trait à l'état de la science économique chez les deux groupes. Du côté francophone, l'économie politique en est encore à ses balbutiements, l'École des *Hautes Études commerciales* représente la seule véritable institution en la matière et *L'Actualité économique*, qui développe graduellement une approche académique et scientifique, est le principal relais de diffusion de la connaissance. Durant l'entre-deux-guerres, on navigue toujours entre actualité, vulgarisation, engagement et savoirs scientifiques. Au Canada anglais, l'économie politique semble être légèrement en avance par rapport à celle pratiquée au Canada français. Développés dès la fin du XIXe siècle, les premiers départements d'économie politique ont acquis une autonomie académique et une certaine expertise. Les spécialistes en ce domaine se sont dotés d'une association professionnelle et d'une véritable revue universitaire et scientifique, ce qui témoigne d'une institutionnalisation certaine de la discipline.

Bien que ce soit plus évident au Canada anglais, on assiste durant cette période, dans les deux milieux, à un détachement graduel des disciplines économique et politique et à un processus d'autonomisation de la science économique par rapport à l'économie politique. Marqués par la crise et les problèmes structurels des années 1920-1930, les économistes se distancent graduellement de l'analyse purement historique et commencent à étudier sous un angle technique les problèmes de l'heure, telles la question bancaire et celle relative aux causes et remèdes du chômage. L'œuvre de W. A. Mackintosh incarne d'ailleurs cette transition. Cette autonomisation est manifeste dans l'après-guerre avec l'ouverture des

premiers départements d'économie et avec l'émergence d'économistes tels Albert Faucher de Laval et Louis Rasminsky de Toronto. L'analyse comparative de l'épistémologie économique et du développement de la science dans l'après-guerre serait des plus pertinente.

Sur le plan intellectuel, l'analyse des deux revues d'économie a permis une meilleure compréhension de l'univers idéologique et des influences sous-jacentes à la pensée économique autant chez les francophones que chez les anglophones. Elles incarnent précisément l'esprit du temps. Chez les francophones, le nationalisme et la notion de survivance et d'émancipation canadienne-française ont modulé une pensée économique influencée par la doctrine sociale de l'Église ainsi que par certains intellectuels français. Du côté anglophone, préoccupé par les problèmes structurels de l'économie canadienne, les économistes ont rejeté le libéralisme orthodoxe et se sont orientés graduellement vers une conception interventionniste, centralisatrice et prékeynésienne. Dans les deux cas, nous découvrons une pensée préoccupée en premier lieu par la situation canadienne.

Les principaux économistes de l'époque présentent des particularités intéressantes et sont influencés par les milieux intellectuels qu'ils fréquentent. Édouard Montpetit et Esdras Minville incarnent les orientations idéologiques dominantes des milieux intellectuels canadiens-français de l'époque. Ils furent ardemment nationalistes et conservateurs, préoccupés au premier chef par la notion de survivance et d'infériorité économique des Canadiens français, et ils ont puisé leur inspiration intellectuelle chez les penseurs français. Sur le plan économique, ils sont restés essentiellement libéraux, au sens général de la notion bien sûr. Malgré l'appel à une meilleure organisation de l'économie nationale, le rôle de l'État doit rester minimal et l'initiative économique appartient à l'entrepreneur et à la sphère privée. Toutefois, ce libéralisme doit s'humaniser et s'adapter à la morale chrétienne.

Harold Innis et W. A. Mackintosh sont eux aussi restés profondément libéraux. Ils ont incarné et influencé les tendances dominantes des milieux intellectuels canadiens-anglais. En plaidant pour une étude plus approfondie du fonctionnement de l'économie et des particularités proprement canadiennes, en remettant en cause les postulats de l'école marginaliste et néoclassique et en proposant la mise en place de nouveaux instruments de

contrôle afin d'atténuer les secousses de l'économie cyclique, ils représentent les principaux axes de la pensée économique canadienne-anglaise de l'entre-deux-guerres.

Finalement, indépendamment du contexte intellectuel, le contexte économique a profondément marqué le développement de la pensée économique et il fut en quelque sorte le catalyseur de son évolution. Il a fait ressortir certaines divergences et ressemblances importantes entre les différents économistes. De plus, il a poussé ces derniers à remettre en question leurs idées et, dans certains cas, à accepter des éléments, qui, dans un contexte différent, seraient probablement apparus hérétiques. Ainsi, c'est le contexte économique qui a poussé Mackintosh et Montpetit vers l'acceptation d'un plus grand rôle pour l'État au sein de l'économie et c'est ce même contexte qui a poussé Minville à rejeter le capitalisme libéral et à proposer une alternative corporatiste, qui reste à bien des égards, dans les limites du libéralisme économique.

Cette remarque nous amène à la question initiale du présent mémoire : quels furent au Canada les facteurs déterminants dans l'articulation de la pensée économique de l'entre-deux-guerres? Plusieurs éléments ont contribué au développement d'une conception particulière de l'économie, dont la formation des économistes, l'environnement intellectuel, la culture, le nationalisme et le contexte économique.

Le contexte intellectuel et la formation des économistes furent marquants, mais pas nécessairement déterminants. Ces deux facteurs ont tracé les contours de la pensée économique et modulé leur perception par rapport aux phénomènes socio-économiques. Il en fut de même pour la culture et le nationalisme. Chez les francophones, la doctrine sociale de l'Église et le nationalisme canadien-français furent prépondérants. La doctrine sociale ou la christianisation du capitalisme et l'organisation de la vie économique en fonction de ces postulats apparaissaient comme la solution la plus adaptée aux problèmes économiques du Québec et à l'affirmation nationale des Canadiens français. Chez les anglophones, bien que moindrement manifeste, le nationalisme fut tout aussi présent. L'émergence des départements d'économie politique et l'intérêt des économistes vers l'histoire économique et les problématiques canadiennes coïncident avec l'émergence d'un nationalisme canadien. Ce

nationalisme a d'ailleurs contribué à la centralisation des pouvoirs politiques et économiques à Ottawa¹.

Le facteur déterminant fut essentiellement le contexte économique de l'entre-deux-guerres. Nous rejoignons ainsi les conclusions de Robin Neill, à savoir que la pensée économique est essentiellement le reflet de la situation économique². La déstabilisation générale engendrée par la Première Guerre et surtout la crise de 1929 et la dépression qui suivit ont agi comme un vecteur de changement et d'évolution de la pensée. Plus profondément, le portrait général de l'économie et de la société canadienne de l'époque a contribué à façonner le discours des économistes. Innis et Mackintosh se sont intéressés à l'impact des ressources naturelles et des produits générateurs, car l'économie et la société canadienne reposaient alors sur ces piliers. Il s'agissait d'éléments omniprésents et incontournables. De même, Minville et Montpetit se sont intéressés à l'infériorité économique des Canadiens français, car cette infériorité était réelle et palpable. L'ensemble des économistes ont essentiellement cherché à comprendre et résoudre des problématiques liées à la structure générale de l'économie et au contexte économique et social de l'époque.

Notre analyse a dressé le portrait de la pensée économique mise de l'avant par les milieux académiques durant l'entre-deux-guerres. D'autres avenues de recherche pourraient être pertinentes, notamment au sujet de la présence du courant keynésien dans les années 1950 et 1960. L'émergence du discours keynésien se fait sentir principalement à l'Université Laval, mais demeure la persistance du discours traditionaliste au sein de la discipline économique au Québec. De même mériterait réflexion l'évolution de la pensée keynésienne au Canada anglais, alors que le Canada traverse une période de prospérité sans précédent et que les piliers de l'État providence sont mis en place.

Dans un autre ordre d'idée, il serait adéquat de tracer certains parallèles entre la pensée économique mise de l'avant par les milieux intellectuels et la vision libérale véhiculée par les

¹ Voir le chapitre 9 de l'ouvrage de Douglas Owrarn, « The probleme of national unity and the Rowell-Sirois Report : 1935-1940 », dans Douglas Owrarn, *The Gouvernment Generation :Canadian Intellectuals and the State, 1900-1945*, University of Toronto Press, Toronto, 1986, p. 221 à 253.

² Robin Neill, *A History of Canadian Economic Thought*, Routledge, London, New York, 1991, p. 56.

milieux d'affaires francophones durant les années 1920 et 1930³. Malgré leurs plaintes à l'égard de l'infériorité économique des Canadiens français et l'absence d'une doctrine nationale, les économistes francophones semblent accorder peu d'importance à la présence et l'expansion somme toute importante d'un courant libéral et affairiste au Canada français dans la première moitié du XXe siècle. La présence de ce courant témoigne d'une pensée économique vivante et dynamique, et fait contraste avec le discours alarmiste des économistes de l'époque. En lien avec ce sujet, il serait intéressant d'analyser la position du milieu des affaires à l'égard de la mise en place de la Banque du Canada et l'émergence du courant interventionniste dans les années 1930.

Enfin, certains discours mériteraient une attention particulière. Dans le sillage de la pensée keynésienne, il serait intéressant de cerner les idées économiques et les positions nettement interventionnistes de la *League for Social Reconstruction*, groupe d'intellectuels fondé en 1932 par Frank Underhill et F.R. Scott, ou celles des universitaires de l'Université McGill, Francis Hankin et T. W. L. MacDermot. Ils sont à l'origine de la Commonwealth Cooperative Federation fondée en 1932 et qui devient une force politique importante durant la Deuxième Guerre mondiale. Ce parti développe une pensée économique et sociale originale qui repose sur l'extension du rôle de l'État dans le domaine économique et en matière de politiques sociales. Ces mouvements montrent la présence, au sein des milieux universitaires anglophones, d'un certain militantisme, mais aussi de courants alternatifs et nettement plus progressistes que les idées généralement véhiculées⁴. Il serait d'ailleurs intéressant de tracer quelques parallèles entre la pensée de Minville et celles de Hankin et MacDermot. Ces derniers ont avancé certaines idées proches de l'organisation économique et du corporatisme de Minville⁵.

³ Voir à ce sujet : Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté : le libéralisme des milieux d'affaire francophones de Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988, 301 pages.

⁴ Certains de ces intellectuels furent à la base de la réorientation du Parti libéral fédéral dans les années 1930 (Stéphane Kelly, *Les fins du Canada: Selon Macdonald, Laurier, Mackenzie King et Trudeau*, Montréal, Boréal, 2001, p. 141-151).

⁵ Voir Francis Hankin et T. W. L. MacDermot, *Recovery by Control : A Diagnosis and Analysis of the Relation between Business and Government in Canada*, Toronto, Dent, 1933, 360 pages.

En terminant, notre analyse a permis de mettre en perspective les deux principaux courants de pensée économique présents chez les économistes canadiens des années 1920 et 1930. Nous avons mis en relief les divergences, mais aussi, et surtout, les similarités, qui furent souvent ignorés, entre les économistes francophones et anglophones. Nous avons finalement démontré que la pensée économique des deux groupes fut essentiellement forgée, au premier chef, par le contexte économique de la période.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Revue spécialisée

L'Actualité économique (1925 à 1939)

Contributions to Canadian Economics (1927-1934)

Canadian Journal of Economics and Political Science (1935 à 1939)

Rapports gouvernementaux

Mackintosh, W. A. « Mémoire de W.A. Mackintosh déposé lors de l'audience du 9 septembre 1933 à Toronto », dans *Proceedings : Commission on Banking and Currency*, Ottawa, Printer to the King Most Excellent Majesty, 1933, Vol. VI, p. 3050-3059.

Macmillan, Hugh Pattison. *Rapport de la Commission royale sur la banque et la monnaie au Canada*, Ottawa, J. O. Patenaude, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le roi, 1933, 122 pages.

Minville, Esdras. *La législation ouvrière et le régime social dans la province de Québec : étude préparée pour la Commission royale des relations entre le Dominion et les provinces*, Ottawa, J. O. Patenaude, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le roi, 1939, 98 pages.

Montpetit, Édouard. *Rapports de la Commission des Assurances sociales*, Province de Québec, 1932 (7 rapports).

---- « Mémoire d'Édouard Montpetit déposé lors des audiences du 7 septembre 1933 à Montréal », dans *Proceedings : Commission on Banking and Currency*, Ottawa, Printer to the King Most Excellent Majesty, 1933, Vol V, p. 2549-2579.

Purvis, Arthur, B. *Final Report of the National Employment Commission*, Minister of Labour, Ottawa, J. O. Patenaude, Printer to the King Most Excellent Majesty, 1938, 110 pages.

Monographies

Harold A. Innis

---- *A History of the Canadian Pacific Railway*, Toronto, McClelland and Stewart, 1923, 365 pages.

----- *The Fur trade in Canada : An introduction to Canadian economic history*, Yale University Press, 1930, nouvelle édition de 1999, Toronto, University of Toronto Press, 463 pages.

----- *Problems of Staples Production in Canada*, Toronto, Ryerson Press, 1933, 124 pages.

W. A. Mackintosh

----- *The Canadian Wheat Pools*, Toronto, H.V. Gordon and CO, 1925, 27 pages.

----- W.L.G. Joerg, *Canadian Frontier of Settlement, Vol V : Economic Problems of the Prairies Provinces*, Toronto, Macmillan, 1934. (8 volumes)

----- *The Economic Background of Dominion-Provincial Relations : Appendix III of The Royal Commission Report on Dominion-Provincial Relations*, Toronto, The Carleton Library, 1967 (1939), 191 pages.

Édouard Montpetit

----- *Les survivances françaises au Canada : conférences faites à l'école libre des sciences politiques le 13 et 20 juin 1913*, Paris, Plon-Nourrit, 1914, 91 pages.

----- *Pour une doctrine*, Montréal, Librairie d'Action canadienne-française, 1931, 251 pages.

----- *Sous le signe de l'or*, Montréal, Éditions Lévesque, 1932, 305 pages.

----- *Les cordons de la bourse*, Montréal, Éditions Lévesque, 1935, 336 pages.

----- *La conquête économique*, Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1938, 291 pages.

Esdras Minville

----- *Propos sur la conjoncture des années 1925-1938/ Édité par François-Albert Angers et Ruth Leroux-Paradis*, Fides: Les Presses HEC, Montréal, Vol. 1 et 2, 1984.

Autres

Hankin, Francis et T. W. L. MacDermot. *Recovery by Control: a diagnosis and analysis of the relation between business and government in Canada*, Toronto, Dent, 1933, 360 pages.

Bouchette, Errol. *L'indépendance économique du Canada français*, Montréal, les Éditions La Presse, 1977 (1906), 273 pages.

Articles

Harold. A. Innis

----- « The Work of Thorstein Veblen », *The Southwestern Political and Social Science Quarterly*, Vol. 10, (1929), p. 56-68 (Réimprimé dans Harold A. Innis (Édité par Mary, Q. Innis). *Essays in Canadian Economic History*, Toronto, University of Toronto Press, 1956 (1962), p. 17-26).

----- « The Teaching of Economic History in Canada », *Contribution to Canadian Economics*, Vol. 2 (1929), p. 52-68.

----- « Government Ownership and the Canadian Scene », dans *Canadian Problems : As Seen by Twenty Outstanding Men of Canada*. Toronto, Oxford University Press, 1933, p. 69-90 (réimprimé dans Harold A. Innis (Édité par Mary, Q. Innis). *Essays in Canadian Economic History*, Toronto, University of Toronto Press, 1956 (1962), p. 78-96).

----- « Introduction », dans Innis, H. A et A. F. W. Plumptre. *The Canadian Economy and its Problems*, Toronto, Canadian Institute of International Affairs, 1934, p. 3-24.

----- « The penetrative power of price system », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, N. 3, Vol. 4 (1938), p. 299-319.

----- « The Wheat Economy », dans G. E. Britnell. *The Wheat Economy*, Toronto, University of Toronto Press, 1939, p. vi-xiv.

W.A. Mackintosh

----- « Economics, Prices and War », *Queen's Quarterly*, Vol. 26 (1919), p. 452-466.

----- « Economic Factors in Canadian History », *Canadian Historical Review*, N. 1, Vol 4 (1923), (repris dans C. Berger. *Approaches to Canadian History : Essays by W. A. Mackintosh, A .R. M. Lower, F. H. Underhill, W. L. Morton, D. G. Creighton, J. M. S. Careless, M. Brunet*, Toronto, Toronto University Press, 1967, p. 1-14).

----- «S ome Aspects of a Pioneer Economy », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, Vol. 2, N. 4 (1936), p. 457-463.

----- « Retrospect and Prospect in Europe », *The Queen's Quarterly*, Vol. 53, N. 1 (1936), p. 85-94.

----- « An Economist Looks at Economics: The Presidential Address Delivered at a Joint Meeting of the Canadian Political Science Association and the Canadian Historical

Association on May 25, 1937 », *Canadian Journal Economics and Political Science*, Vol. 3, N. 3 (1937), p. 311-321.

----- « The crisis in Wheat », *The Queen's Quarterly*, Vol. 56, N. 3 (1939), p. 348-359.

Esdras Minville

----- « Les Américains et nous », *L'Action française*, Vol. 10, N. 2 (1923), p. 97-105.

----- « L'ennemi dans la place : Le capital étranger », *L'Action française*, Vol. 11, N. 6 (1924), p. 323-349.

----- « L'impôt sur le revenu », *L'Actualité économique*, Vol. 1, N. 2 (1925), p. 9-11.

----- « Banque et centralisation bancaire », *L'Actualité économique*, Vol. 1, N. 4 (1925), p. 3-9.

----- « La défense de notre capital humain, le réservoir de la race », *L'Action française*, Vol. 15, N. 5 (1926), p. 258-276.

----- « Agir pour vivre », *L'Actualité économique*, Vol. 3, N. 8 (1927), p. 146-161.

----- « Les conseils économiques dans le monde », *L'Actualité économique*, Vol. 9, N. 5-6 (1933), p. 205-219.

----- « Le budget canadien de 1935-36 », *L'Actualité économique*, Vol. 12, N. 2 (1936), p. 158-172.

----- « L'organisation corporative sur le plan national canadien-français », *L'Action nationale*, Vol. 3, N. 1 (1936), p. 24-34.

----- « Quelques aspects du problème social dans la province de Québec », *L'Actualité économique*, Vol. 14, N. 7 (1938), p. 401-424.

----- « La bourgeoisie et l'économie », *L'Actualité économique*, Vol. 14, N. 12 (1939), p. 401-425.

Édouard Montpetit

----- « Eroll Bouchette et l'indépendance économique du Canada », *L'Action française*, Vol. 3, N. 1 (1919), p. 5-21.

----- « Le problème économique : l'indépendance économique des canadiens français », *L'Action française*, Vol. 5, N.1 (1921), p. 4-21.

----- « Le retour à l'or », *L'Actualité économique*, Vol. 8, N. 7 (1932), p. 241 à 249.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Beaud, Michel et Gilles Dostaler. *La pensée économique depuis Keynes : historique et dictionnaire des principaux auteurs*, Paris, Édition du Seuil, 1993, 598 pages.

Berger, Carl. *The Writing of Canadian History*, Toronto, University of Toronto Press, 1986, 364 pages.

Comeau, Robert, dir. *Économie québécoise*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1969, 495 pages.

Dumont, Fernand, dir. *Les idéologies au Canada français (1930-1939)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, 361 pages.

Drummond, Ian, Robert Bothwell et John English. *Canada, 1900-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 1987, 427 pages.

Easterbrook, W. T. et H. G. J. Aitken. *Canadian Economic History*, Toronto, Macmillan, 1979(1956), 606 pages.

Easterbrook, W. T. et M. H. Watkins. *Approaches to canadian economic history*, Toronto, McClelland and Stewart, 1967, 292 pages.

Goodwin, Craufurd. *Canadian Economic Thought : The Political Economy of a developing Nation, 1814-1914*, Durham, Duke University Press, 1961, 214 pages.

Guest, Dennis. *Histoire de la sécurité sociale au Canada*, Montréal, Boréal, 1993, 478 pages.

Linteau, P. A., R. Durocher, J. C. Robert et F. Ricard. *Histoire du Québec contemporain : le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express, 1986, 739 pages.

Neill, Robin. *A History of Canadian Economic Thought*, Routledge, London, New-York, 1991, 297 pages.

Paquet, Gilles. *La pensée économique au Québec français: Témoignages et perspectives*, Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, 1989, 324 pages.

Pavoine, Jacques. *Histoire de la science économique*, Paris, Ellipses, 1993, 208 pages.

Safarian. A. E. *The Canadian Economy in the Great Depression*, Toronto, University of Toronto Press, 1959, 185 pages.

Schumpeter, Joseph. *History of Economic Analyses* (With a new introduction by Marc Perlman), Londres, Taylor and Francis Library, 2006 (1954), 1283 pages.

Tremblay, Rodrigue, dir. *L'économie québécoise : histoire, développement, politiques*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1976, 493 pages.

MONOGRAPHIES

Acland, Charles R et William J. Buxton. *Harold Innis in the new Century Reflections and Refrlections*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999, 435 pages.

Bergeron, Gérard. *Lire Étienne Parent: notre premier intellectuel (1802-1874)*, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1994, 318 pages.

Archibald, Clinton. *Un Québec corporatiste?*, Hull, Asticou, 1984, 429 pages.

Bickerton, James, Stephen Brooks et Alain Gagnon. *Six penseurs en quête de liberté, d'égalité et de communauté : Grant, Innis, Laurendeau, Rioux, Taylor et Trudeau*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003, 188 pages.

Binhammer, Helmut. *Money, Banking and the Canadian Financial System*, Toronto, Methuen, 1982, 602 pages.

Bouchard, Gérard. *La pensée impuissante: Échecs et mythes nationaux canadiens-français, 1850-1960*, Montréal, Québec, Boréal, 2004, 319 pages.

Brecher, Irving. *Monetary and Fiscal Thought and Policy in Canada, 1919-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 1957, 337 pages.

Bryce, R.B. *Maturing in Hard Times : Canada's Department of Finance through the Great Depression, Kingston et Montréal*, McGill-Queen's University Press, 1986, 283 pages.

Brunet, Michel. *La présence anglaise et les Canadiens : études sur l'histoire et la pensée des deux Canadas*, Montréal, Beauchemin, 1958, 293 pages.

Creighton, D. G. *Harold Adams Innis: Portrait of a Scholar*, Toronto, University of Toronto Press, 1957, 146 pages.

Drummond, Ian. *Political Economy at the University of Toronto : A history of the Department, 1888-1982*, Toronto : Faculty of Art and Science, University of Toronto, 1983, 189 pages.

Ferguson, Barry. *Remaking Liberalism : The Intellectual Legacy of Adam Shortt, O. D. Skelton, W. C. Clark, and W.A. Mackintosh, 1890-1925*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1993, 303 pages.

Foisy-Geoffroy, Dominique. *Esdras Minville : nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, Sillery, Québec, Septentrion, 2004, 174 pages.

Fournier, Marcel. *L'entrée dans la modernité : science, culture et société au Québec*, Montréal, Éditions St-Martin, 1986, 239 pages.

Granatstein, J. L. *The Ottawa Men : The Civil Service Mandarins, 1935-1957*, Toronto, Oxford University Press, 1982. 333 pages.

Hamouda, O.F et B.B. Price, *Keynesianism and the Keynesian Revolution in America : A Memorial Volume in Honour of Lorie Tarshis*, Cheltenham, Edwar Elgar, 1999, 256 pages.

Harvey, Pierre. *Histoire de l'École des Hautes Études commerciales*, 2 volumes, Montréal, Québec Amérique, 1994.

Joubert, Rodolphe. *Essai sur la vie et l'oeuvre d'Édouard Montpetit*, Montréal, Éditions Élysée, 1975, 449 pages.

Kelly, Stéphane. *Les fins du Canada: Selon Macdonald, Laurier, Mackenzie King et Trudeau*, Montréal, Boréal, 2001, 287 pages.

LaPierre, Laurier. *French-Canadian thinkers of the nineteenth and twentieth centuries*, Montréal, French-Canada Studies Programme, McGill University Press, 1966, 117 pages.

Mann Trofimenkoff, Susan. *Action Francaise : French Canadian nationalism in the twenties*, Toronto, University of Toronto Press, 1975, 157 pages.

McIvor, R. Craig. *Canadian Monetary, Banking and Fiscal Development*, Toronto, Macmillan, 1961, 263 pages.

Neatby, Blair. *The Politics of Chaos : Canada in the Thirties*, Toronto, Macmillan of Canada, 1972, 196 pages.

Neill, Robin. *A New Theorie of Value : The Canadian economics of H. A. Innis*, Toronto, Toronto University Press, 1972, 159 pages.

Normano, J. F. *The spirit of American economics : a study in the history of economic ideas in the United States, prior to the Great Depression*, New-York, The John Day Co, 1943, 251 pages.

Owram, Doug. *The Gouvernement Generation : Canadian Intellectuals and the State, 1900-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 1986, 402 pages.

Pomeyrols, Catherine. *Les intellectuels québécois : formation et engagements, 1919-1939*, Paris, l'Harmattan, 1996, 537 pages.

Roy, Fernande. *Progrès, Harmonie, Liberté: Le libéralisme des milieux d'affaires francophones de Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988, 301 pages.

Roy, Fernande. *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*, Montréal, Boréal, 1993, 127 pages.

Rumilly, Robert. *Histoire de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal*, Montréal, Beauchemin, 1966, 215 pages.

Seckler, David. *Thorsten Veblen and the Institutionalists : A Study in the Social Philosophy of Economics*, Londres, Macmillan, London School of Economics and Political Science, 1975, 160 pages.

Shortt, S. E. D. *The Search for an Ideal: Six Canadian intellectuals and their convictions in an age of transition, 1890-1930*, Toronto, University of Toronto Press, 1976, 216 pages.

Struthers, James. *No Fault of their own unemployment and the canadian Welfare State : 1914-1941*, Toronto, Toronto University Press, 1983, 268 pages.

Wade, Mason. *The French Canadians, 1760-1967*, Toronto, Macmillan of Canada, 1968, 1128 pages.

Watson, Alexander. J. *Marginal Man : the dark vision of Harold Innis*, Toronto, Toronto University Press, 2006, 525 pages.

THÈSES ET MÉMOIRES

Bélanger, Guy. « Le syndicalisme catholique et le corporatisme au Québec » Mémoire de M.A., Université de Montréal, Département d'histoire, 1983, 161 pages.

Cliche, Denis. « L'idéologie de la revue L'Actualité économique: 1925-1930», Mémoire de M.A., Université de Sherbrooke, Département d'histoire 1979, 139 pages.

Ferguson, Barry. «The New Political Economy and Canadian Liberal Democratic Thought: Queen's University 1900-1925» Thèse de Ph.D., York University, Département d'histoire, 1982.

Foisy-Geoffroy, Dominique. « Esdras Minville, le catholicisme social et le nationalisme économique, 1923-1939 », Mémoire de M.A., Université de Montréal, Département d'histoire, 2002, 216 pages.

ARTICLES

Angers, François-Albert. « Naissance de la pensée économique au Canada Français » *Revue d'histoire de l'Amérique Française*, Vol 15 (1961), p. 204-229 (repris dans Paquet, Gilles. *La pensée économique au Québec français: Témoignages et perspectives*, Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, 1989, p. 9-27).

---- « La pensée économique d'Esdras Minville », *Action nationale*, Vol. 65, nos 9-10 (1976), p. 727-761.

Bédard, Roger. « Édouard Montpetit, Précurseur de la Révolution tranquille », *L'Action nationale*, Vol. 55, no 8 (1966), p. 899-926.

Bladen, V. L. « A journal is born : 1935 », *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, Vol. 26, no 1 (1960), p. 1-5.

Blaug, Mark. « No history of ideas, please, we're Economists », *The Journal of Economic Perspectives*, Vol. 15, no 1 (2001), p. 154-164.

Brunet, Michel. « Trois dominantes de la pensée canadienne-française : L'agriculturisme, l'anti-étatisme et le messianisme » dans *La présence anglaise et les Canadiens*, Montréal, Beauchemin, 1958, p. 113-166.

Dostaler, Gilles et Frédéric Hanin. « Keynes et le keynésianisme au Canada et au Québec » *Sociologie et sociétés*, Vol. 37, no 2 (2005), p. 153-181.

Drache, Daniel. « Harold Innis and Canadian Capitalist Development », dans Gordon Laxer, (dir). *Perspectives on Canadian Economic Development : Class, Staples, Gender and Elites*, Oxford, Oxford University Press, 1991, p. 22-49.

Drache, Daniel. « Celebrating Innis : The Man, the Legacy ,and Our Future », dans H. A. Innis (Édité par Daniel drache), *Staples, Markets and Cultural Change : Selected essays*, Montréal, McGill/Queen's University Press, 1995, 506 pages.

Dupré Ruth, Yves Gagnon et Paul Lanoie. « D'une revue d'affaires à une revue d'économique : 75 ans dans la vie de L'Actualité économique », *L'Actualité économique*, Vol. 76, no 1 (2000), p. 9-36.

Dupuis, Jean-Claude. « La pensée économique de *L'Action française* (1917-1928) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 47, no 2 (1993), p. 193-219.

Easterbrook, W. T. « Trends in Canadian Economic Thought », *The South Atlantic Quarterly*, Vol. 58 (1959), p. 91-107.

Fay, C. R. « The Toronto School of Economic History », *Economic History*, Vol 3 (1934), p. 168-171.

Ferguson, Barry et Doug Owram. « Social Scientists and Public Policy from the 1920s through World War II », *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes*, Vol. 15, no 4 (1980-1981), p. 3-17.

Fortin, Pierre. « Les étapes de la science économique au Québec : démarrage, construction et maturité », *L'Actualité économique*, Vol. 76, no 1 (2000), p. 67-73.

Fournier, Jonathan. « Les économistes canadiens-français pendant l'entre-deux-guerres : entre la science et l'engagement », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 58, no 3 (2005), p. 389-414.

Fournier, Marcel. « Édouard Montpetit et l'université moderne : ou l'échec d'une génération », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol. 36, no 1 (1982), p. 3-29.

Galbraith, John. K. « How Keynes came to America », dans Milo. Keynes (dir.), *Essays on John Maynard Keynes*, Cambridge, Cambridge University Press, 1975, p. 132-141.

Harvey, Pierre. « Les idées économiques d'Esdras Minville des débuts à la maturité », *L'Action nationale*, Vol. 65, nos 9-10 (1976), p. 626-642.

Laliberté, G. Raymond. « Dix-huit ans de corporatisme militant. L'École sociale populaire de Montréal, 1933-1950 », *Recherches sociographiques*, Vol. 21, nos 1-2 (1980), p. 55-96.

Létourneau, Firmin. « Esdras Minville », *L'Action nationale*, Vol. 65, nos 9-10 (1976), p. 620-625.

Mackintosh, W. A. « Adam Shortt », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, Vol. 4, no 2 (1938), p. 164-176.

----- « Innis on Canadian Economic Development », *Journal of Political Economy*, Vol. 61, no 3 (1953), p. 185-195.

McNally, David. « Staple Theory as Commodity Fetishism : Marx, Innis and Canadian Political Economy », *Study in Political Economy*, Vol. 6 (1986), p. 35-64.

Macpherson, C. B. « By Innis out of Marx : The revival of Canadian Political Economy », *Canadian Journal of Political and Social Theory*, Vol. 3, no 2 (1979), p. 134-138.

Neill, Robin et Gilles Paquet. « L'économie hérétique: Canadian Economics before 1967 », *The Canadian Journal of Economics*, Vol 26, no 1 (1993), p. 3-13.

Owram, Douglas. « Economic Thought in the 1930 : The Prelude to Keynesianism » *The Canadian Historical Review*, Vol. 66, no 3 (1985), p. 344-377.

Paquet, Gilles. « Réflexions iconoscopiques sur la pensée économique au Québec français », *L'Actualité économique*, Vol. 76, no 1 (2000), p. 51-66.

Paradis, Ruth. « Les antécédents de la pensée d'Esdras Minville » dans *Le travail*, collection la vie économique, Esdras Minville, œuvres complètes, édité par François-Albert Angers et Ruth Paradis, 1982, p. 11-36.

----- « Esdras Minville et la pensée coopérative idéologique au Québec », *L'Action nationale*, Vol. 69, no 2 (1979), p. 107-116.

----- « La pensée coopérative de Esdras Minville de 1924 à 1943 », *L'Action nationale*, Vol. 69, no 7 (1980), p. 518-526

Sabourin, Paul. « Médiateurs et médiations sociales constitutives de l'épistémè de la connaissance économique au Québec dans la première moitié du XXe siècle », *Sociologie et sociétés*, vol. 37, no 2 (2005), p. 119-152.

Saint-Germain, Yves. « La société québécoise et la vie économique: quelques échos de la décennie de la *grande ambivalence* (1920-1929) », dans Robert Comeau, dir., *Économie québécoise*, p. 433-464.

Taylor, K. W. « Economic Scholarship in Canada », *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, Vol. 26, no 1 (1960), p. 6-18.

Trépanier, Pierre. « Quel corporatisme? (1820-1965) », *Les Cahiers des dix*, N. 49 (1994), p. 159-212.

----- « Esdras Minville (1896-1975) et le traditionalisme canadien-français », *Les Cahiers des dix*, no 50 (1995), p. 255-294.

Warren, Jean Philippe. « Le corporatisme canadien-français comme « système total ». Quatre concepts pour comprendre la popularité d'une doctrine », *Recherches sociographiques*, Vol. 45, no 2 (2004), p. 219-238.

Watkins, Mel. « A Staple Theory of Economic Growth », *Canadian Journal of Economic and Political Science*, Vol. 29, no 2 (1963), p. 141-158.

----- « The Staples Theory Revisited », *Journal of Canadian Studies*, Vol. 12, no 5 (1977), p. 83-94.

Watts, George. « The Origins and Background of Central Banking in Canada », *Bank of Canada Review* (1972), p. 15-27.

DOCUMENTS ÉLECTRONIQUES

« Journal of EL Classification System / EconLit Subject Descriptors », American Economic Association [en ligne], <http://www.aeaweb.org/econlit/jelCodes.php?view=jel> (Page consultée en janvier et février 2013).

« Biography of Paul H. Douglas », University of Illinois, Institute of Government and Public, [en ligne], <http://igpa.uillinois.edu/ethics/biography> (Page consultée le 1er novembre 2013).

